



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 17 décembre 2020**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil de Métropole

du 17 décembre 2020

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 17 décembre 2020
Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°	Commission	Titre de l'affaire
1	Ressources	Budget - Clôture du Budget annexe transport - Approbation
2	Ressources	Budget principal et budgets annexes - Ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2021 - Autorisation
3	Cycles de l'eau	Mise à l'étude du choix du mode de gestion de l'assainissement - Approbation
4	Cycles de l'eau	Station de traitement des eaux usées MAERA - Mise à jour du programme des travaux de modernisation et de l'enveloppe financière affectée - Marché Global de Performances - Approbation
5	Solidarités	Logement d'abord - Etude-action pour la mobilisation du parc privé à vocation sociale aux fins de loger les ménages en difficulté - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association ADAGES pour l'année 2020 - Autorisation de signature
6	Solidarités	Plan Pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Action 1 Ouverture d'un lieu d'accueil de jour multi partenarial à destination des familles - Association Languedocienne Pour la Jeunesse - Autorisation de signature
7	Solidarités	Plan Pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Action 2 visant l'accès à l'hygiène des plus démunis - Conventions avec trois structures proposant un service de douches - Pause/Issue, Secours Catholique de l'Hérault et Croix Rouge de l'Hérault - Autorisation de signature
8	Solidarités	Fonds de Solidarité pour le Logement - Actions d'insertion par le logement 2021 - Attributions de subventions à diverses associations et CCAS - Conventions - Autorisation
9	Solidarités	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Convention avec la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier pour la gestion financière et comptable du FSL - Autorisation de signature
10	Solidarités	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL3M) - Actions d'insertion par le logement - Avenant à la convention 2020 avec l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) - Autorisation de signature
11	Attractivité	Pacte Métropolitain d'Innovation - Avenant n°2 à la convention d'attribution de subvention au CHU de Montpellier pour le projet CYBORG - Autorisation de signature

12	Aménagement durable	Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Convention financière d'études préalables à la Déclaration d'Utilité Publique - Phase 1 - Autorisation de signature
13	Aménagement durable	Logistique Urbaine - Convention d'expérimentation d'un nouveau concept de véhicule avec le Groupe RENAULT - Avenant de prolongation n°2 - Autorisation de signature
14	Aménagement durable	Re Cycle & Vous - La Guitoune à Vélo - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature
15	Aménagement durable	Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation de la TaM - Avenant n°3 - Autorisation de signature
16	Aménagement durable	Exploitation et gestion des services de transport public - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen
17	Aménagement durable	Parcs de stationnement en ouvrage - Délégations de Service Public - Rapports Annuels des Délégataires relatifs à l'exercice 2019 - Examen
18	Hors commission	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique Transports - Exercice 2021
19	Aménagement durable	Nouveau projet de renouvellement urbain Mosson/Cévennes - Etudes de préfiguration - Convention financière Ville de Montpellier/Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
20	Aménagement durable	Commune de Montpellier - SCPI PF LE GRAND PARIS - Immeuble le Parthéna I et II sis 145 et 205 rue de l'Acropole - Convention de tiers payeur entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Acquisition des lots de copropriété - Approbation
21	Aménagement durable	Commune de Pérols - Modification simplifiée n°6 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation
22	Aménagement durable	Commune de Saint Jean de Védas - Secteur Roquefraisie - Rachat d'une propriété foncière acquise par l'Établissement Public Foncier d'Occitanie pour le compte de la Métropole - Approbation
23	Aménagement durable	Dalle du Triangle - Réfection de l'Allée Jules Milhau à Montpellier - Convention d'offre de concours financier de la SNC du Polygone - Approbation - Autorisation de signature
24	Aménagement durable	Convention de fonds de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature
25	Aménagement durable	Travaux de réseaux sur la commune de Sussargues - Route de Saint Drézéry - Approbation de l'opération de travaux et demande de subventions Hérault Energies - Autorisation de signature
26	Aménagement durable	Convention de gestion entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole pour le débroussaillage des routes départementales transférées relevant du schéma Défense de la Forêt Contre les Incendies (DFCI) - Approbation - Autorisation de signature

27	Aménagement durable	Avenant n°2 à la Délégation de Service Public pour l'attribution des sous-traités d'exploitation des lots de plage 1, 2 ,3 et 4 sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Exonération partielle des exploitants des lots n°1 et 2 - Demande de prorogation de la concession - Autorisation de signature
28	Ressources	Contrat territorial (2018-2021) entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Programme Opérationnel 2020 - Approbation
29	Ressources	Épidémie de Covid-19 - Étalement des charges pour les dépenses exceptionnelles relatives à la crise sanitaire - Approbation
30	Ressources	Tarifs de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
31	Ressources	Association française des correspondants à la protection des données à caractère personnel - Adhésion 2020 - Approbation
32	Ressources	Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Reconduction des Services Communs - Conventions - Autorisation de signature
33	Ressources	Réforme des congés bonifiés - Approbation
34	Ressources	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
35	Hors commission	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique Ressources Humaines - Exercice 2021
36	Cycles de l'eau	Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées rue Saint-Louis sur la commune de Montpellier - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
37	Cycles de l'eau	Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées rues de la Valfère et Saint-Sépulcre sur la commune de Montpellier - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
38	Cycles de l'eau	Convention de mandat pour des études et travaux de recherche d'eau entre le Syndicat Intercommunal d'Adduction en Eau Potable (SIAE) du Salaison et le Département de l'Hérault - Avenant de transfert à la Métropole - Autorisation de signature
39	Cycles de l'eau	Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable - Renforcement de la capacité de stockage de la commune de Prades-le-Lez par la création d'un nouveau réservoir - Convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
40	Cycles de l'eau	Commune de Saint-Drézéry - ZAC Les Mazes - Programme des équipements Publics relatif à la desserte en eaux usées - Avenant n°1 à la convention de financement des équipements - Autorisation de signature

41	Cycles de l'eau	Projets de Solidarité internationale Eau - Convention de coopération décentralisée avec l'Établissement de Coopération Intercommunale de la vallée de l'Arghen au Maroc - Convention programme et conventions financières dans le cadre du projet de mobilisation des eaux souterraines pour Zahlé (Liban) - Mission à Nouakchott (Mauritanie) dans le cadre du projet Kiffa Eau - Approbation - Autorisation de signature
42	Animation du territoire	Piscine Olympique d'Antigone - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Convention de dénomination - Attribution - Autorisation de signature
43	Animation du territoire	Complexe sportif Yves-du-Manoir - GGL Stadium - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Rugby - Avenant relatif aux espaces mis à disposition - Autorisation
44	Animation du territoire	Équipement Patinoire Végapolis - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen
45	Animation du territoire	Attribution de subvention dans le cadre de la thématique Sports - Exercice 2020 - Convention d'attribution - Autorisation de signature
46	Hors commission	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Sports - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Autorisation de signature
47	Animation du territoire	Soutien à la Création et la Diffusion Culturelle - Attributions des aides pour le 4ème trimestre 2020 - Approbation
48	Animation du territoire	Partenariat pédagogique et artistique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et le Théâtre Molière / Scène Nationale de Sète - Convention - Autorisation de signature
49	Animation du territoire	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de partenariat artistique et pédagogique avec le Conservatoire à Rayonnement Intercommunal (CRI) de Sète Agglopol Méditerranée - Approbation - Autorisation de signature
50	Animation du territoire	Prise en charge des frais de déplacement dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements 2021 - Approbation
51	Animation du territoire	Procédure de rupture conventionnelle avec la Directrice de l'EPIC du Domaine d'O - Approbation
52	Animation du territoire	Associations Occitanie en scène et Les Amis du château de Castries - Adhésion - Approbation
53	Animation du territoire	Rencontres d'auteurs dans le réseau des médiathèques et du livre - Prise en charge des frais - Approbation
54	Animation du territoire	Musée Fabre - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de collaboration avec l'Université Paul Valéry Montpellier 3 relative à l'organisation du cycle de conférence ' Les Mercredis de l'Antiquité ' 2021-2023 - Autorisation de signature

55	Animation du territoire	Attribution de subventions 2020 - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature
56	Animation du territoire	Planetocéan - Délégation de Service Public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen
57	Hors commission	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Culture - Exercice 2021
58	Environnement	Ressources en eau et agroécologie - Étude de besoin d'une ligne de triage collective de céréales bio et légumineuses sur le secteur Ouest de la Métropole - Convention de projet tutoré d'étude d'élèves ingénieurs de l'Institut Agro de Montpellier - Autorisation de signature
59	Environnement	Agroécologie et alimentation - Modification de la délibération n°M2020-284 - Partenariats 2020 - Avenant à la convention Let's Food Cities - Autorisation de signature
60	Hors commission	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Transition Énergétique - Exercice 2021
61	Environnement	RMCF - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen
62	Environnement	ENEDIS-EDF - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen
63	Environnement	Réseau de distribution publique de gaz - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen
64	Environnement	Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) - Avenant n°11 - Approbation
65	Environnement	Marché d'Intérêt National (MIN) - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen
66	Hors commission	Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries - Acquisition du terrain d'assiette et passation d'un protocole transactionnel avec le Groupement Foncier Agricole du domaine de Ferrières - Lieudit les Arbousiers - Parcelle cadastrée D163 - Autorisation de signature
67	Environnement	Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST - CRAC 2019 - Avenant n°4 - Approbation
68	Solidarités	Villes et Territoires Occitanie - Mise en place d'une démarche évaluative expérimentale - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature
69	Solidarités	Avenants n°2 aux conventions d'utilisation de l'abattement de Taxes Foncières sur les Propriétés Bâties (TFPB) - Approbation
70	Solidarités	Délégation du service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium - SAEML SFMA - Tarif général 2021 - Approbation - Autorisation de signature
71	Solidarités	Complexe funéraire - Délégation de Service Public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen

72	Solidarités	Logement - Observatoire Local des Loyers (OLL) - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature
73	Solidarités	Construction de 10 logements sociaux - Résidence « Le Clos de la Licorne », rue Antoine Rédier à Castries - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature
74	Solidarités	Construction de 9 logements sociaux - Résidence Art campus - 235 avenue Paul Bringuier à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature
75	Solidarités	Construction de 17 logements locatif sociaux - Résidence « Clinique Saint-Jean » - 36 avenue Buisson Bertrand à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature
76	Solidarités	Construction de 10 logements sociaux - Résidence « NEW 123 » - Avenue de Palavas à Montpellier - Garantie d'emprunts à la société FDI Foncière - Délibération n°14969 du 2 novembre 2017 - Modification - Autorisation de signature
77	Solidarités	Construction de 5 logements sociaux - Résidence « Impulse », 1 rue François Mireur à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature
78	Solidarités	Construction de 5 logements sociaux - Résidence « LORCAËE » - 705 rue de Saint-Hilaire à Montpellier - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature
79	Solidarités	Construction de 32 logements sociaux - Résidence « La Coustaude », Chemin de la Coustaude à Saint Jean de Védas - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature
80	Solidarités	Construction de 90 logements sociaux - Résidence « La Fabrique » - Lotissement "La Fabrique" à Fabrègues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature
81	Solidarités	Construction de 7 logements en location-accession - Résidence « Simone Veil », ZAC des Saurèdes lot V à Castries - Garantie d'emprunts à ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Autorisation de signature
82	Attractivité	Société d'Accélération de Transfert de Technologie (SATT) AxLR - Versement du solde d'un apport en compte courant - Approbation
83	Attractivité	Convention de partenariat avec l'association French Tech Méditerranée - Avenant - Autorisation de signature
84	Attractivité	Attribution de subvention à l'association IDATE - Convention de partenariat - Autorisation de signature

85	Attractivité	ZAC Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Programme des Équipements Publics - Approbation
86	Attractivité	Cité intelligente - Stratégie de citoyenneté numérique - Pass numérique - Convention avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires - Autorisation de signature
87	Attractivité	Cité intelligente - Appels à projets innovants et expérimentations au service de la ville - Avenant n°2 à la convention sur un programme de recherche et développement - Autorisation de signature
88	Attractivité	Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Délibération pour une attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet BNIF - Autorisation de signature
89	Attractivité	Pacte Métropolitain d'Innovation - Avenant n°3 à la convention d'attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet REDSAIM - Autorisation de signature
90	Attractivité	Corum - Palais des Congrès - Opéra - Zénith Sud - Délégation de Service Public - Rapport Annuel du Délégué à l'exercice 2019 - Examen
91	Attractivité	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature
92	Attractivité	Association Occitanie Europe - Adhésion - Désignation de représentants - Approbation
93	Attractivité	Association Occitanie Coopération - Adhésion - Désignation de représentants - Approbation
94	Attractivité	Relations Internationales - Affectation de subventions 2020 - Autorisation de signature
95	Hors commission	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique Développement Économique - Exercice 2021
96	Hors commission	Règlement intérieur du Conseil de Métropole - Mandat 2020-2026 - Approbation
97	Hors commission	Représentations du Conseil de Métropole - Désignations
98	Hors commission	Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de Montpellier Méditerranée Métropole et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées - Modifications - Approbation



L'an deux mille-vingt et le dix-sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRECHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Excusée :

Stéphanie JANNIN.

Monsieur le Président

Bonjour à tous, mes chers collègues. Nous sommes ici pour ce dernier Conseil de Métropole de l'année. Je vais procéder à l'appel, désigner formellement Monsieur MANSOURIA comme secrétaire de séance, et je vais appeler chacun d'entre nous comme la dernière fois. Merci de m'indiquer si vous avez une procuration. J'ouvre l'appel.

Monsieur le Président procède à l'appel.

Monsieur le Président

Le quorum est atteint. Nous pouvons donc valablement tenir cette séance, un petit peu particulière.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Je vais donner quelques informations en préalable de l'ordre du jour, assez rapidement.

D'abord, vous dire, mes chers collègues, que nous sommes depuis le 15 juillet, à notre septième Conseil de Métropole. Donc nous n'avons pas chômé depuis le renouvellement lié aux élections municipales. Qu'il me soit permis – je le referai en fin de séance, mais – de remercier l'ensemble des services qui sont pleinement mobilisés pour assurer la qualité de nos travaux. C'est la deuxième fois que nous nous réunissons en visio, et en 2021, nous espérons travailler pour avoir un Conseil tous les deux mois, permettant de bien rythmer notre vie démocratique.

Je voudrais évidemment saluer les membres de l'exécutif, et plus particulièrement l'ensemble des Maires, qui s'impliquent chaque jour dans le fonctionnement de l'intercommunalité, qu'ils soient depuis plusieurs mandats membres de cette Assemblée, ou plus récents, et les remercier chaleureusement. Et à travers eux l'ensemble des élus de leurs Conseils municipaux, dont il faut reconnaître que le début de leur mandat, pour les nouveaux, est particulièrement difficile au regard du contexte sanitaire.

Traditionnellement, le Conseil de décembre est un exercice qui est dévolu principalement au vote du budget. Nous avons – en plein accord avec Monsieur le Vice-Président Renaud CALVAT – fait le choix de décaler les deux affaires budgétaires – le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) d'une part, et le vote du budget d'autre part – au premier trimestre 2021. En effet, nous avons à la fois notre prise de fonction, mais aussi une conjoncture extrêmement difficile pour les finances publiques, compte tenu de la crise qui frappe notre pays – et pour laquelle notre Métropole est aussi impactée – ce qui rend très difficile la construction du budget, puisque la fiscalité de la Métropole repose sur ce qu'on désigne, entre guillemets, les « *impôts de production* » (la CFE et le versement mobilité) et que là, nous avons de manière très claire une perte de recettes extrêmement importante compte tenu de la baisse de l'activité économique. Vous le savez, notre pays va connaître une récession historique, puisque nous serons à près de 12 % en retrait du produit intérieur brut. Et cela rend évidemment très difficile la construction du budget.

À cela vient s'ajouter une difficulté supplémentaire, et qui n'est pas des moindres. En effet, avec la décision de fermer le troisième casier de Castries, nous nous retrouvons dans une situation où nous devons exporter nos déchets vers Marseille, vers l'Espagne. Et cela impacte très fortement, les finances de notre Collectivité. En effet, cette décision a un coût en dépenses de fonctionnement de 11 millions d'euros. Pour vous donner un ordre de grandeur, c'est le niveau de la deuxième subvention que nous accordons aux grandes structures culturelles et sportives. L'Orchestre de Montpellier est doté d'une subvention d'environ 13,5 millions d'euros, et le deuxième poste, c'est le fait d'exporter nos déchets. Cela rajoute, cela leste, cela plombe, cela rend très difficile l'exercice, et le budget annexe va apparaître lourdement déficitaire, ce qui vient rajouter une difficulté supplémentaire dans la construction du budget, car 11 millions d'euros en dépenses de fonctionnement, cela impose de dégager des marges de manœuvre très importantes. Avec Monsieur CALVAT, nous considérons que nous n'avons pas vocation à fermer des services publics qui sont si précieux, comme des médiathèques ou des piscines, pour pouvoir assumer cette dépense de fonctionnement.

Donc nous aurons un DOB début 2021 et nous voterons le budget primitif et les budgets annexes lors de la séance du 29 mars 2021. Et lors du débat d'orientations budgétaires – si bien sûr nous évoquerons l'année 2021 – nous souhaitons avec Monsieur CALVAT présenter la stratégie financière de notre Métropole sur les cinq prochaines années, telle que nous la percevons, ce qui permettra ensuite de pouvoir travailler sur la programmation pluriannuelle. Donc l'exercice aura lieu, les prochains Conseils seront consacrés à ces éléments budgétaires.

Autre aspect d'information : vous le savez, nous avons voté une aide à hauteur de 500 euros pour l'acquisition d'un Vélo à Assistance Electrique (VAE), qui a été une décision importante de ce début de mandat pour encourager cette nouvelle mobilité. Une aide de 500 euros, universelle, qui vient en renfort de l'aide sur critères sociaux de la Région et du Département, qui peut aller donc jusqu'à 1 150 euros. Au 15 décembre, mes chers collègues, 1 132 dossiers ont été déposés. Et fait important, il me semble, deux tiers des demandes de dossiers ne concernent pas des habitants de la Commune de Montpellier, mais des autres communes de la Métropole, ce qui montre, ce qui annonce et ce qui préfigure une transformation des mobilités, qui montre que le VAE permet d'aller sur des distances plus importantes. Donc, à ce jour, 700 ont été instruites, 550 ont été validées. Et nous sommes victimes de notre succès, et du succès du vélo, chose dont je me réjouis très fortement, puisque vous le savez, je suis un cycliste de longue date, comme Jean-Luc SAVY et d'autres collègues. En effet, les vélocistes sont débordés et le délai d'attente aujourd'hui pour avoir un VAE, c'est minimum deux mois. D'ailleurs, lors d'une visio avec le Président de la République sur la Zone à Faibles Emissions (ZFE), je lui ai dit : *« il faut absolument que l'industrie française se positionne, il faut qu'on soit plus réactif pour répondre à cette demande, qui accompagne une transformation des mobilités »*.

Autre aspect de transformation des mobilités : un point d'étape sur la gratuité des transports. Nous avons été – et je vous en remercie tous et toutes – extrêmement rapides sur ce dossier et nous avons mis en œuvre la gratuité dès le 5 septembre. À ce jour, 53 500 pass week-end ont été validés par TaM. Donc cette pratique se diffuse et près de 55 000 abonnés ont bénéficié d'une remise de 10 % de leur abonnement. Ce qui est un geste, en termes de pouvoir d'achat, assez conséquent, en particulier, évidemment, pour les revenus les plus fragiles. À Montpellier, nous le savons, ils sont nombreux. À Montpellier et dans la Métropole, beaucoup de gens peinent à vivre convenablement de leur travail. Donc le téléchargement de l'application montre le grand intérêt pour la gratuité des transports, mais surtout, les chiffres de fréquentation le week-end sont plus importants si, en tenant compte du contexte sanitaire, on se compare à d'autres réseaux. Et aujourd'hui, les premiers satisfaits de cette mesure, ce sont les commerces du centre-ville, qui mesurent, et se réjouissent de l'impact de cette mesure. C'est extrêmement appréciable, parce que nous devons être aux côtés du commerce de proximité. Nous verrons, dans la construction du budget 2021, comment nous mettons en œuvre la seconde étape, conformément à nos engagements de la gratuité des transports.

Autre aspect lié aux mobilités : nous avons, avec Madame FRECHE, Vice-Présidente aux transports, et Laurent NISON, Président de TaM, présenté l'appel d'offres de renouvellement des rames de tramway. La ligne 1 a été victime de son succès. Victime, non. Son succès conduit à une usure accrue du matériel, puisqu'elle transporte bien plus de voyageurs que prévu. Donc il faut renouveler le parc de la ligne 1 pour assurer la sécurité du transport des voyageurs. Plus nous limitons les incidents, plus le réseau est efficace. Donc 77 rames viendront améliorer l'offre de transports sur la ligne 1, et également doter la future ligne 5, dans la perspective de sa mise en service qui aura lieu au deuxième semestre 2025. Je tiens à saluer toutes les équipes de TaM, de la Métropole, l'ensemble des personnes impliquées sur ce dossier, pour que nous rattrapions le retard. Et puis, troisième niveau d'acquisition de ces lignes de tramway : nous savons que la gratuité aura un effet de hausse de la fréquentation des transports collectifs, et donc nous faisons le choix d'acquérir du matériel supplémentaire. C'est donc un montant estimatif de 275 millions d'euros. Un appel d'offres qui se veut – qui doit être – extrêmement ouvert. Je le dis : nous allons challenger les grands opérateurs industriels du transport urbain, desquels nous attendons beaucoup, sur leur écoresponsabilité et leur capacité à innover.

Dernier point sur les mobilités : notre Métropole vient de recevoir, de remporter l'appel à projets européen sur les mobilités durables, pour notre programme autour des bus à hydrogène – pour lequel nous avons demandé en outre des aides de l'ADEME. Le bus à hydrogène ayant vocation à accompagner le développement des bus à haut niveau de service.

Je voudrais ici excuser notre collègue Vice-Présidente, Coralie MANTION, qui est retenue, parce qu'elle est actuellement avec le ministère, qui se déplace à Montpellier, sur le dossier de l'école d'architecture. Il y a une situation extrêmement complexe dans cette école-là, et il est très important que nous soyons aux côtés de l'école d'architecture pour que l'ensemble des enseignements soit tiré de la crise qu'elle traverse, et pour bien confirmer auprès du ministère de la Culture notre souhait de conserver à Montpellier une école d'architecture.

Autre aspect : il y a une délibération qui vous sera soumise au vote parmi les subventions – que nous n'avons pas souhaité modifier – parce que nous voulons voter les crédits. Ici, tous et toutes, nous sommes très attachés à l'action que mène le tissu associatif contre les discriminations, pour l'accompagnement des personnes homosexuelles. Et Montpellier est l'une des villes qui a toujours marqué son engagement là-dessus. Il s'agit d'une subvention en faveur du Refuge. Donc évidemment, les crédits vont être votés, mais nous engagerons le versement de ces crédits après clarification de la gouvernance. De nombreux articles de presse se sont fait écho d'une situation qui apparaît comme préoccupante. Alors, il ne nous appartient pas ici de nous transformer en juge – ce n'est pas notre responsabilité. Mais les informations qui ont été données dans un article très argumenté, d'un média national, nous obligent à demander une clarification de la gouvernance. Donc je vous proposerai de voter les crédits, évidemment, mais je demanderai aux services de surseoir à leurs versements tant que les choses ne seront pas clarifiées.

Dernier point, mes chers collègues : la crise sanitaire. Nous tenons ce Conseil en visio, et je vous remercie de votre compréhension. Évidemment, nous aimerions nous retrouver dans cette salle, surtout pour le dernier Conseil de l'année. Nous avons quitté le deuxième confinement. Le couvre-feu est instauré. Les mesures sont très restrictives. Elles impactent lourdement, à Montpellier notamment, le secteur de la culture, et c'est extrêmement dur. Nous ne devons surtout pas relâcher nos efforts. En ma qualité de Président du conseil de surveillance du CHU, j'ai assisté avec Monsieur ASSAF qui représente la Région à la session, et l'ensemble des professionnels de santé nous parlaient déjà de troisième vague. Le vaccin arrive – et c'est une très bonne chose – nous serons aux côtés des autorités sanitaires pour réussir la campagne de vaccination, car le vaccin protège et nous devons participer à la vaccination. Je le dis avec beaucoup d'engagement. Il y a tellement d'endroits dans le monde où on aimerait avoir accès au vaccin, que l'heure n'est pas à la défiance. Nous pouvons avoir confiance dans l'ensemble des chercheurs qui se sont mobilisés. Mais la vaccination va prendre du temps, pour avoir l'immunité collective. Donc nous devons continuer à rester extrêmement vigilants et à agir en responsabilité face à la crise sanitaire. C'est pour cela que nous ne tiendrons pas les traditionnelles cérémonies de vœux. Je mesure, pour beaucoup, la frustration, après les élections municipales, de ne pas pouvoir rencontrer les corps constitués, les habitants, tous les acteurs qui font la vitalité de notre Métropole. Mais il en va de notre responsabilité et nous continuerons à tenir les événements collectifs, avec parcimonie, dans le respect absolu des règles sanitaires. Mais ce sera l'occasion de nous renouveler, de nous réinventer. Je crois, mes chers collègues – j'ai les Maires de Jacou et de Grabels à mes côtés, qui acquiescent aussi, pour leur propre cérémonie de vœux – nous devons être extrêmement prudents. Le virus est encore là. Ce n'est pas simple de parler de mauvaises nouvelles comme cela, mais je crois que cela participe aussi de la responsabilité qui est la nôtre, en tant qu'élus. Je voudrais ici, collectivement, encore une fois, remercier l'ensemble des Maires de ne pas avoir participé à la virologie de comptoir, qui a pu un moment ou un autre affaiblir le discours des autorités sanitaires. C'est aussi cela, pour nous, l'exercice de la responsabilité.

Voilà quelques informations que je souhaitais vous donner. On m'indique que Madame MIRALLES souhaite s'exprimer, comme parlementaire, sur un des amendements de la loi de finances à la faveur des collectivités locales. Bien sûr. Je propose qu'à l'occasion d'une affaire budgétaire, on le présente, parce que cela permet d'organiser notre ordre du jour. Madame MIRALLES, je tiens à saluer ce vote qui accompagne les collectivités, en tout cas qui va nous efforcer d'y voir un peu plus clair dans la construction du budget.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 17 DECEMBRE 2020

M. H. MARTIN donne un pouvoir à Mme C. GIMENEZ.

Mme C. SERRANO donne un pouvoir à Mme M. MASSART.

Monsieur le Président

On va passer à l'adoption de l'ordre du jour, qui comporte 98 affaires. Je vous demande, mes chers collègues, de faire très attention quand vous êtes en situation de potentiel conflit d'intérêt – en tout cas d'être juge et partie – qu'il n'y ait pas de suspicion dans l'expression de vos votes, et de bien valider l'option NPPV. Et à la relecture du procès-verbal, évidemment, le Service Assemblées sera à vos côtés si, parfois, la procédure va trop vite, ou si vous oubliez de voter, ou si vous avez un problème de connexion pour pouvoir enregistrer votre vote.

Je vous propose donc de passer au vote sur l'adoption de l'ordre du jour. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur l'ordre du jour ? Pas de demande de prise de parole ? J'ouvre le vote. C'est bon. Adopté.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Monsieur le Président

Le procès-verbal de notre séance du 23 novembre vous sera envoyé ultérieurement, parce qu'évidemment il nous faut un peu plus de temps pour retranscrire.

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Je vous demande de prendre acte des décisions qui ont été prises par moi-même, en tant que Président, par délégation.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 1 : RESSOURCES - BUDGET - CLOTURE DU BUDGET ANNEXE TRANSPORT - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 1. Monsieur CALVAT, vous avez la parole. Et on donnera la parole à Madame MIRALLES pour l'éclaircissement, l'information, Madame la Députée.

Renaud CALVAT

Monsieur le Président, il s'agit tout simplement d'appliquer une des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes, qui a marqué le fait que le budget annexe transport n'était pas utile. Comme vous le savez, il n'existe aucun réseau de transport dans le monde qui est en équilibre. C'est forcément un service public qui est financé en grande partie par l'impôt et par la solidarité. Donc il vous est proposé ici de clôturer définitivement le budget annexe transport et de l'intégrer dans le budget principal de la Métropole.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur CALVAT. Je propose de donner la parole à Madame MIRALLES, qui nous fait un petit point sur la loi de finances au Parlement. Madame la Députée.

Patricia MIRALLES

Merci, Monsieur le Président. Permettez-moi un petit aparté en amont de nos débats d'aujourd'hui. Il me semble en effet pertinent de contextualiser nos débats dans un cadre national, compte tenu des événements sanitaires que nous traversons, et la réponse qu'apporte l'État, sous toutes ses formes, à sa crise multiple.

Dans cette optique, vous n'ignorez pas que le vote au Parlement, au mois de juillet dernier, du troisième projet de loi de finances rectificative, a permis la mise en place d'un mécanisme de compensation par l'État, des pertes financières des communes et des EPCI, dans leur totalité, et en-deçà du plancher de référence. Vous serez donc certainement ravis d'apprendre l'adoption à l'unanimité dans la nuit de mardi à mercredi, d'un amendement de la majorité, permettant la reconduction de cette disposition. J'invite donc les plus pointilleux d'entre vous à se reporter à l'amendement n° 726 à l'article 22 bis b sur la dernière version du PLF 2021. Notre travail à venir sur la définition d'un budget à l'équilibre s'en trouve donc grandement facilité. Je me permets simplement d'insister sur le fait que ce mécanisme n'est pas un blanc-seing pour procéder à des dépenses déraisonnables, mais bien un soutien pour toutes les collectivités territoriales affectées par la crise sanitaire. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup de cet éclaircissement, Madame la Députée. Je donne la parole à notre collègue Max LEVITA.

Max LEVITA

Simplement, nous connaissons l'opposition de la Chambre sur les budgets annexes. Nous, il nous paraissait plus significatif d'avoir un budget annexe, parce que cela permet d'isoler le compte transport, de mieux en percevoir le poids et les difficultés. C'est un problème de présentation comptable. Les avis de la Chambre et de la Cour ne sont pas indiscutables. Je voudrais vous indiquer par exemple que la Cour des comptes – la Cour nationale des comptes – est opposée aux sociétés d'économie mixte depuis une éternité. Cela ne gêne en rien ni leur existence, ni leur développement. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, cher collègue. Je donne la parole au rapporteur.

Renaud CALVAT

Monsieur LEVITA, je peux comprendre votre position. Néanmoins, la préconisation est intéressante, et vous savez aussi que le choix qui a été fait par cette Assemblée, de la gratuité des transports, fait porter sur la communauté et la solidarité – c'est une bonne chose, puisque c'est un service public fort – le coût du service transport. Nous pouvons ensuite très facilement isoler, dans le cas d'une comptabilité analytique, l'argent qui est investi dans le transport public. C'est tout à fait possible dans un budget principal, et c'est ce que nous sommes en train de faire avec le service des finances. Nous avons lancé un grand travail de comptabilité analytique, pour aller au-delà des lignes classiques budgétaires, et on peut avoir des informations bien plus précises en comptabilité analytique, que simplement en ayant plusieurs budgets annexes. On l'a très bien vu : on peut avoir des budgets annexes transport, mais avoir une partie de la communication sur tel ou tel réseau prise en charge par le budget principal. Donc on voit bien que ce n'est pas la panacée d'avoir un budget annexe, bien évidemment, et qu'on peut au contraire, en intégrant les dépenses transport dans le budget principal, et en ayant une comptabilité analytique à côté, avoir toutes les précisions utiles et informer nos concitoyens de ce que la Métropole investit dans le domaine du transport public.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur CALVAT. Juste un tout petit mot à l'endroit de Madame MIRALLES, pour saluer ce vote au Parlement, puisque c'est le fruit d'un dialogue fécond entre France Urbaine – qui rassemble l'ensemble des métropoles – et Monsieur le Premier ministre Jean CASTEX. C'était d'autant plus important que ce mécanisme soit à l'œuvre, si nous voulons réussir le plan de relance. En effet, la fragilité des finances locales et le faible autofinancement, du fait de la baisse des recettes des impôts de production, peut fragiliser notre capacité à faire de l'emprunt, donc à investir. Là, le mécanisme qui est trouvé va commencer à apporter des réponses, parce que qu'il n'y aurait rien de pire qu'une communication des uns et des autres, sur « *on investit ici tant de millions d'euros, tant de milliards* », où les entreprises se disent « *bonne nouvelle* ». Et surtout nos concitoyens – qui sont extrêmement inquiets sur la situation de l'emploi – et qu'on se retrouve finalement à n'engager les projets qu'à l'horizon 2022, 2023, faute d'autofinancement. Donc je me permets de réagir en accueillant de manière très positive la décision du Parlement et saluer ce travail entre France Urbaine et l'exécutif. Nous sommes dans une crise qui est une épreuve pour notre pays. Nous devons absolument faire bloc.

Vous pouvez assurer, Madame la Députée, l'engagement du territoire de Montpellier dans la construction budgétaire, d'être au rendez-vous du plan de relance et d'être capable de proposer des projets éligibles au plan de relance pour engager la transition écologique et solidaire que nous voulons porter pour le territoire.

Je vous propose de passer au vote sur la disparition du budget annexe transport, telle que présentée. Le vote est ouvert. Monsieur le Président de la Chambre Régionale des Comptes sera ravi du résultat, je crois. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 2 : RESSOURCES - BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES - OUVERTURE DES CREDITS AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021 - AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire n° 2. Monsieur le Vice-Président.

Renaud CALVAT

Très rapidement – c'est le marronnier – c'est ce que nous votons dans toutes nos collectivités avant le vote du budget. C'est simplement l'ouverture de crédits vous permettant, à vous, en tant que Président de l'exécutif, de faire fonctionner la Métropole avant le vote officiel du budget qui aura lieu dans les prochaines semaines, au tout début de l'année 2021.

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques sur ce point ? Je vous propose de passer au vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 3 : CYCLES DE L'EAU - MISE A L'ETUDE DU CHOIX DU MODE DE GESTION DE L'ASSAINISSEMENT – APPROBATION

M. H. MARTIN entre en séance (le pouvoir donné à Mme C. GIMENEZ est annulé).

Mme C. SERRANO entre en séance (le pouvoir donné à Mme M. MASSART est annulé).

Monsieur le Président

Affaire n° 3, qui sera rapportée par notre collègue René REVOL, que je tiens à saluer ici, en rappelant qu'il fut le Vice-Président en charge de ces questions d'eau et d'assainissement jusqu'en 2017, et que de manière assez incompréhensible – disons-le – il fut hélas démis de cette responsabilité, après avoir mené la mise en œuvre de la Régie des Eaux. Ensuite, c'est notre collègue Maire de Saint-Drézéry qui a continué sur ces dossiers – et je tiens aussi à saluer son travail. Aujourd'hui, c'est à nouveau Monsieur REVOL qui reprend ces dossiers, et qui va donc nous parler des enjeux liés à la gestion de l'assainissement sur notre territoire, donc du « *petit cycle de l'eau* », comme il convient de l'appeler. René, tu as la parole.

René REVOL

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, il ne faut pas revenir sur le passé, comme dit un chant que j'aime bien : « *du passé faisons table rase* ». Et voyons un peu l'avenir et la façon de le construire, car notre Collectivité, comme tout le monde, est confrontée aux enjeux d'une décennie qui va être marquée par un changement climatique – qui va avoir des conséquences énormes. Et l'eau est l'un des éléments essentiels de cette situation. Et nous l'avons affirmé lorsque cette mandature a commencé, par le discours du Président : la politique de l'eau serait l'un des axes majeurs de cette mandature. Je ne m'étendrai pas sur cette politique de l'eau, de manière générale.

Mais sachez que cette première délibération annonce toute une série de délibérations au cours de l'année 2021, qui vont nous permettre de décliner cette politique de l'eau de manière cohérente.

Cette politique de l'eau, elle est fondée sur un principe – un principe qui a été reconnu par l'ONU elle-même – l'eau est un bien vital pour la survie de l'humanité. Personne ne peut survivre plus de sept jours s'il est privé d'eau. Et par là même, c'est un produit, aussi. C'est un produit qui doit être fabriqué avec le respect de toutes les normes nécessaires pour que l'eau soit potable. Mais comme le dit l'ONU, ce n'est pas une marchandise. L'eau est un bien commun de l'humanité et il ne peut pas servir d'activité à des buts lucratifs. L'eau doit être gérée – comme l'a dit lui-même le Président de la République actuel – hors du marché. Cet objectif, c'est le fondement de notre politique de l'eau. Pour que nous puissions, nous, comme Collectivité, au service de l'intérêt général, en tant que service public, reprendre la maîtrise de tout ce cycle de l'eau. Egalement le grand cycle de l'eau – qui n'est pas de même nature, puisque nous n'avons pas de pouvoir sur les nuages, sur l'évaporation de l'eau ; mais nous avons un pouvoir sur le ruissellement, sur les inondations, sur les mesures à prendre. Et c'est notre collègue Véronique NEGRET, qui pilote le dossier du grand cycle de l'eau, dans lequel il y a de gros enjeux, et qui doit être mis en relation étroite avec le petit cycle de l'eau.

À partir de ce principe de base, nous avons des objectifs. Notre premier objectif est de faire que l'accès à l'eau potable soit garanti pour tous. On aura l'occasion d'en rediscuter – notamment dans la délibération que l'on fera l'année prochaine, pour une tarification solidaire. Mais en même temps, il faut préserver la ressource en eau, car aujourd'hui la pression hydrique sur le territoire est absolument phénoménale. Nous devons préserver cette ressource pour le siècle qui vient, ce qui suppose une politique très volontaire dans ce domaine. C'est pour cela que nous mettons en place aussi une tarification écologique de l'eau. Et puis, troisième élément – tout à fait fondamental – il faut rediscuter des usages de l'eau, des différents acteurs et du partage de cette ressource. Je vous donne un seul chiffre, qui a été communiqué à l'Agence de l'eau – et qui est important. On se dit peut-être que, s'il manque de l'eau, on pourra toujours utiliser l'eau du Rhône, à travers Via Domitia. Attention : cette époque est finie ! En 2100, le Rhône aura perdu 30 % de sa capacité. Sa température aura augmenté de 2 à 3 degrés, et donc, ne pourra plus refroidir les centrales nucléaires. Y compris vis-à-vis de cette ressource magnifique qu'est le Rhône – l'un des plus beaux fleuves d'Europe – il faut qu'on réfléchisse à sa préservation. C'est tout un travail à mener. Donc il faut aborder cette période avec un certain sens des responsabilités, en mettant l'intérêt général au centre. Quatrième objectif : c'est effectivement la politique de l'assainissement, qui est tout à fait essentielle, parce qu'elle participe de la gestion du cycle de l'eau. Et le traitement des eaux usées est un enjeu environnemental et un enjeu sanitaire de premier ordre pour la préservation des populations. Et donc jusqu'à ce jour, nous avons une politique, ici, au niveau de la Métropole. Un service de la Métropole extrêmement compétent pour mener les missions d'intérêt général qui sont les nôtres.

Vous êtes confrontés, donc, aujourd'hui, à un objectif simple. Le mode de gestion de l'eau potable et brute est dominé – à part deux syndicats d'eau – pour la Métropole, par la Régie des Eaux de Montpellier. Nous l'avons instituée en 2015, les résultats sont très positifs. Pour ce qui est de l'assainissement, depuis 2014, il y a trois délégations de service public qui organisaient les choses sur le territoire. Et ces délégations de service public s'achèvent au 31 décembre 2021. Donc la première décision que nous avons prise, c'est de faire les choses, non pas dans la précipitation, mais de les faire de manière maîtrisée. C'est pour cela que nous avons – comme la loi nous le permet – reporté l'échéance d'un an, au 31 décembre 2022, pour pouvoir s'organiser d'ici là pour la meilleure transition possible. Donc nous avons étudié les choses, et je tiens à remercier ici tous les travaux de la Conférence des Maires, du Bureau de Métropole et de la commission Cycles de l'eau. La délibération qui vous est proposée est le fruit de toute cette discussion, qui dure depuis un petit mois, et qui a permis à chacun de commencer à comprendre la mesure de l'enjeu.

Dans ce contexte, nous sommes confrontés aujourd'hui à un choix. Nous avons décidé de faire une délibération qui permet la continuation de la discussion, pour un choix définitif au cours de la séance du mois de mars. C'est-à-dire que c'est en mars que notre Collectivité décidera du mode de gestion de manière définitive. Nous avons fait un choix d'orientation, aujourd'hui, pour tester une hypothèse, et cette hypothèse, je vais vous la présenter.

D'abord, il faut tenir compte du fait qu'il y a, effectivement, deux systèmes d'assainissement sur notre territoire. Il y a d'un côté le système Est et de l'autre le système Ouest – sur lequel je reviendrai tout à l'heure parce qu'il est très important – de 12 petites stations. C'est le fruit du schéma directeur d'assainissement, qui est appliqué depuis 15 ans, et qui a installé ces 12 petites stations d'épuration à l'échelle d'un territoire qui est beaucoup plus vaste que le territoire central de MAERA. Et le deuxième système, c'est le système qui regroupe 19 communes, dont 5 extérieures à la Métropole, car la configuration des bassins n'obéit pas aux décisions politiques et administratives. Et donc on a eu l'intelligence de relier ces stations entre elles. Et 14 venant de la Métropole.

Cette station de MAERA – qui existe depuis 2006 – aujourd'hui, arrive à un niveau qui nécessite une rénovation et une réorientation majeure. Et cela sera le fruit de la délibération suivante. Et il y a tout un réseau qui mène à cette station. Donc nous avons le choix, soit de maintenir le système actuel, c'est-à-dire de pratiquer des délégations de service public auprès d'entreprises privées. Le bilan que nous tirons aujourd'hui du fonctionnement de cette DSP n'est pas satisfaisant, dans un cas, il est catastrophique – et je reviendrai sur ce sujet en détail – j'ai ici toutes les photos de la dégradation de notre patrimoine, quand il a été confié à une société qui n'a pas assuré sa mission et qui va nous obliger à reprendre cela d'une main de fer. Mais aussi, sur la délégation centrale qui concerne MAERA, il y a des dégradations – que mon voisin a pu constater sur son territoire – et il faut reprendre cela et on aura le même document qui fera le bilan de tout cela. Donc le système actuel de délégation de service public n'est pas satisfaisant. Mais, ceci dit, il faut l'étudier, parce qu'il est encore pratiqué dans certaines collectivités.

La deuxième solution consisterait à faire que nous montions une société, qui s'appelle une SEMOP (Société d'Economie Mixte à Opération unique), dans laquelle nous serions actionnaires, avec une entreprise privée, à qui serait confiée la totalité du marché – c'est-à-dire la totalité des réseaux d'assainissement et la nécessité de rénover complètement MAERA. C'est une solution. Elle a été adoptée par certaines collectivités. C'est récent, parce que cette possibilité n'existe depuis pas très longtemps. Et j'ai demandé aux services de faire un bilan précis de ces SEMOP, là où elles existent, à commencer par la plus proche de nous, c'est-à-dire celle de Sète. Pour le moment, les retours que j'en ai ne sont pas totalement satisfaisants pour une raison : vous croyez pouvoir avoir la main en vous mettant dans un capital commun avec une entreprise privée, mais celle-ci connaît mieux son métier d'actionnaire que nous, et donc on est dans une situation, parfois, de difficulté dans le contrôle de l'action. Deuxième inconvénient : à travers une SEMOP, vous êtes dans le capital, donc vous êtes amenés à porter le risque industriel de la rénovation de l'usine MAERA. D'ailleurs, cette possibilité avait été réfléchie, et c'est une décision qu'on a prise dans cette Assemblée, durant la mandature précédente, au début de l'année 2017, où je portais une délibération qui a été votée à l'unanimité pour faire un marché global de performance sur MAERA. C'est-à-dire que cela soit, en régie directe, le service de la Métropole qui pilote la rénovation de MAERA à travers un marché où celui-ci, quand il sera attribué, fait que celui qui investit emporte le risque industriel et nous donne par là même la possibilité de garantir le service public. Mais il y a un avantage à la SEMOP : c'est son caractère unifié, qui fait que vous avez une gestion unique, et vous avez un ensemble unique, et donc cette solution se présente souvent comme cohérente. Donc il faut regarder si cette solution est aussi cohérente que cela, parce que parfois on dit qu'il est bon d'avoir un seul interlocuteur. Moi j'ai appris, avec ma faible expérience dans les collectivités territoriales, que quand vous avez un seul interlocuteur privé en face de vous, le rapport de force n'est pas tout à fait identique et nous ne sommes pas dans une situation toujours favorable. Ceci dit, il faut étudier cette solution.

Comme vous le sentez, notre préférence va donc à l'organisation que nous allons tester, dont nous allons assurer l'analyse détaillée, pour qu'au mois de mars, chacun puisse en conscience prendre sa décision, dans cette Assemblée. Nous disposons aujourd'hui d'une Régie qui traite l'eau potable et l'eau brute. Nous proposons l'extension de cette Régie à l'assainissement sur la totalité des 31 communes – ce qui donne une grande cohérence à notre politique de l'eau à ce moment-là.

Naturellement, à partir de là, se pose des questions qu'on qualifie de techniques – mais qui sont intéressantes – je me permets de m'y arrêter un moment.

Première question : si vous faites une régie qui gère tout l'assainissement, comment va se faire la conjonction avec MAERA ? Puisque sur MAERA, vous allez faire un marché global de performance, et il serait bien que celui qui s'occupe de MAERA soit le même que celui qui s'occupe du réseau. Cet argument est recevable, parce qu'il aborde la question de la gestion dynamique des réseaux pour pouvoir contrôler le fonctionnement de MAERA. Mais on peut très bien répondre à cet argument que, la Métropole ayant la main par l'intermédiaire d'une régie sur le réseau d'assainissement, et ayant la main sur le marché global de performance, peut parfaitement coordonner ces deux activités, et il y a une unité d'action du service public. Voilà le premier argument intéressant.

Deuxième argument. Là, c'est un argument qu'il faut que je traite avec plus de rigueur, plus précisément. En discutant avec plusieurs d'entre vous, notamment plusieurs Maires qui m'ont téléphoné pour avoir des explications sur le fonctionnement de tout cela, ce que je comprends très bien – quand je suis devenu Maire, vous savez, je ne connaissais rien à l'assainissement, donc j'ai appris sur le terrain. On me dit : est-ce qu'on ne pourrait pas relier l'assainissement au réseau pluvial ? D'abord, je vais vous répondre clairement : la loi l'interdit ! La loi l'interdit, donc ce n'est pas toujours bon de passer hors la loi. Ce n'est pas possible juridiquement. Ceci dit, c'est une bonne loi. Je vais vous expliquer pourquoi c'est une bonne loi. Jusqu'aux années 90, la fin des années 90, l'eau et l'assainissement – ceux qui ont l'histoire des collectivités la connaissent – c'était un peu la vache à lait des collectivités. L'eau dégage des excédents financiers qui vous font envie, les uns et les autres, quand vous regardez. Ce n'est pas tous les jours que vous avez un excédent qui est supérieur à 50 % de votre budget. Donc cela permet effectivement d'investir. Donc il y a un certain nombre de choses. Il y a eu des dérives condamnées par la loi – puisqu'il y a quand même un Maire d'une grande ville qui est allé en prison à cause de cela. Deuxièmement, il y a eu des dérives fonctionnelles, à commencer par cette Collectivité, puisque vous savez tous que c'est le droit d'entrée payé par un délégataire, en 1988-89, qui a fait qu'on a pu construire le Corum. À l'époque, c'était légal, et il n'y a eu aucun enrichissement personnel. Donc j'en prends acte. Ceci dit, cela a été arrêté. Pourquoi cela a été arrêté ? Parce que le principe qui a été arrêté à la suite d'une directive européenne – et l'application partout et une bataille d'associations, etc. – c'est l'eau paye l'eau. Donc je ferai le rapport avec la discussion de tout à l'heure sur le budget annexe du transport. Il y a une différence fondamentale entre le budget annexe du transport et le budget de l'eau et de l'assainissement : c'est que le budget de l'eau et de l'assainissement, par la loi, doit avoir une autonomie financière totale. Pourquoi ? Parce qu'il est financé par les usagers qui, en payant l'eau, savent qu'à travers ce prix de l'eau, un investissement sera fait pour préserver le réseau, pour préserver les ressources. Il est impossible d'utiliser le budget de l'assainissement, désormais, pour financer autre chose que l'assainissement et l'eau potable. Donc il faut avoir cela en tête, et c'est le résultat d'une nouvelle conception, où la politique de l'eau doit être intégrée pour être plus efficace.

Donc dans ce contexte, il faut réfléchir, par contre. Le réseau pluvial, il va être financé par la Métropole. Il y a une taxe, qui s'appelle la GEMAPI, qui est fléchée sur cet objectif. Nous devons avoir une politique intégrée de la totalité du réseau pluvial. Alors naturellement, quand vous creusez une rue et que vous faites un tuyau d'assainissement et un tuyau d'eau potable, ce sera bien, s'il y a une régie – déjà on n'aura plus à faire des tonnes de délibérations pour faire des co-maîtrises d'ouvrage, il y aura une seule maîtrise d'ouvrage. Mais vous devez aussi installer le pluvial. Vous devez installer le pluvial, s'il y a la place d'installer le pluvial. Et vous devez également refaire la voirie. Pendant qu'on y est, on peut aussi mettre la voirie financée par l'assainissement. Et pourquoi pas l'urbanisme, parce que le pluvial est directement relié à l'urbanisme – j'en sais quelque chose, puisque ma Ville est la première à avoir adopté un schéma directeur d'eau pluviale et qu'il a des conséquences sur tout l'urbanisme. Donc la question qu'il faut se poser, c'est de faire qu'il y ait une cohérence, et cette cohérence, elle peut être apportée par la Métropole. Et aujourd'hui, il y a un vrai travail à faire pour qu'il y ait une action concertée, et je me félicite que l'on ait fait une commission des cycles de l'eau, dans laquelle le petit cycle et le grand cycle sont ensemble, et qu'on ait une action commune, transversale, au niveau de toute la Métropole. Donc, cela, ce sont de vraies discussions à avoir.

Nous allons prendre des éléments de mesure. Tout le monde connaît mon engagement auprès de la régie publique. Quand je suis devenu Vice-Président, cela n'a surpris personne. C'était lié à cet engagement. Je suis là pour faire des choses, et pas pour autre chose. Mais j'ai tout à fait conscience qu'il faut mesurer les conséquences. Notamment, il va falloir qu'on mesure précisément les conséquences concernant le personnel. Parce que je rappelle une chose : la Régie de l'Eau et de l'Assainissement, sera un EPIC (Etablissement Public Industriel et Commercial) qui régit le contrat de travail et le contrat de droit privé ; même si les marchés qu'ils passeront sont des marchés publics, avec les réactivités qui sont liées à ce type de marché. Il faut donc qu'on ait une analyse précise des conséquences en termes de personnels. Les personnels des délégataires puisque la loi nous oblige à réintégrer la totalité des personnels délégataires et de les réintégrer. On l'a vu avec la Régie

de l'Eau. À l'époque, c'était Véolia. Il y a 56 techniciens, ouvriers, qui ont très bien fait tourner la machine et qui sont tous passés à la Régie. Quand on les interroge, ils sont très contents de se retrouver dans le cadre de la Régie. Ce sont eux qui font tourner la maison. Cet EPIC doit effectivement fonctionner comme tel. Il est donc important.

Il apporte aussi une dimension que je voudrais souligner : cela concerne la représentation démocratique. Car, effectivement, dans une SEMOP – ou dans d'autres systèmes – on peut établir un conseil de surveillance dans lequel seraient représentées la société civile, les associations, etc. Mais il n'a pas de position décisionnaire. Au sein d'une régie, le conseil d'administration, dans lequel sont représentés les associations, le monde de la recherche, les consommateurs et le personnel : ils ont voix délibérative – ils prennent les décisions. Je sais que ce n'est pas une culture très développée en France.

Renaud CALVAT

Il y a beaucoup de demandes de parole.

René REVOL

C'est parfait. Il y a beaucoup de demandes de parole, donc je suis très content. Dans ces conditions, il faut qu'il y ait une représentation pour pouvoir faire que tout le monde puisse intervenir. Donc effectivement, je vais conclure, parce que de toute manière, avec l'ampleur du débat qui va se développer, j'aurai beaucoup d'éléments à apporter dans la discussion.

Pour conclure, je voudrais aborder un autre sujet. Devant nous, nous avons une situation économique difficile qui vient. Elle va faire que les marges de manœuvre – comme on l'a vu tout à l'heure sur les discussions budgétaires de notre Collectivité – vont être quand même réduites. Or vous savez que les collectivités représentent plus de 70 % de l'investissement public en France. Dans notre Collectivité, je pense que nous avons une opportunité d'utiliser l'eau et l'assainissement comme un levier de relance économique sur notre territoire. C'est pour cela que je me félicite, par exemple, que la Régie puisse monter son investissement à plus de 20 millions d'euros, alors qu'elle avait commencé avec 4 millions d'euros – j'aurai l'occasion d'y revenir. De même sur l'assainissement – on aura l'occasion d'en rediscuter – nous avons là un levier considérable.

Voilà les éléments de présentation de cette délibération, pour que nous puissions en discuter. À vous, chers amis.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, cher René, de cette présentation très complète, délibération qui ouvre à la fois un débat dans cette instance, et trois mois avant le choix définitif. J'ai beaucoup d'inscrits. Je vais donc ouvrir les prises de parole. À la fin, je clos, pour qu'on essaie de bien organiser le débat. Allez-y. Il y a Monsieur FOURCADE, Madame BORNE, Madame GIMENEZ, Madame DOULAIN, Monsieur LEVITA, Monsieur VASQUEZ, Madame GALABRUN-BOULBES, Monsieur DESSEIGNE, Monsieur LAFFORGUE, Madame NEGRET et Madame TOUZARD. Il y a Madame AUBY encore, Monsieur MEUNIER. Je clos. Je vous invite évidemment à faire valoir vos points de vue. Monsieur FOURCADE, vous avez la parole.

Jean-Noël FOURCADE

Merci, Monsieur le Président. Bonjour à tous. La délibération présentée par Monsieur REVOL nous propose d'engager une étude complémentaire pour la mise en place d'une régie unique de l'eau potable et de l'assainissement collectif. Cette proposition s'appuie sur un rapport – qui est annexé à la délibération – qui compare trois modes de gestion envisageables pour l'assainissement collectif de nos communes.

À la lecture de ce rapport, le scénario 2 – la création d'une SEMOP – me semble présenter beaucoup d'avantages pour notre Collectivité. En effet, si je reprends le rapport, elle introduit une dose de gouvernance publique, tout en tirant partie de la technicité et des outils des opérateurs privés. C'est une solution efficace opérationnellement. C'est une sécurité – je reprends ce qu'il y a dans le rapport – permettant de rassembler les atouts pour être en capacité de respecter les échéances réglementaires et d'assurer le suivi de l'impact global sur le milieu naturel.

Au contraire, quand je lis ce rapport, si l'élargissement de la Régie de l'Eau à l'assainissement collectif faciliterait la gestion des usagers et apporterait plus de lisibilité pour les abonnés, elle nécessiterait quand même de confier l'exploitation à des opérateurs privés, via des marchés publics de services. Elle acterait un fonctionnement de l'exploitation de nos réseaux en plusieurs lots. Cette solution me semble être, à première vue, une option qui pourrait être peu efficace, opérationnellement. Le traitement des eaux usées nécessite des compétences, des savoir-faire, une technicité, une maîtrise des processus de traitement qu'aujourd'hui, de grands opérateurs français maîtrisent parfaitement. Je pense que, dans ce domaine très pointu, notre Collectivité a tout à gagner à bénéficier de ce haut niveau de technicité des opérateurs privés. Par exemple, la Régie ne financera pas de la recherche et du développement pour rester à la pointe des évolutions techniques des process. Seuls les opérateurs privés aujourd'hui sont en mesure de le faire.

C'est pourquoi je regrette que cette délibération ne propose d'étudier plus finement que la solution du mode de gestion en Régie, en écartant très vite – trop vite – la solution SEMOP. En réalité, ce n'est pas un choix technique qui nous est proposé par Monsieur REVOL – contrairement à ce que nous laisserait penser le rapport annexé – c'est une décision politique. Et je regrette que, parce que c'est une décision politique, on néglige les aspects techniques et pointus d'un tel dossier. C'est pour cela que je voterai contre cette délibération aujourd'hui. Merci de votre attention.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur FOURCADE, pour la clarté et la concision de votre propos. Madame BORNE.

Mathilde BORNE

Merci, Monsieur le Président. Bonjour à tous. Merci, Monsieur REVOL, pour cette présentation très détaillée et très exhaustive, que vous venez de nous faire, de cette délibération – que nous accueillons très favorablement. En effet, nous pensons comme vous qu'avoir la maîtrise totale du cycle de l'eau...

Coupure du son.

Mathilde BORNE

... Métropole, et notamment dans le contexte actuel et dans le contexte de crise climatique que nous allons traverser. C'est pourquoi, comme vous, nous pensons que la régie publique est une bonne solution.

Toutefois, nous comprenons évidemment parfaitement que, sur ce sujet aussi complexe, nous ayons besoin, du coup, de plus de temps de réflexions, d'études et peut-être d'échanges, pour prendre la meilleure décision. Donc nous comprenons votre choix de nous accorder trois mois de plus de réflexion, et nous vous en remercions.

Par ailleurs, cette délibération est aussi pour moi de rappeler au Conseil que, concernant l'eau potable, l'année 2021 sera aussi marquée par la fin de la délégation de service public pour le Syndicat Mixte Garrigues Campagne, qui comprend 24 communes, dont 9 de la Métropole. C'est donc l'année d'un choix politique important, aussi, qui va nous engager pour 12 ans. L'eau, comme on disait, est une ressource vitale, qu'il est nécessaire de protéger, et donc d'en avoir la maîtrise. Seule une régie publique correctement organisée et gérée – comme le fait déjà Montpellier et de nombreuses autres collectivités – est garante de l'intérêt général, de la préservation des ressources naturelles et du juste prix de l'eau. En plus d'être contre le fait de privatiser la gestion de cette ressource vitale, de nombreux exemples montrent que les contrats de délégation de service public avec une entreprise privée ne permettent pas d'agir aussi efficacement sur le long terme, tant sur la qualité de l'eau que sur son prix. Donc au regard du retour d'expérience exemplaire de Montpellier Méditerranée Métropole avec la Régie de l'Eau, il est primordial que la question soit très sérieusement envisagée concernant le Syndicat Mixte Garrigues Campagne.

C'est un sujet majeur, qui nécessite de l'information et de la transparence, comme vous venez de le faire aussi pour la partie...

Coupure du son.

Mathilde BORNE

... Monsieur LAFFORGUE ait accepté notre demande, et nous ait annoncé inviter le Président du Syndicat Mixte lors du prochain Conseil municipal pour débattre sur le sujet. Mais je souhaitais quand même, par ailleurs, que la future présentation du rapport annuel du délégataire devant ce Conseil soit, aussi, l'occasion d'engager un dialogue sur la future gestion de l'eau potable pour les communes de la Métropole qui relèvent du Syndicat Mixte Garrigues Campagne. Et éventuellement que ce soit l'occasion d'engager une large consultation citoyenne sur ce sujet en 2021 – puisque c'est vraiment un sujet majeur. Je finirai juste en disant que défendre la régie publique de l'eau, c'est défendre l'intérêt général. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame BORNE. La parole est à Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ

Je vous remercie. Merci, Monsieur le Président, de me donner la parole. Et merci à Monsieur le Vice-Président, de sa présentation extrêmement détaillée du sujet de la délibération. Au nom des élus communistes, nous partageons les objectifs qui sont proposés et ce que présente René REVOL. On est également profondément convaincus de la pertinence de la création d'une régie unique de l'eau potable et de l'assainissement collectif. Nous le savons, seule une régie publique sera capable de répondre aux objectifs qui sont présentés dans la délibération : la plus large gestion démocratique dont on a parlé, la gestion optimisée des investissements, la gestion écologique et solidaire, qui tiennent compte des enjeux climatiques, et notamment, à cet égard, la question du bouclier social que nous avons défendu pendant la campagne, sur la question des premiers mètres cubes d'eau gratuits, pour que tout le monde ait accès à l'eau, la gestion financière simplifiée. Je crois que la régie publique des eaux a déjà démontré la capacité du service public à être performant. Nous attendons avec impatience les résultats de l'étude, qui nous permettront d'affiner les choses, notamment sur la question de MAERA – dont l'amélioration est nécessaire. Néanmoins, nous sommes convaincus que cette étude viendra répondre techniquement à ce qui, politiquement, nous semble être une évidence. Donc évidemment, les élus communistes de cette Assemblée voteront pour cette délibération. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame GIMENEZ. La parole est à Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Effectivement, je rejoins les remarques de mes collègues : l'exposé était très complet et très intéressant. Vous nous proposez donc de voter pour une étude complémentaire. Donc nous aurons à nouveau le débat dans trois mois – et c'est très bien – sur le mode de gestion. Nous voterons évidemment pour et nous saluons, du coup, la volonté d'étendre le domaine d'action de la Régie actuelle. C'est, pour nous, très favorable.

Tous les arguments ont déjà été un peu listés. On avait néanmoins une question – en tout cas une proposition, à vous soumettre concernant la concertation autour de ce bien commun qu'est l'eau. Évidemment, c'est une vision prospective de la ressource en eau et de ses usages à l'échelle de la Métropole. Outre les risques d'inondation accrus et l'impact sur le trait de côte, le changement climatique va conduire à la fois à une réduction de la ressource disponible et à une augmentation des besoins. C'est évidemment un défi vital pour notre territoire. Un outil, qui avait été destiné à aborder ces questions entre élus, chercheurs, associations, citoyens, avait été mis en place sous la précédente mandature – l'Observatoire de l'eau – mais il n'a pas fait long feu à notre connaissance. On voulait voir si c'était dans les cartons de réformer cet Observatoire de l'eau ? Ces questions étant évidemment déterminantes pour l'avenir de la Métropole. On ne peut vraiment pas faire l'économie d'une vision à moyen et long termes sur ces sujets. Il y a notamment d'autres thématiques à explorer – qu'on n'a pas forcément évoquées ce matin – comme le traitement local des eaux de voiries, la séparation à la source des eaux usées. Il faut vraiment rompre avec certaines pratiques dominantes. Cela va être notamment le cas si on choisit le passage en régie. Donc on voulait savoir, par rapport à ces défis énormes, comment vous aviez prévu l'outillage en termes de co-construction ? Et aussi, si vous pouviez revenir rapidement sur le calendrier, par rapport à la tarification solidaire ? Merci pour ces éléments.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN. La parole est à notre collègue Max LEVITA.

Max LEVITA

J'aime bien écouter René REVOL. Mais j'ai toujours tendance à me méfier – parce qu'il n'est jamais tout à fait clair. Son intervention est un plaidoyer pour la régie – ce qui est absolument son droit – mais si j'ai bien compris la délibération que vous nous proposez, ce n'est pas l'objet de la délibération.

Il y a eu deux textes : il y a un premier texte qui a été présenté à la commission, qui conclut par « *je vous demande d'adopter le principe d'une régie unique* », et il y a un deuxième texte, et c'est celui que nous avons, nous, sur lequel nous devons nous situer, il conclut par « *engager une étude des conséquences économiques, techniques, financières et démocratiques d'une régie unique* ». Ce qui n'est pas tout à fait la même. Dans un cas, le principe est adopté ; dans le second cas, on fait une étude.

Les deux textes sont accompagnés du même rapport sur le choix du mode de gestion. Un rapport, permettez-moi de le qualifier de faible – pour ne pas utiliser un mot plus fort – parce que c'est un rapport d'une nullité qui confère à l'absolu. Dans ce rapport, il n'y a aucune analyse de la complexité du dossier, il n'y a aucune analyse des risques techniques, financiers, pénaux qui sont entraînés, il n'y a aucune analyse du personnel. Et ce rapport se conclut par une phrase : « *Il est proposé au Conseil de la Métropole d'acter l'extension de l'EPIC eau potable au service de l'assainissement.* ».

Je dois encore ajouter que, lors de la commission consultative des services publics locaux, tenue le 10 décembre, sous la présidence de Renaud CALVAT, un rapport sur le mode de gestion de l'assainissement nous a été présenté, et j'en rends acte à Renaud CALVAT. Une présentation claire, précise, complète – qui n'a rien à voir avec le rapport qui nous est présenté aujourd'hui – nous a été présentée par les services de la Métropole. Monsieur CALVAT a précisé qu'il y avait 28 variantes possibles – dont on ne dit rien dans le rapport que vous avez sous les yeux. Conclusion : c'est plutôt flou ! Et comme dirait quelqu'un que vous connaissez, « *quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup* ».

Le deuxième point : René REVOL – à qui on peut reprocher des choses – n'est pas un menteur. Il n'a pas caché que ce passage en régie était une promesse que vous lui avez faite, Monsieur le Président. C'est une promesse que vous avez faite où ? Au coin d'un bistro ? On se croirait dans la série *Baron noir* ! Moi, je voudrais des précisions sur ce point.

Troisième point : le coût des études. Vous savez, on est un certain nombre dans ce Conseil à le connaître. En 2013, Jean-Pierre MOURE, Président de l'Agglomération, nous l'avait fait sur le mode de gestion de l'eau. On avait eu droit à un excellent rapport – rien à voir avec celui que nous avons sous les yeux et rien à voir d'ailleurs avec la présentation ô combien partisane de René REVOL – qui concluait – c'est un très bon rapport – qui concluait d'une manière grossière sur le maintien de la DSP. Philippe SAUREL a fait, en 2014, de la Régie de l'Eau une promesse de campagne, qui a été réalisée – et il n'y avait pas eu de promesse faite à René REVOL pour cette décision.

Mes chers collègues, je n'en viens pas à la décision, à la solution. Qu'est-ce qu'il faut choisir ? Puisqu'il y a des études, nous discuterons à ce moment-là de la solution ! Permettez-moi simplement d'indiquer : jusqu'à maintenant, personne n'a donné le début du commencement d'un chiffre. Permettez-moi d'indiquer que c'est un dossier extrêmement lourd, en matière de complexité, en matière de risques financiers. Le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) est de l'ordre de 233 millions – c'est un chiffre qui nous a été communiqué par Renaud CALVAT – en raison des risques techniques et pénaux, qui exigent un engagement tout aussi lourd, dans une période marquée par l'incertitude due à la crise sanitaire et économique. Chacun de nous, individuellement, prendra, le moment venu, la décision.

Conclusion : vous allez faire une étude, mais il n'y a pas lieu de faire une étude uniquement sur la régie. Puisqu'il y a 28 variantes, je demande une étude portant sur les 28 scénarios étudiés. Sinon, cela n'a strictement aucun sens. Si c'est uniquement la régie, je pense que c'est un coup où vous allez violer allègrement la démocratie. Parce que cela voudrait dire que la décision est déjà prise et que vous nous amusez. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur LEVITA, pour les références dans votre propos. La parole est à Monsieur VASQUEZ.

François VASQUEZ

Bonjour, Président. Bonjour, chers collègues. Quand on parle des sujets qui sont relatifs au traitement des déchets et de l'eau, nous retrouvons bien évidemment une parenté proche.

On se retrouve à Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole avec deux installations sœurs : AMETYST pour les déchets, MAERA pour le traitement de l'eau. Les installations qui sont comme cousines – sous DSP bien sûr – elles sont centralisatrices, elles sont inefficaces et elles ont amené à des gabegies financières. L'échec est avéré pour ces modes de fonctionnement.

Ce qui est assez stupéfiant à chaque fois qu'on parle de ces sujets – et on le voit encore avec l'intervention de Monsieur LEVITA précédemment et d'autres élus – c'est que dès lors qu'on commence à passer ou envisager une gestion publique, il y a des élus qui tremblent. Des élus qui surjouent l'impuissance publique. Les dossiers seraient trop lourds, trop compliqués, les risques financiers, les risques techniques, les risques pénaux devraient toujours nous amener à une gestion privée de ces choses, de ces gros dossiers lourds. Et les élus devraient abandonner toute idée d'y avoir l'œil ou la main.

Je soutiens donc la position, notamment, de René REVOL, d'un discours, d'un débat, mais avec pour visée une reprise en main par le public de ces dossiers structurants. L'écologie étant évidemment chère à mes yeux, elle vise non seulement à préserver les ressources naturelles, mais à préserver aussi les ressources économiques. Et dans ce cas, ce sont bien les deux enjeux qui sont à envisager pour le traitement de l'eau.

Je pense que je ne vais pas être plus long. Je pense que nous aurons l'occasion d'en reparler, puisqu'il y a trois mois de débat démocratique et d'avancées. Mais je voulais sur ce point avancer au moins cette idée-là que nous n'allons pas pouvoir toujours revenir aux solutions du passé et nous y complaire. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur VASQUEZ. La parole est à Madame NEGRET.

Véronique NEGRET

Bonjour à tous. Merci de me donner la parole. Aujourd'hui, je suis très, très, très contente. Je suis très contente, parce que nous allons prendre le temps de bien réfléchir à la question de l'assainissement. Et moi – je ne vous le cache pas – très personnellement, j'avais besoin de temps pour bien comprendre de quoi il s'agit et pour bien comprendre les différents scénarii proposés. J'ai déjà beaucoup, beaucoup travaillé, beaucoup, beaucoup cherché des réponses, et à chaque fois ce sont de nouvelles questions qui surgissent. Mais je crois que je commence à bien faire le tour.

Donc je suis heureuse parce que je pense que nous avons de toute façon besoin de temps, nous, dans notre groupe, pour prendre la mesure de tous les enjeux. Je pense que beaucoup des membres de l'exécutif ont besoin de se saisir de ces enjeux, qui sont associés à chacun des scénarii. Bien sûr, il y a la question de cette ressource vitale, qui est l'eau. Je pense qu'on en a tous conscience, mais il faut aller au-delà de cette conscience qui nous effleure. C'est vraiment une question de survie, et moi, je me suis projetée dans un avenir où je serai peut-être plus là. Mais je me demande quel serait le monde, comment serait le monde avec une ressource en eau très rare. Quelle souffrance pour nos enfants et nos petits-enfants. Donc je pense que, vraiment, il faut prendre le temps de réfléchir et que tout le monde se saisisse de la profondeur de ces enjeux. Je pense aussi, puisque ces enjeux sont très lourds, sont vitaux pour l'avenir de notre humanité, qu'il faut aussi bien se questionner sur la place de l'autorité publique, des pouvoirs publics.

Donc, évidemment, régie, pas régie, autre forme de mode de gestion : c'est cela qui est au cœur de tous ces questionnements, de tous ces problèmes dont on parle. Je réfléchis aussi. J'ai beaucoup réfléchi à la régie, SEMOP, en prenant connaissance de ce que cela veut dire de part et d'autre, et il me semble que la régie répond beaucoup mieux à deux objectifs qui, pour moi, sont absolument essentiels : c'est que la puissance publique garde le contrôle de l'eau potable et de l'assainissement, pour toutes les raisons que je viens de donner. Ensuite, deuxièmement, dans une régie, il me semble aussi que le risque technique est porté de façon privilégiée par les entreprises privées – avec lesquelles nous serons de toute façon obligés de nous associer dans une certaine mesure, au moins pour un certain temps. Donc voilà, mes réflexions m'amènent à cela, à penser que la régie est une solution bien meilleure. Je pense qu'on a raison de prendre du temps, parce que maintenant, il faut aussi penser à la façon dont nous allons transférer le personnel, et il faut le faire intelligemment et le plus humainement possible. Voilà. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Véronique. La parole est à Jackie.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Messieurs les élus, bonjour.

Monsieur le Président

Bonjour Jackie.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Comme on peut le voir, le sujet de l'assainissement est complexe et n'intéresse pas peut-être toute l'Assemblée, mais comme vous pouvez le constater, cela en intéresse certains – même passionne certains ou certaines. L'affaire n° 3 a subi des évolutions, des changements depuis sa première rédaction, que vous aviez présentée lors du bureau de Métropole. Elle est le fruit, donc, aujourd'hui, de ces nombreux échanges entre élus. Au regard de l'importance de cette compétence de la Métropole, l'analyse comparative devait être présentée. Cela a été fait en bureau, sur uniquement trois modes de gestion différents.

Afin de pouvoir prendre une décision suffisamment éclairée concernant le choix d'un mode de gestion, on devrait pouvoir disposer d'un comparatif factuel des différents modes de gestion, comprenant la présentation des différents modes de gestion possibles – puisqu'il y en a quand même beaucoup (gestion directe, gestion déléguée, affermage, société dédiée, etc.) – une analyse technique détaillée des différents modes de gestion (l'objet du service, les missions à accomplir, le périmètre, les ouvrages, les modalités de gestion actuelles, les avantages, les inconvénients), une analyse des risques juridiques des différents modes de gestion envisagés (avantages et inconvénients), une analyse économique des différents modes de gestion (coût d'exploitation, coût de constitution de la régie, si choisie par la Collectivité, et le prix au mètre cube). Et après cela, nous pourrions décider.

La gestion intégrée des cycles de l'eau dans son ensemble est une approche juste et qui va dans le sens de ce que souhaite l'Agence de l'eau. Il faut donc avoir une approche en système d'assainissement intégrant le pluvial. De plus, le choix du type de régie retenu n'a pas été débattu. Une régie à personnalité morale engendre la perte de la maîtrise d'ouvrage de l'assainissement de la Métropole. Ce choix est en contradiction, donc, avec la volonté d'une gestion intégrée des cycles de l'eau, mentionnés précédemment. De plus, je rajouterai que pour faire des investissements, il faut de l'argent. Pourquoi ne pas utiliser le privé pour faire de la performance et dégager des économies pour faire des investissements ? Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Jackie. La parole est à Serge DESSEIGNE, puis Frédéric LAFFORGUE.

Serge DESSEIGNE

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, la présentation de René REVOL est aussi une des conséquences de la commission. Elle est différente de ce qui a été proposé à la commission et elle pose la question d'une étude complémentaire. On devrait se réjouir que le débat démocratique de la commission ait permis de le modifier.

Aujourd'hui, la question qui nous est posée est une question à la fois complexe, mais simple. Doit-on continuer à étudier des conséquences financières, démocratiques et techniques d'un passage en régie ? Mais avec ce qu'a dit René dans sa présentation – et qui était très intéressante – il nous a présenté le domaine du privé, les SEMOP, et aussi la régie ; en disant qu'il était très intéressé et porteur de la notion de régie globale, mais en disant qu'il fallait étudier toutes les conséquences, y compris sur la SEMOP avec les études, plus particulièrement sur ce qui s'est réalisé à Sète, mais aussi sur les régies privées. Il a montré un document sur les conséquences de l'action privée.

Pour ma part, il me semble important – si je suis très porteur de la notion de service public – que cette étude soit menée à bien. Qu’il y ait débat de fond, pas seulement sur des principes, comme certains les ont posés, en disant qu’il n’y a pas de recherche possible dans le domaine public – c’est bien la première fois que j’entends cela. Effectivement, en France, on a détruit le service public de la recherche ! Mais je ne crois pas que le service public de la recherche soit moins bon que celui du privé, vu que ses attendus ne sont pas celui de la finance, mais celui du bien public. Donc, moi, je voterai cette proposition de délibération, en me disant que la question du service public, la question des populations est primordiale ; il faut que nous, Métropole, poursuivons de traiter.

J’ai été très, très intéressé sur le fait qu’on pense aux 31 communes dans la gestion globale – et pas seulement des 19 communes dédiées à MAERA – parce que la gestion doit prendre l’ensemble des communes, y compris de la vision globale. Je ne connaissais pas trop la question du service de l’assainissement, à part la mise en place, avec Gérard BOUISSON, de la STEP de Villeneuve-lès-Maguelone. Aujourd’hui, prenant la question de la GEMAPI avec Véronique NEGRET, je crois que nous avons vraiment à travailler à comprendre pour agir. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Serge. La parole est à Frédéric LAFFORGUE, Maire de Castelnau-le-Lez et Vice-Président de la Métropole.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, mes chers collègues, tout d’abord, je tenais à remercier René REVOL pour sa présentation très éclairée sur ce sujet, mais aussi l’évolution de cette délibération depuis la commission Cycles de l’eau. Mais – j’allais dire mais – vous nous demandez quand même aujourd’hui, à travers la formulation de cette délibération, de signer un chèque en blanc sur une seule solution à étudier ! Je l’ai déjà dit, que cela soit en comité technique, en bureau de Métropole : il ne faut pas confondre vitesse et précipitation. Les enjeux sont en effet importants, René et vous-même nous l’avez rappelé.

Il faut que nous fassions des choix sur l’avenir de l’assainissement sur notre Métropole, avec une comparaison, avec des critères à la fois économiques, techniques et juridiques. Faire un choix viable et éclairé, c’est ce qui revient aujourd’hui aux élus de cette Métropole. Trouver le mode le plus approprié pour que la Métropole puisse avoir un assainissement performant dans les années à venir. Aujourd’hui, on ferme toutes les portes sur d’autres possibilités juridiques. Je pense qu’il faudrait, à travers cette étude des trois mois, étudier au moins deux solutions, que ce soit la régie ou la SEMOP.

Je pense que la SEMOP peut être aussi une solution. J’entends les discours de chacun. On peut garder la maîtrise par la puissance publique avec un capital à majorité pour la puissance publique. Ça peut être viable. La SEMOP, au niveau technique, et surtout dans le traitement, peut aussi avoir un avantage, c’est-à-dire d’avoir un seul interlocuteur, à la fois pour l’usine de traitement, mais à la fois pour les réseaux. Je sais que Cyril MEUNIER, Maire de Lattes, a insisté sur ce paramètre : qu’on ait le même interlocuteur pour éviter les balles de ping-pong une fois que les travaux sont réalisés. On rajoute aujourd’hui 145 millions aux 185 millions qui ont déjà été investis – donc 330 millions investis – c’est quand même une part importante en termes d’investissements financiers. Je crois que, là aussi, il faut qu’on ait une étude éclairée sur tous ces comparatifs.

Et puis le côté juridique : René l’a dit tout à l’heure : on a un risque industriel. Il y a aussi un risque pénal, et je pense qu’il faut étudier toutes les formules, que ce soit la régie ou la SEMOP, voir comment est réparti le risque. Moi, je vous demande aujourd’hui, au vu des interventions, que l’on puisse étudier ces deux possibilités : régie, SEMOP – SEMOP avec un capital peut-être majoritaire de la puissance publique. S’il n’y a pas d’évolution sur la délibération, la Ville de Castelnau-le-Lez s’abstiendra sur ce dossier.

Moi, je crois qu’il faut qu’on ait vraiment un éclaircissement sur les deux positions. Merci à vous.

Monsieur le Président

La parole est à Madame TOUZARD, puis clôturera ce débat Cyril MEUNIER.

Isabelle TOUZARD

Bonjour à tous, merci de me donner la parole. Je vais être très brève. Je rejoins beaucoup de remarques de mes prédécesseurs. Pour moi, le mandat que nous entamons, au niveau des collectivités en France, est le mandat déterminant pour enclencher la réelle transformation, que nous devons mener, pour relever tous les défis sociaux et climatiques qu'on a devant nous. On doit changer de braquet. La puissance publique doit reprendre la main sur les principaux leviers de la transition. C'est maintenant ou jamais ! Donc j'attends, bien entendu, les résultats de l'étude – comme tout le monde. Je voterai pour cette délibération, bien entendu. Mais ce que j'attends avant tout, c'est qu'on décale, qu'on change de logiciel et que les questions techniques...

Je rejoins Monsieur DESSEIGNE : je ne supporte pas d'entendre que les métiers, les outils, la technologie ne puissent être assurés que par la sphère privée ! Ce n'est pas entendable. Et pour que cela puisse changer, il faut qu'on se réapproprie, nous, les collectivités, ce pouvoir, et il faut qu'on ait les outils pour le faire. C'est ma contribution. Je n'en dis pas plus, parce que cela rejoint déjà beaucoup d'autres interventions. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame TOUZARD. La parole est à Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Chers amis, d'abord : Michaël, merci. Michaël DELAFOSSE, merci Président. Tous ceux qui font des faux procès politiques sur cette affaire ne sont plus à leur place. C'est un dossier sur lequel un certain nombre de certitudes étaient ancrées dans l'esprit de certains d'entre vous. Je remercie René REVOL, d'avoir modifié son planning de mise en œuvre. Cela a été fait parce que tu as demandé à ce qu'il y ait un débat démocratique au sein de notre Assemblée. À plusieurs niveaux, ce débat a eu lieu. Et il a montré un intérêt commun, un objectif commun. Tous, tous les gens qui se sont exprimés aujourd'hui, sont convaincus, moi le premier, qu'il faut qu'on reprenne la main – comme vient de le dire Isabelle – nous, la force publique, la puissance publique, sur ce bien commun, qu'il va être de plus en plus difficile à offrir à nos concitoyens – quel que soit leur niveau de vie, quelle que soit l'implantation qu'ils ont à l'intérieur de la Métropole. Il est compliqué, ce sujet de l'eau. Nous avons la chance, en eau potable, d'avoir une situation privilégiée par rapport à d'autres territoires de ce monde – mais il faut bien le traiter. Comme l'a dit René tout à l'heure, il y a des enjeux majeurs. Ces enjeux sont, après le traitement, la réutilisation de l'eau. On a des défis technologiques à porter.

Revenons à la délibération qui nous concerne aujourd'hui. Je n'ai pas du tout envie de revenir sur l'ensemble des dossiers techniques – sinon je mettrais deux heures, et cela ne servirait à rien. Quelle est la décision que nous avons prise durant ces réunions de concertation, que tu as décidé de mettre en œuvre, Michaël ? Nous avons décidé de nous donner trois mois. Trois mois pour étudier les différentes solutions.

Je vais rebondir sur ce que vient de dire mon ami Frédéric LAFFORGUE. Je crois qu'il ne faut pas se limiter. La rédaction, à l'heure actuelle, de la délibération ne se limite qu'à l'analyse technique, financière et autres de la régie. Je souhaiterais que cette délibération marque le fait que nous allons faire le même niveau d'étude et d'approfondissement sur la SEMOP ; puisque dans les deux cas de figure, nous marquerons la volonté que nous avons tous – quelles que soient les opinions qui ont été évoquées depuis tout à l'heure – de reprendre la main. Oui, une SEMOP – contrairement à ce qui a pu être dit au début – peut avoir un capital public majoritaire. Et pour satisfaire à la demande de ceux qui le souhaitent, je validerai cette position.

La SEMOP, par contre, a une possibilité de se dégager d'une contrainte, qu'a dit tout à l'heure René, dans sa présentation. Il a dit qu'en régie, on ne pouvait pas prendre le pluvial. C'est vrai. Mais en SEMOP, on peut le prendre. C'est le vrai enjeu, sur Montpellier – croyez-en mon expérience en matière de pluvial et en matière d'assainissement, puisque j'ai la chance d'avoir MAERA sur ma commune, et pratiquement tous les problèmes de pluvial et de ruissellement aboutissent sur ma commune et celle de Villeneuve-lès-Maguelone. Il est nécessaire, et beaucoup plus utile, de réunir dans une structure la gestion du pluvial et la gestion de l'assainissement, plutôt que de lier l'eau potable et l'assainissement. Mais dans une SEMOP, nous pourrions lier les trois sujets. Et cela serait beaucoup plus pertinent et beaucoup plus novateur. Petit détail d'information : depuis cinq ans que cela est possible, aucune régie d'eau potable n'a pris l'assainissement. Posons-nous la question. Il doit y avoir des contraintes. Jackie GALABRUN-BOULBES tout à l'heure, éclairée par son travail de trois ans, et par sa présidence de la commission, a bien montré l'ensemble des sujets sur lesquels nous devons travailler.

René REVOL

Intervention hors micro.

Cyril MEUNIER

Par contre – et c’est sûrement ce que souffle René, qui a la chance d’être en présentiel, à l’oreille de notre Président bien-aimé – la SEMOP peut tout prendre, comme cela a été fait à Dijon. On peut discuter de beaucoup de choses. Je ferai la même chose et les élus de Lattes feront la même chose : si, dans cette délibération, il n’est pas marqué qu’on étudie le système de la SEMOP de la même manière que la régie, nous voterons « *abstention* ». On ne s’y opposera pas, c’est clair, mais ce sera abstention.

Par contre, il y a un problème – un problème majeur. La délibération suivante, c’est le lancement du Marché Global de Performance (MGP) sur MAERA. Je suis évidemment favorable à un MGP. Mais vous le savez – je l’ai plaidé – je voudrais qu’on ait un MGP élargi à la gestion des réseaux et de tous les outils qui vont jusqu’à MAERA. Le problème que j’ai – et que je n’avais pas lors des dernières discussions, parce que je n’avais pas terminé mes consultations avec les avocats – c’était de savoir, si on monte un MGP au niveau de la Métropole. Si demain matin, ou dans trois mois, nous prenons la décision de passer en SEMOP : est-ce qu’on peut transférer le MGP à la SEMOP ? La réponse est non.

Donc juridiquement, si on passe le MGP dans la prochaine délibération, nous nous bloquons la solution technique de la gestion en SEMOP. Je propose : réseaux et MAERA, au moins, dans la même coordination. Donc nous ne voterons pas la délibération...

René REVOL

Intervention hors micro.

Cyril MEUNIER

J’aimerais bien que René laisse le Président m’écouter, s’il vous plaît. Merci, René. Nous ne voterons pas le MGP de MAERA, tant qu’il n’y aura pas la fin de la réflexion et du choix entre régie et SEMOP. J’espère que tout le monde a compris le déroulement. Je répète : nous ne pourrons pas transférer la conduite du MGP de la Métropole si nous prenons une SEMOP. Voilà. Merci de m’avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci Cyril. Il y a Joël qui souhaitait dire un petit mot, rapidement.

Joël RAYMOND

Très bien, merci, Monsieur le Président. Merci René pour le travail que tu as engagé sur ce chantier. J’ai l’impression que le temps des joutes a commencé. Et pourtant, la délibération qui nous est proposée aujourd’hui est une étude. Et je me félicite, cher René, qu’aujourd’hui on puisse engager une discussion sereine sur un sujet aussi important – car trop souvent, dans le passé proche, c’étaient des décisions qui tombaient, elles tombaient brutalement, sans pour autant ouvrir la discussion à l’ensemble des Maires et à l’ensemble des conseillers. Donc, rien que pour cela, merci. Ensuite, vous comprenez que, par rapport à ma délégation de Vice-Président, j’ai des inquiétudes et je veux surtout accompagner le personnel dans la décision qui sera faite. Et c’est pour cela que les trois mois sont importants, afin de porter un éclairage clair, précis, concis sur les conséquences de tel ou tel choix. Donc, mes chers amis, je pense que le travail, il est devant nous – même si vous avez des prédispositions ou des envies de faire tel ou tel mode de gestion – attendons, analysons, comparons. Il faut comparer les situations. Et dans trois mois, je vous donne rendez-vous – en tout cas, moi, j’y serai – pour bien comprendre l’avenir du personnel qui est aujourd’hui présent dans une direction, et qui pourrait partir dans un autre cadre, si on faisait tel ou tel choix de mode de gestion de l’assainissement sur ce territoire. Voilà. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, cher Joël. Merci à l’ensemble des intervenants sur ce débat. C’est très important qu’il ait lieu. Qu’il me soit permis ici de rapporter un certain nombre d’éléments. D’abord, ces questions d’assainissement renvoient aux questions de l’eau. J’ai observé qu’à la Métropole de Lyon, une décision a été prise, très rapidement. J’ai échangé avec Christian ESTROSI – eh oui, même si nous sommes très éloignés politiquement, nous conversons de manière pragmatique – il est très clair, il a dit : « *je prends tout en gestion* ». D’autres font le choix de maintenir la DSP. On se souvient de la décision du Maire de Paris, Bertrand DELANOË en son temps : chaque territoire a ses spécificités et choisit, en fonction de ses spécificités, son mode de gestion.

La question de l'eau, chez nous, est majeure. Nous sommes un territoire très vulnérable, à la fois sur le ressource, sur le risque, et puis, avec notre histoire, dont nous devons tirer des enseignements. Je veux le dire très clairement. Chacun manie la référence de *Baron noir*, moi je préfère *Borgen*, pour mon cher collègue LEVITA. À qui se compare à *Baron noir*, je dis prudence. Je dis prudence, parce que, quand je suis devenu Président de la Métropole – merci René de l'avoir montré – une de mes premières décisions a été d'engager une plainte contre l'opérateur privé AQUALTER, à qui je ne trouve pas beaucoup de vertus, tant il met en difficulté mes collègues Maires de l'ouest de la Métropole.

Les collègues Maires, les habitants de ces territoires qui se retrouvent en situation de sous-investissement, en situation de mauvaises odeurs, situation de merde, parce que l'opérateur délégataire ne fait pas son travail convenablement. Je le pointe lui. Je sais que d'autres le font bien, dont acte. Mais moi, je le dis tout net : il faut être très pragmatique sur ces sujets. C'est qui peut bien faire dans l'intérêt du service, dans l'intérêt des finances.

J'ai entendu une phrase où j'ai été accusé de « *viol* la démocratie ». Je le dis : le mot « *viol* » n'est pas un vain mot. C'est un crime qui relève du pénal. Je suis très surpris que ce registre de vocabulaire puisse résider dans notre Assemblée. Je le dis d'autant plus tranquillement qu'on m'appelle à concerter. Où a été la concertation sur le choix des déchets, qui nous conduit aujourd'hui à devoir trouver 11 millions d'euros pour pouvoir financer l'export des déchets ? Où a été le moment de discussion démocratique, qui a conduit à ce choix irresponsable qui va peser lourd sur les décisions à venir de notre intercommunalité ? Moi, je suis très attaché à la discussion entre nous. Y compris, j'ai énormément de respect pour l'orateur qui siège dans cette Assemblée depuis 1983. Mais les mots ont un sens. « *Viol* la démocratie. » Je vous invite, cher collègue, à le retirer.

Aujourd'hui, ce que nous proposons, c'est une méthode. Il y a eu une première délibération. Celle-ci a fait l'objet d'une discussion en commission, avec des collègues qui ont dit : « *il faut regarder, il faut travailler* ». La délibération a été amendée. Nous avons réuni l'ensemble des Maires, avec un échange très fourni sur un dossier qui, objectivement, n'intéresse pas grand-monde. Il est souvent très compliqué. On n'en saisit pas tous les enjeux, tous les tenants et les aboutissants. Et j'en conviens. On a eu une discussion, avec cette délibération qui dit : « *nous prenons une option, que nous mettons à l'étude sur trois mois, nous revenons au mois de mars pour faire le choix* ».

Soit cette option est convaincante du point de vue technique, du bon fonctionnement de l'assainissement, du point de vue des finances publiques, du point de vue de l'assainissement, de la gestion de l'assainissement, et de notre capacité à investir, ce qui est le pari – et là, je le dis, qui est le nôtre. On croit que c'est possible en gestion publique. Mais on se donne trois mois, des temps de travail, des rencontres. Joël, en tant que Vice-Président aux personnels : quid des agents ? Quid du niveau d'investissement si nous faisons ce choix ? Quid de la qualité de service ? Quid de cette relation que beaucoup de collègues ont pointé – la relation au temps ? Le temps d'une DSP ou le temps long des décideurs, de la puissance publique ?

Enfin, excusez-moi, il y a cela, et puis on va parler de MAERA après. Parce que MAERA, normalement, tout cela aurait dû être réglé il y a un an. Tout cela aurait dû être réglé il y a un an ! Et le sérieux n'a pas été au rendez-vous. Et le sérieux, la discussion, c'est la façon dont nous allons travailler. Parce qu'il faut le savoir, mes chers collègues, si nous ne discutons pas, si nous ne mettons pas à l'étude cette option, il y en a une autre qui s'impose naturellement, faute de débat : c'est la DSP. Parce que nous arrivons au terme des contrats. Donc là, on se donne trois mois, posément, et on dit : « *on ne choisit pas, maintenant* ». Sinon, on aurait voté, maintenant. On met à l'étude une option qui – c'est vrai – a la préférence du Vice-Président, dont les convictions sont connues. C'est aussi la mienne. J'ai eu l'occasion dans la campagne de répondre publiquement à cela. D'ailleurs, en 2014, quand mon prédécesseur a fait le choix de la question de la gestion de l'eau, il avait lui-même évoqué la gestion publique de l'assainissement. Ce n'est pas lui faire offense et il l'avait mis comme une option. Donc là, on se donne trois mois et on se donne rendez-vous au mois de mars, pour que les rapports soient plus fournis, plus argumentés, que les études soient approfondies. C'est cela que nous faisons.

Moi, je respecterai le vote de chacun des collègues sur ce sujet. Je sais qu'il y a beaucoup de convictions, et c'est très respectable. Mais je nous invite à mesurer le sens des mots. Il n'y a pas de « *chèque en blanc* ». Il y a du travail pour bien gérer l'argent public. Il n'y a pas de « *viol de la démocratie* ». Il y a une certaine idée que nous sommes partie prenante de notre intercommunalité. Et quand on utilise ce type de termes, il faut avoir été exemplaire soi-même. Je le dis ici, pour mes amis Cyril, René, Isabelle, qui ne savent toujours pas pourquoi un jour, et d'autres, après leur travail, il y a eu 8 heures de Conseil de Métropole pour leur dire : « *vous dégagez de vos responsabilités* ». Je le dis, calmement, sans polémique, et il est temps qu'on tourne cette page-là. Mais attention.

Donc voilà ce qui est proposé. Et dans trois mois, dans le rapport, si le niveau d'investissement, si la qualité de service, si les enjeux de gestion de l'eau sont au rendez-vous, c'est bien cette option-là que nous prendrons. Si cela fait défaut, si on n'est pas capable de répondre à cela... Je suis très clair à l'égard de René, parce que ce qui nous habite tous ici, c'est la bonne gestion de ce dossier qui, franchement, de par le passé, enfin... Montpellier, c'est souvent une référence en France : son tramway, sa politique sportive, sa politique culturelle. Ce n'est pas l'assainissement. Donc moi, je crois qu'aujourd'hui, il faut qu'on s'en saisisse collectivement, et c'est par cette méthode. Et cette méthode, c'est ce délai de trois mois qu'on se donne pour mettre à l'étude l'option de la régie. Si elle n'est pas satisfaisante sur les trois conditions que j'ai données, on travaillera sur autre chose. Voilà ce que je vous propose. Mais je le dis : soyons raisonnables, soyons responsables dans nos positions.

J'ai entendu Monsieur FOURCADE qui croit beaucoup dans la puissance privée. Ce sont ses convictions. Mais, de grâce, accuser de « *viol de la démocratie* » alors que, justement – et une intervenante y faisait référence – Monsieur RUF, qui est une des références mondiales sur les questions de l'eau, a été débarqué, traîné en justice parce qu'il avait juste comme seul tort de défendre ses convictions. Je trouve que c'est vraiment profondément inélégant d'employer ce type de terme. Précisément, dans la régie – je me réjouis d'avoir revu Thierry RUF y siéger – nous avons la conviction que ces questions de la gestion de l'eau doivent profondément animer le débat citoyen. Le premier débat qui doit avoir lieu, c'est entre les élus de la République et donc les élus de notre intercommunalité. Voilà les trois mois sur lesquels nous proposons de travailler. René présentera les groupes de travail, avec un rythme, et au mois de mars, dans cette Assemblée, après un certain nombre d'échanges, nous voterons sur le mode de gestion qui sera le nôtre – avec une option privilégiée, celle qui est mise à l'étude, celle de la régie publique.

Je vous remercie. Je vous propose de passer au vote sur cette délibération.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Jean-Pierre RICO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : M. Jean-Noël FOURCADE.

Abstentions : 19 voix

Se sont abstenus : Mme Florence AUBY, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Brigitte DEVOISSELLE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Lionel LOPEZ, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Julien MIRO, Mme Séverine MONIN, M. Arnaud MOYNIER, Mme Sylvie ROS-ROUART, M. Philippe SAUREL.

AFFAIRE N°4 : CYCLES DE L'EAU - STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES MAERA - MISE A JOUR DU PROGRAMME DES TRAVAUX DE MODERNISATION ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE AFFECTEE - MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCES - APPROBATION

Monsieur le Président

Nous abordons la seconde délibération relative à l'assainissement – qui est là aussi une urgence – parce qu'en ce début de mandat, on aimerait bien pouvoir mettre toute notre énergie sur la prospective pour notre territoire. Et là, suite à un bug informatique, nous avons pris un retard très important sur l'usine MAERA. Donc nous avons dû travailler, sur un nouveau cahier des charges que René va vous présenter de manière plus succincte évidemment que la précédente délibération. Et nous allons ensuite ouvrir la discussion.

René REVOL

Oui, je vais être très rapide. D'abord, je précise qu'on ne vous présente pas le cahier des charges. Cette délibération, on n'était pas obligés de la faire. Les services nous ont dit qu'on n'était pas obligés de la faire. C'est donc par transparence que nous présentons cette délibération dans cette Assemblée, c'est-à-dire que nous rédigeons le nouveau cahier des charges, qui va permettre de lancer la consultation pour faire un marché global de performance sur l'usine MAERA. L'usine MAERA dysfonctionne aujourd'hui, en termes quantitatifs, en termes qualitatifs, et elle ne donne pas satisfaction – même si le travail qui est fait est parfois remarquable pour essayer de répondre aux enjeux. Nous avons donc la responsabilité de lancer ce marché, de construire le cahier des charges et de nous préparer à ce marché. Sur MAERA, nous ne pouvons pas attendre.

Nous ne pouvons pas attendre, et c'est ce que nous disait la dernière fois Cyril MEUNIER, en Conférence des Maires, en disant qu'il y avait une urgence au niveau de MAERA. Donc nous devons améliorer. Son périmètre va rester le même. Il est hors de question d'étendre son périmètre. Et nous restons, sur toutes les autres communes, sur un traitement avec des plus petites stations qui, parfois, sont très performantes. Nous avons développé le réseau séparatif qui va jusqu'à MAERA, et diminué la partie unitaire, qui apporte une charge hydraulique beaucoup trop forte sur l'usine. Ce travail va se poursuivre pour faire diminuer au maximum ce réseau unitaire, augmenter ce réseau séparatif et par là même maintenir une qualité de traitement de plus grande importance.

Ce que nous vous proposons dans la construction du cahier des charges, c'est de, non seulement envisager une modernisation de MAERA, mais aussi envisager une réorientation de MAERA. C'est très important, plus important que le reste. Naturellement, comme ce marché a été déclaré sans suite, il est hors de question de représenter le même marché. Et cela tombe bien, parce que, justement, on n'est pas pour représenter le même marché. On veut l'améliorer. Et je pense que nous allons construire – si vraiment nous nous mettons aujourd'hui au travail – nous pouvons construire peut-être la station d'épuration la plus écologique, dans les stations d'épuration de la dernière génération. Et nous allons le faire en améliorant la qualité du traitement, la qualité de l'élimination des polluants, et y compris des micropolluants, qui est l'enjeu aujourd'hui central dans la lutte contre la pollution.

En développant une usine à énergie positive, qui puisse à la fois produire du biogaz, produire de la chaleur, et par là même éviter les norias de camions, parce que cela aussi, Monsieur le Président, là aussi, il y a une noria de camions qui sort de MAERA, et c'est un peu comme AMETYST. Il faut changer de modèle, et à partir de là, faire faire une économie considérable de fonctionnement, parce qu'aujourd'hui, nous dépensons plus d'un million d'euros de facture d'électricité par an pour faire tourner cette station. Si on la rend à énergie positive, on gagne ce million.

Ce qui avait été abandonné dans le premier marché – moi je l'avais suggéré, on s'était battus à plusieurs, puis finalement, dans ce qui a été présenté en 2018, 2019, c'était abandonné – c'est de développer la réutilisation des eaux usées une fois traitées. C'est une ressource d'eau brute, et il est aberrant qu'au moment où nous vivons le changement climatique, où le niveau de la mer va monter, et où nous allons manquer d'eau brute, nous envoyions dans la mer 3 mètres cubes seconde d'eau brute. Cela n'a pas de sens. Donc cet émissaire existe. On va continuer, certes, à l'utiliser aujourd'hui. Mais on va faire diminuer son usage pour mettre en place de manière progressive une réutilisation de l'eau à des fins agricoles, à des fins aussi de nettoyage des rues et des espaces verts, ce qui est tout à fait possible dans la législation actuelle. Et nous mettons même à l'étude, en liaison avec BRL, la possibilité et l'éventualité d'utiliser cette eau, si c'est possible – mais cela, il faut que le travail puisse nous le dire – dans le maintien de l'étiage du Lez. Parce qu'actuellement, je vous signale que le maintien de l'étiage du Lez se fait en versant 2 millions d'euros par an à BRL pour maintenir le niveau du Lez. C'est quand même un peu bizarre qu'on utilise le Rhône, qui lui-même voit sa capacité diminuer, pour maintenir l'étiage du Lez. Cela ne va pas durer une éternité. Il faut donc trouver des solutions alternatives.

Bref, vous l'avez compris : c'est une délibération qui ouvre le travail. Nos débats sont un peu longs ce matin. De toute manière, je peux vous garantir que dans la commission et dans les prochaines Assemblées, nous pourrons approfondir dans les groupes de travail ce cahier des charges, parce que c'est un enjeu considérable.

Enfin, pour répondre à la question de Cyril tout à l'heure, effectivement, si une SEMOP est mise en place, il faudra peut-être abandonner le marché. Si, le 29 mars prochain – je crois que le Conseil, c'est le 29 – cette Assemblée vote la SEMOP et refuse la régie, le MGP s'arrêtera et on donnera à la SEMOP le soin de gérer la transformation de MAERA. Bref, on donnera les clés du camion à un seul conducteur. Mais moi, je ne monterai pas dedans. Voilà.

Monsieur le Président

Merci René pour la présentation. J'ouvre les prises de parole. Il y a Monsieur VASQUEZ, Villeneuve-lès-Maguelone en force, Madame NEGRET, Monsieur DESSEIGNE, Monsieur LEVITA, MEUNIER Cyril, Monsieur FOURCADE. OK. Donc la parole est à Monsieur VASQUEZ.

François VASQUEZ

Merci, Président. Je voulais, en un mot, revenir sur le débat passionnant précédent, mais juste en un mot, pour dire que la démocratie est mise à mal quand les élus, mis en place par les citoyens, se débarrassent de leurs responsabilités pour se livrer pieds et poings liés au privé. Et parler d'atteinte de la démocratie quand la puissance publique risquerait – si j'ose dire – après débat démocratique, de reprendre la main, c'est assez étonnant. Juste souligner un fait : que les adversaires de la régie ne demandent pas un délai démocratique, mais bien de reporter aux calendes grecques le passage en régie.

Monsieur le Président

Sur le débat de MAERA. On a terminé.

François VASQUEZ

Sur MAERA, j'y viens – parce que je liais cela par rapport aux calendes grecques. C'est qu'à chaque fois qu'il y a urgence, encore une fois, il y a construction d'énormes usines et de grandes DSP. C'est encore une fois le cas pour MAERA. Dans le cas actuel, je dirai que créer un volume de stockage – je ne viens pas sur les éléments techniques – de 10 000 mètres cubes de pluvial, afin de doubler la capacité des bassins d'orage, réduire les pollutions en amont, augmenter le réseau séparatif, tout ce qui est relatif à la réactualisation et à la modernisation de MAERA, oui. Ce qui est relatif à son extension, non. Parce qu'en effet, je suis d'accord avec ce qui a été dit précédemment par René : il est urgent de moderniser MAERA. Il est urgent de prévoir tout ce dont on a parlé, par rapport au risque pluvial et à ses afflux qui l'amènent à saturation. La réorienter au niveau de la réutilisation des eaux : évidemment, pour l'étiage, d'étudier cela, évidemment, pour l'arrosage et pour le nettoyage de voiries, évidemment que c'est utile.

Par contre, décider de l'extension parce qu'il y aurait urgence, ce n'est pas pertinent. Passer de 470 000 équivalents habitants à 660 000 équivalents habitants parce qu'il y aurait urgence, non. Pour vous prendre un exemple, il y a une usine en Italie, à San Rocco, qui traite pour 1,2 million d'habitants, les eaux d'assainissement et qui a coûté 87 millions d'euros. Elle recycle les eaux pour l'arrosage de plusieurs milliers d'hectares. Donc je trouve que les 145 millions mis en jeu – et en grande partie pour l'extension de MAERA – ne sont pas pertinents. C'est pour cela que je voterai « *abstention* » sur ce point. Merci.

Monsieur le Président

Merci François. Je donne la parole à Madame NEGRET. Je m'absente quelques minutes. Je laisse Monsieur CALVAT présider la séance quelques instants.

Renaud CALVAT

Oui. Madame NEGRET, la parole est à vous.

Véronique NEGRET

Merci de me donner la parole à nouveau. Bien sûr, je suis tout à fait d'accord avec les objectifs que René pose dans la réorientation de MAERA, et donc les objectifs qui sont posés dans ce MGP.

J'ai bien compris aussi que le MGP nous permettait de quitter le monde de la délégation de service public. À la délégation de service public, le délégataire se fait sur la facture, directement. Et ce qui peut nous poser quelques questions, on le sait, des expériences nous l'ont montré, ce qui amène des questions en termes de garantie d'investissement. Comme l'a mentionné tout à l'heure Michaël DELAFOSSE, certains opérateurs privés, par manque d'investissement et d'entretien, ont dégradé le patrimoine de l'assainissement. C'est notamment le cas à Villeneuve-lès-Maguelone, en particulier sur les réseaux de collecte, avec l'entreprise AQUALTER. Donc je suis bien contente qu'on quitte ce monde de la délégation de service public.

Ensuite, pour ce qui est de la question de l'extension, effectivement, depuis quelques jours, je me pose la question aussi. En fait, cette question rejoint celle que nous avons déjà posée il y a quelque temps en bureau. Ma question c'était, plutôt que d'agrandir MAERA, est-ce qu'il ne vaut pas mieux multiplier les stations d'épuration ? René REVOL avait répondu qu'effectivement l'étude avait montré que non. Donc voilà, est-ce que cette réponse est toujours valable ? J'aurais voulu en savoir un petit peu plus là-dessus. Merci beaucoup.

Renaud CALVAT

Merci Véronique. Monsieur DESSEIGNE. Ensuite, Monsieur LEVITA, Monsieur FOURCADE, Madame GALABRUN, Monsieur MEUNIER. Monsieur DESSEIGNE, la parole est à vous.

Serge DESSEIGNE

Merci, Monsieur le Vice-Président. Je ne vais pas être trop long, mais la question effectivement qui est proposée et qui répond à des exigences d'utilisation de l'eau brute en milieu naturel me paraît d'une importance majeure. La question de l'extension de la station : j'ai les mêmes interrogations que Véronique. Par contre, dans la délibération, dans ce qu'a dit René REVOL, j'entends : pas d'augmentation et pas de raccordement d'autres collectivités locales. Ce qui impliquera effectivement une augmentation, c'est prendre l'augmentation de la population à 2040 sur la proposition qui nous est faite. Sur l'extension et l'agrandissement, moi, effectivement, je pourrais avoir des doutes. La seule question qui m'est posée, c'est : est-ce que les STEP pourront être modernisées sur les communes environnantes ? On a parlé du réseau pluvial qui est, lui, séparé. Est-ce qu'on aura la capacité de mettre en œuvre des modernisations de ces régies, de ces STEP ?

Parce que, même s'il y a bien eu une modernisation dans les dix dernières années, on a une augmentation de la population de ces villes environnantes. Je parle de Villeneuve-lès-Maguelone, qui est passée de 7 000 à plus de 10 000 habitants. Et on n'est pas raccordé, avec différents Maires. Donc moi, je suis d'avis de voter cette délibération, mais la question de l'agrandissement, s'il est réservé à ce qui est dit dans la délibération, cela me va. Cela ne m'irait pas si c'était pour augmenter massivement le nombre d'effluents arrivant à cette station. Parce que si on traite pour pouvoir traiter de l'eau brute – comme tu la dis René, c'est très intéressant – rejets en milieu naturel, utilisation de l'étiage, cela, c'est très important aujourd'hui – ce n'était pas le cas jusqu'à présent. Merci.

Renaud CALVAT

Merci. Le Président est revenu. Il préside de nouveau la séance de notre Conseil. Avant, je passe d'abord la parole à Monsieur LEVITA, ensuite la présidence de séance à Monsieur le Président. Monsieur LEVITA, la parole est à vous.

Max LEVITA

J'explique mon vote précédent. J'ai voté « *pour* » suite aux précisions que vous avez données, Monsieur le Président.

Sur cette affaire sur la station de traitement, je voterai « *pour* ». Je voudrais simplement être certain que cette décision est indépendante du mode de gestion. À mon avis, cela ne me paraît pas évident. À partir du moment où vous allez voter cette décision, vous allez être entraînés vers un mode de délégation de service public. Donc moi, je n'ai pour l'instant manifesté aucune préférence pour un mode de gestion. Vous lancez une étude : c'est très, très bien. On verra ce que donne l'étude. Mais là, il me paraît incohérent – j'essaie d'utiliser des mots faibles, parce que je ne veux pas vous heurter – il me paraît incohérent de lancer cet appel d'offres indépendamment du mode de gestion. Cyril MEUNIER, que j'ai écouté avec attention – je n'ai pas écouté ses attaques perfides – l'a indiqué. J'ai essayé d'être bienveillant avec vous. Vous m'avez accordé cette qualification – je vous en remercie – mais j'aimerais que vous m'aidiez à conserver cette attitude. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LEVITA. La parole est à Monsieur FOURCADE, et puis Monsieur MEUNIER.

Jean-Noël FOURCADE

Bonjour. Je rejoins un peu, évidemment, la position de Cyril MEUNIER. Je n'avais pas en tête le fait que le marché de MAERA était dépendant du mode de gestion. Donc je suppose que l'équipe majoritaire de Lattes va s'abstenir sur cette affaire et je les accompagnerai dans leur vote.

J'avais une question technique. Je ne veux pas rentrer dans les débats sur MAERA. Je suis tout à fait conscient des enjeux de moderniser la station. Il était évoqué lors du précédent marché – qui a été annulé – le fait de pouvoir installer, dans le cadre de la station à énergie positive une cheminée d'incinération des boues sur le site. Or là, ce n'est plus évoqué. On ne parle que de méthanisation des boues. Cela a une grande importance, parce que l'implantation d'une cheminée d'incinération sur la Commune de Lattes, à moins de 500 mètres du quartier le plus peuplé de Lattes, évidemment, peut avoir un gros impact sur notre Commune. J'aimerais avoir des précisions là-dessus, s'il vous plaît. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur FOURCADE. La parole est à Monsieur MEUNIER. Et j'ai vu que Jackie s'était inscrite. Donc je te rajoute, bien sûr. Cyril.

Cyril MEUNIER

Je crois que c'est l'hôpital qui se fout de la charité, mon cher Max. Je n'ai vu dans mon propos tout à l'heure aucune attaque perfide à ton égard. Je mettais en avant la qualité de la démocratie sous la présidence de Michaël DELAFOSSE. Si tu y as vu une comparaison avec un temps passé, mon ami, j'en suis profondément touché. Et de te voir voter « pour » une délibération que tu as brocardée avant, montre que tu as été touché également par la remise en cause de tes propos par Michaël, et je le suis totalement : parler de « viol » tout à l'heure, ça, c'est plus que perfide. Voilà, ça, c'est terminé.

Maintenant, passons au dossier concernant le MGP. Le MGP sur MAERA est obligatoire. Ce n'est pas un retour à la DSP, pour ceux qui n'ont pas compris. Il faut à tout prix faire un marché global de performance, tout simplement parce qu'il faut laisser la gestion de l'outil MAERA à la société que nous aurons choisie pour réaliser les travaux. L'expérience que nous avons vécue lors des premiers travaux en 2004 – que j'ai permis – de rénovation de l'ancienne CEREIREDE en MAERA nous a prouvé que, quand on a plusieurs opérateurs sur un chantier, on n'arrive jamais à avoir un chantier fini, avec des responsabilités clairement identifiées dans le fonctionnement et dans la réalisation de l'outil, ô combien important pour tous les objectifs pour lesquels nous sommes tous engagés, quelles que soient les positions que nous ayons établies tout à l'heure.

Vous allez me dire : « pourquoi vas-tu proposer au groupe majoritaire de s'abstenir à Lattes ? » Tout simplement pour plusieurs raisons. Première raison : nous n'avons pas besoin de cette délibération. René l'a dit – je te remercie René de l'avoir précisé. Deuxième raison : il y a énormément d'éléments qui sont aujourd'hui en train de bouleverser notre affaire, et je pense que nous aurions pu passer cette délibération de MGP à l'issue de notre débat au mois de mars prochain. Le tarif d'achat du biométhane va bientôt baisser de 5 à 10 %. Aujourd'hui nous n'avons pas l'arrêt définitif par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) du montant de l'achat à 5, 10 %, de l'achat du biométhane qui peut baisser de 5 à 10 %, qui peut considérablement remettre en cause les conditions d'écriture du marché global de performance, dont nous parlons. C'est à peu près un risque de 15 millions de recettes en moins. Ensuite, l'évolution sur la réglementation concernant l'épandage des boues laisse à penser que nous pourrions continuer sans problème, vu la qualité des boues déjà actuelles – je ne vous explique pas la qualité des boues après modernisation – d'épandre nos boues et de nous passer d'une unité énergétique sur place, que ce soit – pour éclairer mon collègue Jean-Noël FOURCADE – de la méthanisation ou de l'incinération. Donc il y a des éléments techniques qui plaident pour que nous prenions trois mois avant de nous engager sur ce MGP – ce qui ne veut pas dire, qu'avec les services de la DEA et les différents AMO que nous avons, que nous n'ayons pas à travailler d'arrache-pied.

Et puis le troisième point qui justifie cette abstention – dans la lignée de l'abstention que nous avons faite à la délibération précédente – c'est que nous aurions voté... Michaël ?

Monsieur le Président

Intervention hors micro.

Cyril MEUNIER

Michaël ? Nous aurions voté la première délibération si nous avions écrit noir sur blanc qu'on étudiait – je l'ai expliqué tout à l'heure – dans le détail la solution régie et dans le détail la solution SEMOP. Cela n'a pas été modifié : nous nous sommes abstenus. Nous n'avons pas voté « *contre* », pour remarquer la qualité de la démocratie qui est celle à la Métropole depuis ton arrivée – propos perfide, une fois de plus, mais ô combien positif vis-à-vis du temps présent et du temps à venir. Nous nous abstiendrons, parce que – je l'ai dit tout à l'heure – si nous lançons ce marché avant d'avoir fait le choix de notre mode de gestion, nous ne pourrons pas revenir sur ce marché et nous perdrons encore plus de temps. Donc je pense que cette délibération n'a pas de nécessité aujourd'hui à ce Conseil de Métropole. René l'a dit. Nous avons besoin encore de trois mois pour savoir ce que l'État nous prépare sur la réglementation concernant l'épandage des boues, en particulier, et le coût d'achat du biométhane qui peut baisser de 10 %.

Et je pense qu'il serait bon de lancer le MGP après le choix du mode de gestion. Si nous passons cette délibération – puisque je pense que la majorité la passera – suivant ta proposition, je demande qu'on passe cette délibération, mais qu'on se retienne de lancer le MGP avant d'avoir définitivement choisi notre mode de gestion. Sinon on va se mettre dans un ennui qui va nous faire perdre six mois à un an.

Je rappelle qu'évidemment je suis pour la réutilisation de l'eau, évidemment je suis pour moins de rejets. Mais je pense que quand on est Maire de Lattes ou de Villeneuve-lès-Maguelone, ce n'est pas la peine de nous poser la question – ou le Maire de Palavas-les-Flots. Ce n'est pas la peine de nous poser la question, puisque c'est nous qui en souffrons en direct. Évidemment, je suis pour une usine qui ne sente pas, parce que ce sont les habitants de Lattes qui la portent. Et évidemment, nous ouvrirons à Lattes – le groupe majoritaire ouvrira à Lattes – toutes les possibilités pour que nous ayons le maximum d'autonomie énergétique et qu'on ait les solutions les plus écologiques possibles au traitement de nos boues. Et si cela doit se passer par une unité thermique, au niveau du site, nous le porterons – même si ce n'est pas facile à porter politiquement. Tout cela, vous pouvez être sûr de l'engagement des élus majoritaires de Lattes. Et la réutilisation, nous avons plein d'options.

Et je me régalerai avec mon ami René REVOL à les mettre en place, car nous avons, lui et moi, contrairement à ce que vous avez pu penser durant ces deux débats, les mêmes objectifs. Reprenons publiquement la main sur l'eau et proposons des solutions de développement durable.

Dernier point : nous avons un émissaire en mer. Cet émissaire en mer va demander énormément de travaux. Il est intéressant, il est intelligent. Il ne faut pas s'en passer, mais il va falloir travailler sérieusement à le sécuriser, car il est fragile. Et il est hors de question que les étangs palavasiens, que la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, paient les frais d'un manque d'investissement sur ce dossier. Donc il faut aussi intégrer la sécurisation de l'émissaire en mer au MGP. Je demande à ce qu'on prenne le temps de lancer le MGP. Les délibérations aujourd'hui en actent le principe, principe que j'accepte et sur lequel nous allons nous abstenir, pour éviter de porter un lancement prématuré avec le choix du mode de gestion. Merci de ce débat, Michaël DELAFOSSE, vous êtes un grand Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Cyril. La parole est à Jackie, dernière prise de parole, puis René répondra techniquement et je donnerai des éléments – que j'aurais peut-être dû donner en introduction.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Merci Michaël de me laisser la parole. Juste pour rappeler le problème de concomitance entre ces deux affaires, effectivement. Et je voudrais rentrer plus dans le détail de ce qu'il y a à l'intérieur. Déjà, pour répondre à Véronique NEGRET : un MGP, c'est quoi ? C'est une régie avec un exploitant privé. Ensuite, à l'intérieur, nous parlons d'un bassin de rétention de 10 000 mètres cubes. Je veux bien, mais lorsque ce bassin de 10 000 mètres cubes coûte 15 millions d'euros, je pense qu'il faut bien réfléchir si on doit le faire ou pas. Parce que là, à mon avis, avant que vous trouviez un rapport coût-bénéfice, il y aura l'eau qui sera passée. Juste mettre une réserve sur le fait de rejeter l'eau de MAERA, très bien traitée, dans le Lez : il est loin d'être sûr que l'État nous laisse faire. Donc voilà, il y a quand même beaucoup de sujets à creuser sur ce dossier-là. Donc je serai ravie d'y participer et d'y travailler.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Jackie. Je laisse René, pour répondre sur toutes les questions techniques qui ont été soulevées.

René REVOL

Oui, je ne reprendrai pas le débat sur le fond. Il faut traiter les choses de manière sérieuse. Donc aujourd'hui, j'aborderai la question de la capacité de MAERA. Aujourd'hui, MAERA ne suffit pas à traiter la population actuelle. Nous sommes dans une période où MAERA est un facteur de pollution – cela on le sait, on l'a affirmé dès 2014-2015 – et le marché global de performance a été préparé dès cette époque. Donc aujourd'hui, par cette délibération, nous n'adoptons pas un cahier des charges. Nous mettons au travail la Métropole pour qu'elle lance ce marché et qu'elle rédige ce cahier des charges. Ce n'est pas une petite affaire. Par exemple, l'histoire du bassin d'orage – qui est un problème – qu'on pourrait implanter, est une des options. On peut très bien vérifier d'autres options. Et une chose qui est claire, c'est que si nous lançons ce marché, ce n'est pas pour faire un truc *a minima*. C'est fini. Il faut réorienter massivement MAERA sur autre chose. Le concept de MAERA tel qu'il a été vu au départ n'est pas bon. Il faut maintenant le réorienter. Quand j'ai parlé de chauffage, il y a aussi l'option incinération ou pas incinération.

Nous reviendrons devant cette Assemblée avec ce cahier des charges. Et il faut se préparer à cette consultation. Et ce marché de 145 millions d'euros ne pourra pas être attribué avant le 29 mars – vous rêvez. Et d'ailleurs, quand on a expliqué, Cyril, la dernière fois, que les travaux ne commenceraient pas avant 2022, tu t'es toi-même mis en colère en disant « *nom d'un chien, c'est beaucoup trop tard* », et on ne peut pas assurer notre développement économique et urbain si on fait des investissements. Alors, on a accéléré à ta demande. Et c'est à ta demande qu'on a décidé de commencer à faire travailler tous les services sur ce cahier des charges.

Cela n'hypothèque en rien la suite du débat. Mais, nom d'un chien, il faut s'y mettre. Là on n'a perdu pas qu'un an, on a perdu plusieurs années. Parce que je vous rappelle que le précédent marché global de performance – celui qui a été présenté en 2018 – il faisait l'économie sur toute une partie du problème, il le reportait à plus tard, parce qu'on n'était pas arrivés à un consensus – notamment avec Lattes – avec tous les enjeux. Donc là, aujourd'hui, on s'y met et ce levier fondamental pour l'emploi, pour l'activité économique sur notre territoire, il est essentiel et il ne faut pas tarder à le mettre en œuvre, parce qu'il est fort probable que ce n'est pas dans la mandature actuelle qu'on coupera le ruban. On s'en fout de ça. Mais ce sera fini fin-2026-2027. Le seul problème, c'est qu'on ne peut pas aborder la décennie de la transition écologique – la décennie vitale de la transition écologique – en se disant : « *on attend pour voir* ». Non, maintenant, il faut s'y mettre.

Monsieur le Président

Merci René. Je voudrais que tout le monde mesure bien la gravité de la situation sur ce dossier – la gravité. Dans les rencontres régulières avec Monsieur le Préfet de l'Hérault, il nous a interrogés : « *Où vous en êtes sur MAERA ?* ». Parce qu'il peut, si nous n'avons pas une capacité d'assainissement, de traitement des eaux usées satisfaisante – et aujourd'hui, nous le savons, MAERA n'est pas au rendez-vous – mettre fin et interdire toute mise en œuvre de notre PLH et donc notre capacité à construire selon les objectifs sur lesquels nous avons délibéré. Nous avons obtenu, lors de notre rencontre, un délai de six mois, parce que je l'ai assuré que dans ce Conseil de décembre nous présentions cette délibération qui lançait la consultation. Parce que, normalement, mes chers collègues, ce n'était pas notre sujet. C'était il y a 12-18 mois que tout cela aurait dû être traité. Et il y a eu un problème – on ne va pas revenir dessus – sur lequel les opérateurs s'étaient positionnés pour apporter des réponses. Il y a eu un bug. Voilà. Donc là, on est dans une situation de gravité, où on doit avancer. C'est pour cela qu'on présente cette délibération – qui fera l'objet d'un courrier de ma part, en tant que Président de l'intercommunalité, pour indiquer les dispositions que nous prenons pour nous préparer à moderniser l'usine d'assainissement. Je veux exprimer publiquement ici mes remerciements au Maire de Lattes, parce qu'avoir une usine de ce type sur sa commune – on le sait tous – ce n'est pas un sujet simple. Et je le sais très mobilisé pour l'instruction du permis de construire qu'il va falloir déposer, pour la pédagogie qui est la sienne auprès des riverains – parce qu'il y a toujours des gens pour agiter des peurs. Et puis il y a des gens qui – très légitimement – questionnent, et auxquels il faut donner des réponses. Et je sais qu'il sera au rendez-vous.

Gravité de la situation, parce que personne n'a de réponse à cela. Mais on sait que, du côté de Villeneuve-lès-Maguelone, c'est compliqué, la situation de la pollution. Et puis on sait aussi que, parfois, la plage a été fermée. Elle a été fermée, on n'a jamais vraiment su pourquoi elle a été fermée. Mais les regards se sont tournés vers, à l'époque, la Communauté d'agglomération, la Métropole. Et nous devons absolument sécuriser, rassurer, remettre en confiance sur le problème qui a été évoqué par Cyril, par René, de l'émissaire en mer. Et là encore, c'est une course contre la montre, parce que c'est un problème qui abîme l'image du territoire, qui pose des enjeux de pollution. Donc aujourd'hui on délibère pour relancer le marché de MAERA, et avec des choix forts. Je nous invite à bien les mesurer.

Jackie, je ne sais pas si le traitement des eaux grises par MAERA pourra aller dans les eaux du Lez. Ce que je sais, c'est que, potentiellement, plutôt que de les remettre en mer, nous pourrions irriguer près de 120 hectares de surfaces agricoles. Ça, c'est un choix de rupture, c'est un choix qui s'inscrit dans la transition écologique. Et je crois que ça, dans le nouveau marché, c'est un très beau défi qui est proposé à l'industriel qui se positionnera dessus. Tout comme avoir une usine d'assainissement vertueuse du point de vue énergétique, c'est un très beau défi. La question va être travaillée, des bassins de rétention en amont – René l'a dit – cela va aussi permettre de répondre à ces épisodes de vulnérabilité extrême au moment des épisodes cévenols, qui font que le même Maire de Lattes, qui a l'usine sur sa commune, se retrouve parfois à devoir être aux côtés des riverains parce qu'il y a les débordements de boues. Nous on fait aussi un choix et j'invite à l'identifier.

Par rapport au marché initial, au premier marché où il y a eu un problème, nous positionnons 30 millions d'euros de plus pour répondre au développement de notre territoire et pour engager, du point de vue du traitement de l'assainissement, la transition écologique – 30 millions de plus. C'est un choix qui n'est pas moindre, qui n'est pas rien dans la programmation pluriannuelle qui est à venir, qui est un choix qui nous met sur la trajectoire jusqu'à l'horizon 2027. La modernisation va être progressive, car l'usine doit rester en activité, et c'est extrêmement important. Il en va de l'assainissement de plusieurs dizaines de milliers d'habitants de la Métropole. Donc, c'est un marché conséquent, y compris sur des savoir-faire qui vont pouvoir se développer et pour l'emploi, dans un contexte où on sait que c'est important. L'enjeu de ce vote aujourd'hui, c'est d'envoyer un message à l'État qui nous dit : « *Attendez, Montpellier Méditerranée Métropole, là, vous n'êtes plus du tout dans les clous.* » Donc moi, je le dis : on n'a pas bien mesuré ce qui s'est passé l'année dernière. Ce qui s'est passé l'année dernière avec le bug, c'est tout simplement l'interdiction formelle, potentielle, à l'horizon mi-2022, si rien n'est fait, de ne plus délivrer aucun permis de construire, plus aucun logement social, plus aucun projet. C'est ça qui est en jeu. Voilà pourquoi la situation est grave. Voilà pourquoi on la met au vote aujourd'hui. Il y a ensuite tout le travail qui a été évoqué de suivi.

Donc je vous propose de passer au vote. La délibération est adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Jean-Pierre RICO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Abstentions : 27 voix

Se sont abstenus : Mme Florence AUBY, M. Jean-François AUDRIN, M. Stéphane CHAMPAY, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Lionel LOPEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Julien MIRO, Mme Séverine MONIN, M. Bruno PATERNOT, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Sylvie ROS-ROUART, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

AFFAIRE N°5 : SOLIDARITES - LOGEMENT D'ABORD - ETUDE-ACTION POUR LA MOBILISATION DU PARC PRIVE A VOCATION SOCIALE AUX FINS DE LOGER LES MENAGES EN DIFFICULTE - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION ADAGES POUR L'ANNEE 2020 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous quittons les affaires d'assainissement, d'eau, pour passer aux affaires concernant les questions sociales, et je cède tout de suite la parole à Madame GIMENEZ pour présenter l'affaire n°5.

Clara GIMENEZ

Merci, Monsieur le Président. Du coup, je vais vous présenter l'affaire n°5, qui concerne une étude-action pour la mobilisation du parc privé à vocation sociale à destination des ménages les plus en difficulté. Cette délibération nous permet d'attribuer une subvention pour le prolongement de cette démarche d'étude-action jusqu'en janvier 2021 pour un montant de 3 840 euros. Cette étude est menée par la Maison du logement d'Adages, en partenariat avec la CAF et la Fondation Abbé Pierre. Notre territoire est très urbanisé, avec une forte pression sur le parc locatif, on peine à faire face aux besoins en termes de logements et notamment des plus précaires. Et on connaît tous le taux de pauvreté très élevé de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Donc l'idée, c'est que ce rapport d'étude-action nous permette de travailler sur la base de leurs préconisations, et le prolongement permet de faire ces préconisations, dans le cadre du logement d'abord, pour développer une offre de logement locatif privé à destination des plus précaires. Ce qui est certain, c'est que cette délibération, sans volonté politique derrière, forte, et sans travail de notre part et de la part de l'exécutif dans son intégralité ne sera qu'un nouveau rapport pour caler les étagères, et ce n'est clairement pas le but. Et par cette délibération, je veux aussi dire notre engagement sur cette question-là. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame GIMENEZ. Est-ce qu'il y a des questions ? Je vous propose de mettre aux voix. La délibération est adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

AFFAIRE N°6 : SOLIDARITES - PLAN PAUVRETE ENTRE L'ETAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - ACTION 1 OUVERTURE D'UN LIEU D'ACCUEIL DE JOUR MULTI PARTENARIAL A DESTINATION DES FAMILLES - ASSOCIATION LANGUEDOCIENNE POUR LA JEUNESSE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire n°6, Madame GIMENEZ, allez-y, présentez.

Clara GIMENEZ

Merci. L'affaire n° 6 concerne le prolongement du plan pauvreté, que nous avons adopté il y a maintenant quelques conseils. Cette délibération vise à ouvrir un lieu d'accueil de jour multi-partenarial à destination des familles. Les études et les diagnostics de territoire montrent que les familles à la rue, qui vivent à la rue, en squat ou en bidonville, ont des besoins particuliers – on s'en doutait un petit peu. Et donc l'idée, c'est d'ouvrir un lieu d'accueil de jour spécifique pour ces familles, avec du coup des services spécifiques à l'intérieur, notamment une intervention de la PMI, un soutien à la parentalité, l'intervention de la CAF, du planning familial, etc. Donc ce lieu sera porté par l'Association languedocienne pour la jeunesse. Et pour l'année 2020, nous allons donc contribuer à hauteur de 95 000 euros, dont 47 500 euros sont des crédits délégués de l'État – puisque vous vous souvenez que le plan pauvreté permet de faire un 50-50 participation de la collectivité, participation de l'État.

Monsieur le Président

Merci, Madame GIMENEZ. Est-ce qu'il y a des questions sur cette affaire-là, également importante ? Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Rebonjour. Juste, pas de question, mais simplement pour dire merci à Clara pour l'affaire précédente et pour tout ce qu'elle mène. Je n'ai pas eu le temps de réagir tout à l'heure. Vraiment, bravo. On a tellement besoin, et vraiment hâte, Clara, de travailler avec toi sur la question de la solidarité alimentaire et avec nos collègues de la Ville. Je voulais juste en profiter pour le dire. On est à la croisée des chemins sur ces questions. Merci.

Monsieur le Président

Tout à fait. Merci beaucoup, Madame TOUZARD. Je vous propose de passer au vote. Merci de cette unanimité.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

AFFAIRE N°7 : SOLIDARITES - PLAN PAUVRETE ENTRE L'ETAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - ACTION 2 VISANT L'ACCES A L'HYGIENE DES PLUS DEMUNIS - CONVENTIONS AVEC TROIS STRUCTURES PROPOSANT UN SERVICE DE DOUCHES - PAUSE/ISSUE, SECOURS CATHOLIQUE DE L'HERAULT ET CROIX ROUGE DE L'HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n°7, Madame GIMENEZ, dites-nous-en un mot encore. Très importante.

Clara GIMENEZ

Merci. Du coup, merci à Isabelle pour ses mots. Effectivement, j'ai hâte également qu'on travaille sur les questions de solidarité alimentaire.

L'affaire n°7 concerne toujours, du coup, le plan pauvreté, et l'accès à l'hygiène des plus démunis. On avait déjà, au précédent Conseil, voté une délibération en ce sens. Il s'agit d'un prolongement. Donc il s'agit ici d'attribuer à trois associations une subvention de 60 000 euros – dont 30 000 de l'État, 30 000 de notre part, comme d'habitude dans le plan pauvreté. L'idée est d'améliorer l'accès aux douches existantes pour les plus démunis et de développer en complément un service de laverie, d'accès à des biens de première nécessité, de bagagerie, pour pouvoir répondre aux besoins en matière d'hygiène, notamment des personnes qui vivent à la rue, en squat ou en bidonville.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

AFFAIRE N° 8 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT - ACTIONS D'INSERTION PAR LE LOGEMENT 2021 - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS ET CCAS - CONVENTIONS - AUTORISATION

Coupure du son.

Monsieur le Président

OK. La délibération est adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Clare HART, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°9 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - CONVENTION AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MONTPELLIER POUR LA GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE DU FSL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n°9. Qui a des questions auprès de Madame GIMENEZ, sur le FSL ? Pas de question ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

AFFAIRE N°10 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL3M) - ACTIONS D'INSERTION PAR LE LOGEMENT - AVENANT A LA CONVENTION 2020 AVEC L'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES (UDAF) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n°10. Qui a des questions, des remarques auprès de Madame GIMENEZ ? Je mets aux voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

AFFAIRE N°11 : ATTRACTIVITE - PACTE METROPOLITAIN D'INNOVATION - AVENANT N°2 A LA CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CHU DE MONTPELLIER POUR LE PROJET CYBORG - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n°11. Il s'agit du pacte métropolitain d'innovation avec le CHU. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N°12 : AMENAGEMENT DURABLE - LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER-PERPIGNAN (LNMP) - CONVENTION FINANCIERE D'ETUDES PREALABLES A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE - PHASE 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Coupure du son.

Julie FRECHE

Bonjour ?

Monsieur le Président

Oui, vas-y, Julie.

Julie FRECHE

Donc cette délibération est importante, parce qu'elle s'inscrit dans l'ambition qui est la nôtre de soutenir une politique ambitieuse en matière ferroviaire, en termes de desserte, de fret et de logistique urbaine. Donc il s'agit de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) de 150 kilomètres, qui est un projet de liaison ferroviaire à grande vitesse, partiellement mixte voyageurs-fret, entre Montpellier et Perpignan. Elle prolonge le contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier pour se connecter au réseau à grande vitesse espagnol existant. À noter quand même que l'État espagnol a déjà rempli ses obligations sur cette ligne en temps et en heure.

Donc l'objet ici, c'est bien de rappeler que nous soutenons pleinement cette phase 1 de la Ligne Nouvelle, qui concerne le tronçon Montpellier-Béziers. D'abord parce qu'elle permet la mixité des fonctions fret et voyageurs sur la ligne classique et la Ligne Nouvelle. C'est aussi la mixité des vitesses : à grande vitesse sur la Ligne Nouvelle, et les trains du quotidien et les intercitys qui relient Bordeaux, Toulouse, Montpellier à Marseille sur la ligne classique – d'ailleurs, qui devrait être prochainement renforcée. Ce sont aussi deux gares, l'une pour la proximité, la gare Saint-Roch, qui s'inscrit dans le réseau express régional développé par la Présidente de la Région Occitanie, Carole DELGA, des trains du quotidien de Sète à Lunel, et une gare pour la périphérie qui permet d'irriguer une aire urbaine de près de 650 000 habitants.

La phase 1 de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan est l'un des projets d'infrastructure les moins chers, rapportés au nombre de voyageurs attendus. Elle est de loin le projet d'investissement public ferroviaire le plus rentable, tous critères confondus. Elle s'inscrit d'ailleurs au réseau prioritaire européen. La Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan répond à une urgence qui a été relevée dès 2016 par l'Observatoire de la saturation ferroviaire – qui conclut que ce tronçon de Montpellier à Béziers est le plus saturé au niveau national. C'est source de dysfonctionnements, de retards et de surcoûts d'exploitation, ce qui rend le service peu efficace et insuffisamment régulier pour tous les usagers. Donc il est urgent pour nous de réaliser cette première phase pour permettre à Montpellier Méditerranée Métropole d'augmenter et de renforcer son offre ferroviaire. Parce qu'en effet, depuis la mise en service du contournement Nîmes-Montpellier, cela a permis à la gare ferroviaire et au Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Baillargues de passer de 40 à plus de 60 trains par jour, et de relier la Métropole en 7 à 8 minutes. Donc c'est vraiment essentiel pour les communes de Castries, les communes de Restinclières, de Beaulieu et, plus proche, de Saint-Brès. Peut-être aussi rappeler que la ligne 1 de la LNMP...

Monsieur le Président

Madame FRECHE, sur la LNMP surtout. Sur la LNMP, s'il vous plaît.

Julie FRECHE

Du coup, de rappeler que, grâce à la LNMP, il y a ce premier tronçon sur cette phase 1. On pourra ensuite renforcer l'axe ferroviaire de Villeneuve-lès-Maguelone, et créer éventuellement une halte ferroviaire à Sablassou.

Donc, vous dire que là, il s'agit d'une convention financière, qui permet de finaliser les études à l'enquête publique. Nous espérons que l'enquête publique puisse avoir lieu d'ici un an. La répartition financière, le coût total est de 10 millions d'euros. C'est une répartition de la convention au tiers : 3,3 millions pour la Région et pour l'État, et 3,3 millions pour les 10 collectivités territoriales intéressées par la réalisation de ce premier tronçon. Et donc c'est une participation financière que je vous propose ici d'adopter, à hauteur de 333 000 euros.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame FRECHE. Il y a plusieurs demandes de prise de parole. Monsieur LAURET, Monsieur DESSEIGNE, Madame BORNE, Madame FAYE et Monsieur TRAVIER. La parole est à Monsieur LAURET.

Guy LAURET

Monsieur le Président, chers collègues, bonjour. Mon intervention concernait la délibération précédente, sur l'attractivité – ce qui n'enlève bien évidemment aucune importance à ce que vient de présenter Julie. A Vendargues, tout ce qui est développement durable et tout ce qui est aménagement des déplacements, on vote des deux mains, comme on dit.

Pour revenir sur la délibération concernant l'attractivité, cela va me permettre de parler de crise sanitaire et de crise économique, parce que je crois que les deux sont liées. Sur la crise sanitaire, bien évidemment, il y a beaucoup de choses qui ont été dites, il y a beaucoup de choses qui ont été faites. Il y a des choses un petit peu surprenantes, comme cette proposition qui est tombée – il y a 48 heures je crois – d'un petit peu faire l'école à la carte – soit. Mais surtout, je crois qu'il ne fait rien lâcher. Je crois qu'il faut continuer et il faut se servir au maximum de tous les outils qui sont mis à notre disposition pour espérer à un moment voir la fin du tunnel. Le dernier outil en date, c'est bien évidemment ce vaccin, qui va être disponible. Et à titre personnel, moi, bien évidemment, dès que cela sera possible, je me ferai vacciner, parce que je pense que nous, Maires, nous, élus, nous avons un devoir important, qui est d'ouvrir la voie, et qui est également de prouver – et Président, vous l'avez dit en début – de prouver qu'on a confiance en notre milieu médical et qu'on a confiance par rapport à tous ces organismes de contrôle.

Tout cela pour en venir également au côté économique, puisque, vous l'avez dit, vous avez donné beaucoup de chiffres concernant la perte de PIB, on aurait pu rajouter les dizaines de milliers d'emplois qui vont être détruits. Je crois qu'il faut agir également là-dessus, qui plus est parce qu'au niveau de la Métropole, on est pris entre deux feux : un feu vertueux qui est celui d'accompagner (les aides au paiement de loyers, tout ce qui a été fait dans ce sens) ; l'autre, qui ne l'est certes pas, ce sont toutes les problématiques que l'on risque de rencontrer au niveau des baisses d'impôts de production. Et tout au long de nos échanges, on a beaucoup parlé de gratuité, on a beaucoup parlé d'accompagnement, on a beaucoup parlé de solidarité, mais je voudrais rappeler quand même que, pour faire tout cela – et on est là pour cela – il faut en avoir les moyens.

Donc tout cela pour dire que je crois qu'il faut que l'on garde en mémoire l'importance de tout ce qu'on va faire dans la vie économique, avec deux volets : un qui a été très largement repris dans le travail qui a été effectué par la Cour des comptes sur le manque supposé de surfaces pour accueillir de nouvelles entreprises, pour faire en sorte que celles qui sont déjà sur notre Métropole, sur notre territoire, y restent et se développent. Donc je crois qu'il faut que l'on avance ici. Parce que je crois que c'est bien beau d'accompagner, de financer les entreprises, mais vous savez, les chefs d'entreprise, surtout quand on a la chance d'avoir le tissu de TPE, de PME notamment qui est sur cette Métropole, ils ne demandent qu'à travailler. Et je crois qu'il faut qu'on les accompagne du mieux possible dans toutes les décisions, parce que, quelque part, c'est une forme d'artisanat, avec ces entreprises qui sont tout le temps dans la réactivité, dans la proximité, dans la connaissance du terrain, à l'écoute des élus que nous sommes.

Voilà un petit peu l'intervention que je voulais faire, et je souhaite qu'on avance bien évidemment ce côté. Et aidons et soutenons nos entreprises.

Monsieur le Président

Merci Guy. Ce sera, au demeurant, dans les discussions qu'on aura sur notre budget. La parole est à Monsieur DESSEIGNE. Ensuite, Madame BORNE, Madame FAYE et Madame RIBOT.

Serge DESSEIGNE

Merci Président. Cette délibération qui nous est proposée par Julie FRECHE et par vous-même est d'une importance capitale. Nous avons eu quelques réunions, dont une dernièrement, hier, avec des services de la SNCF. Je me permets d'insister sur quelque chose – qui n'est peut-être pas inscrit dans la délibération – la création de cette Ligne Grande Vitesse (LGV) doit permettre en même temps le transfert du fret, parce que, sinon, ce ne serait qu'une parole pour une parole. Si le fret n'est pas transféré sur cette ligne, on n'aura pas les rotations disponibles. On est à 5 minutes du centre-ville, à Villeneuve-lès-Maguelone, et on n'a pas besoin de tram. Il faudra renforcer effectivement les moyens d'aller de la ville, Villeneuve-lès-Maguelone, à la gare, mais c'est d'une importance primordiale, c'est de se battre aussi avec l'État et avec la SNCF, et avec les élus à la Région, notamment Jean-Luc GIBELIN, sur la question du fret. Je crois qu'il faudra mener en parallèle ce combat pour que la question du fret redevienne aussi du service public et aussi du service SNCF, et pas renvoyer seulement au privé, pour qu'on rétablisse du fret, parce que c'est aussi écologique, et que ce fret soit sur la ligne à grande vitesse. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Serge. Madame BORNE.

Mathilde BORNE

Monsieur le Président, certes, cette délibération ne traite que de la phase 1 du projet de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan, mais, néanmoins, nous tenons à dire à ce Conseil de rester vigilant – et nous le serons, sur la totalité du projet, qui ne nous satisfait pas complètement aujourd’hui. En fait, il y a des associations environnementales, dont par exemple France Nature Environnement, qui se battent depuis des années pour que la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan soit mixte, fret-voyageurs, sur la totalité du...

Coupure du son.

Mathilde BORNE

...comme Béziers-Est ou Narbonne-Ouest soient abandonnés. Elles demandent donc la révision aussi de ce projet. Lors du Conseil Communautaire de l’Agglomération de Béziers, qui s’est tenu le 7 décembre dernier, le Maire de Villeneuve-lès-Béziers s’est vivement opposé à la création de la gare nouvelle sur le territoire de la commune, et défend un pôle multimodal en gare de Béziers. Il dénonce l’entêtement de l’État et considère que la délibération sur le lancement des études et des acquisitions foncières pour la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan ne fera que conforter le projet défini par les décisions ministérielles. Lors de ce Conseil, la délibération a finalement été retirée de l’ordre du jour.

Donc je partage les inquiétudes et les propositions défendues par les associations environnementales. La pertinence des gares nouvelles n’est pas du tout démontrée. Et comme c’est le cas pour la gare Sud de France à Montpellier, nous pensons que ces investissements colossaux doivent appartenir aux projets de l’ancien monde, et que les connexions LGV avec les lignes de transports régionaux et les lignes de transports urbains doivent être la priorité. Donc les investissements doivent se concentrer sur la ligne mixte par le financement d’un tunnel pour le franchissement des Corbières, assurant ainsi un haut niveau de service pour les transports ferroviaires de marchandises, dont nous avons tant besoin et que nous soutenons évidemment.

Évidemment, je soutiens cette première phase, mais je m’abstiendrai quand même sur cette délibération, car je suis très inquiète concernant l’orientation de la suite du projet. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame BORNE. La parole est à Madame FAYE, puis Madame RIBOT.

Maryse FAYE

Merci, Monsieur le Président. Heureuse d’entendre Julie parler de cette convention. On ne peut que se féliciter de la signature de ce document, qui va enfin être l’aboutissement d’une bataille acharnée qui a été menée pendant de nombreuses années par trois présidents de Région – je veux parler de Georges FRECHE, Christian BOURQUIN et Carole DELGA. Parce qu’en fait, le Gouvernement n’avait jamais voulu, ou n’avait jamais compris, ou n’avait jamais accepté, l’aspect prioritaire de ce maillon manquant. Ce maillon manquant, il aura des répercussions et des retombées européennes, nationales et régionales – et locales. Car, enfin, nous pourrions rendre cohérentes les réflexions sur notre bassin de population, car il sera élargi. Et je rejoins tout à fait les propos de Serge sur la libération des sillons pour favoriser le transport des voyageurs et rendre cohérent notre territoire sur une aire d’influence beaucoup plus large qu’elle n’est aujourd’hui. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Madame FAYE. La parole est à Madame RIBOT.

Catherine RIBOT

Merci, Monsieur le Président, de me donner la parole. Bonjour à tous. Les Ecologistes voteront pour cette délibération permettant de cofinancer la réalisation d’études pour la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan. En effet, face à l’accélération du changement climatique, la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan doit être une véritable priorité. Les dégâts provoqués par les intempéries du 23 octobre 2019 sont venus rappeler la très grande vulnérabilité de la ligne ferroviaire historique, qui relie Montpellier à Perpignan, le long du littoral. Comme l’ont souligné la Fédération nationale des usagers et des associations d’usagers de transports et l’association France Nature Environnement, il n’est plus possible de laisser perdurer une situation qui expose le service public de transport, une population, à des aléas dont nous constatons, année après année, la répétition et l’aggravation. L’accélération du changement climatique est une réalité que nous devons regarder en face.

Plus que jamais, il faut doter nos deux villes d'une liaison ferroviaire performante et sécurisée. La Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan répond à cet objectif. Elle devrait être une véritable priorité. Il y a urgence. Et il n'est pas sérieux de repousser ou de détricoter ce projet à l'infini. La ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan doit être réalisée au plus vite et d'un seul tenant, jusqu'à Perpignan, sans gare nouvelle comme Béziers-Est et Narbonne-Ouest. Sans gare nouvelle, parce que le train doit desservir les cœurs de ville, parce que les gares ne sont pas des aéroports. Elles doivent être facilement accessibles à pied, à vélo, par les transports publics. Créer des gares nouvelles en rase campagne signifie tuer les gares centrales historiques, affaiblir un peu plus les centres-villes, c'est encourager l'usage de la voiture et contribuer à l'étalement urbain. C'est un modèle du passé.

En outre, cette ligne doit impérativement être réalisée en conservant sa vocation d'origine, à savoir permettre la circulation des trains de fret et des trains de voyageurs, comme c'est le cas aujourd'hui en amont de Montpellier et en aval de Perpignan vers l'Espagne. Pour les écologistes, la mixité fret-voyageurs est un élément essentiel de ce grand projet, car elle seule permet un véritable report du trafic de marchandises de la route vers le rail, et par conséquent une réduction de la pollution à laquelle sont exposés des milliers d'habitants le long de l'autoroute A9. Cette mixité fret-voyageurs justifie l'ambition de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan et les moyens financiers qui doivent y être consacrés. Il serait irresponsable d'y renoncer. Rajoutons que, dans le calendrier, nous pensons utile et opportun que la phase 1 du nouveau chantier utile aille jusqu'à Narbonne et non uniquement jusqu'à Béziers. Aussi, bien que la rédaction comporte quelques imprécisions sur la mixité fret-voyageurs, sur le tracé, les Ecologistes voteront pour cette délibération. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame RIBOT. Beaucoup d'arguments qui contribuent à bien mesurer les enjeux de cette décision, cette délibération stratégique. Je donne la parole à Madame FRECHE pour apporter des éléments de réponse, et compléter si elle le souhaite, évidemment.

Julie FRECHE

Oui, très rapidement, merci, Monsieur le Président. Dire d'abord qu'on avance, et c'est bien l'essentiel, quand même, avec l'adoption de cette délibération. Enfin la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan ! Voilà, on va finaliser les études, engager l'enquête publique et commencer les travaux. Donc ça, c'est quand même un premier point positif. Parce que, quand même, l'urgence, c'est aussi de répondre à des enjeux de qualité de l'air. Il faut mettre les marchandises dans les trains. C'est l'exemple que je donnais dans mon propos liminaire. Le contournement de Nîmes-Montpellier a permis de basculer 68 % du fret de la ligne classique à la ligne nouvelle. Ce sont quand même autant de nuisances en moins, notamment par les villes qui sont traversées par la ligne classique, que sont les communes de Saint-Brès et de Montpellier. Donc évidemment, il faut tout faire – et d'ailleurs cela sera le sens des échanges que nous aurons avec la SNCF – pour augmenter au maximum le fret ferroviaire, parce que c'est un enjeu de qualité de l'air, compte tenu du fait que 82 % de la pollution aujourd'hui est directement liée au trafic routier et autoroutier. Donc c'est évidemment un point des interventions que je partage, évidemment. Pour terminer, dire que nous prenons à cœur de rattraper notre retard. Nous avançons, et c'est bien là l'essentiel.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame FRECHE. Effectivement, c'est très important, parce que, sur ces questions de Ligne Nouvelle, faut-il rappeler que c'était le sommet MITTERRAND-GONZALES, qui s'est tenu au Domaine d'O en 1986, qui avait prévu ces éléments de tracé. Nous avons du retard. En effet, Toulouse a sa Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour la LGV Bordeaux-Toulouse. Par contre, la question de Montpellier-Perpignan, nous étions au point mort. Sous la coordination de la Présidente de Région, Carole DELGA, l'ensemble des intercommunalités se sont réunies, financent ces études, études qui, derrière, disent acquisitions foncières, donc définissent le tracé. Et nous avons eu un échange avec Monsieur le Premier ministre Jean CASTEX – que je tiens à remercier – qui a pris l'engagement que la DUP serait engagée au premier semestre de l'année 2021, pour une clôture au plus tard début de l'année 2022. Une fois que nous avons la DUP – dans un calendrier qui peut paraître lointain – dans le temps de réalisation de ce projet, ce serait une mise en service sur le tronçon Montpellier-Béziers à l'horizon 2029, qui se financerait par une société de projet, sur laquelle nous aurions évidemment – pour les raisons que Madame FRECHE a très bien expliquées – nécessité d'être partie prenante. D'une part, pousser le fret sur cette ligne : c'est indispensable, cela a été très bien dit par de nombreux intervenants. Et comme l'a très bien dit aussi Madame FRECHE, c'est libérer des sillons pour les trains du quotidien, pour pouvoir offrir des alternatives aux déplacements automobiles sur notre aire urbaine, qui s'étend davantage.

Donc cette délibération est importante, parce qu'elle confirme l'engagement de la Métropole sur la LGV, qui est autant stratégique pour les enjeux du fret que pour libérer des sillons, comme l'a indiqué Madame FRECHE.

Je terminerai par un point. Hier, avec Julie FRECHE, nous étions en rendez-vous avec le Président FARANDOU, le Président de la SNCF, pour faire un point sur l'ensemble des dossiers avec lui, dont justement cette question du transfert du fret de l'ancienne ligne de chemin de fer sur la nouvelle. C'est un point important, parce que beaucoup d'habitants de la Métropole sont impactés par les nuisances sonores. Et ce sont encore des sillons qui pourraient être utilisés pour les trains du quotidien. Et dans cet échange avec le Président FARANDOU, nous avons convenu de définir ensemble une sorte de protocole d'accord sur tous les enjeux entre la Métropole et la SNCF, dans les court, moyen et long termes, pour avoir un dialogue le plus constructif possible pour qu'un certain nombre de réalisations, évidemment la LGV, mais aussi la question de la sécurisation et des travaux de maintenance sur le rail, par exemple Montpellier-Sète, mais on peut en prendre plein d'autres, et plus globalement sur l'ensemble des relations avec la SNCF, pour que nous puissions trouver une bonne méthode de travail, la plus constructive possible. Voilà sur ce point.

Je vous propose de mettre aux voix, en remerciant Madame FRECHE de l'avoir rapportée de manière complète, comme elle le fait à chaque fois. Adoptée.

Madame MIRALLES, vous aviez demandé la parole sur cette affaire, excusez-moi. Peut-être un tout petit mot ?

Patricia MIRALLES

Oui, très rapidement, Monsieur le Président. Simplement vous dire qu'effectivement cela avait été un axe de ma campagne en 2017. Et vous dire que, sur ce sujet, je pouvais être force de propositions et pouvoir peut-être aussi travailler avec le ministère sur ce dossier, comme j'ai pu le faire auparavant, parce que je crois qu'effectivement il est indispensable que l'on règle ce lien qui réunit en fait l'Europe du Nord avec l'Europe du Sud. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame la députée. Votre parole est d'or. Il faut nous unir sur les grands dossiers du territoire. Et merci beaucoup. Croyez-moi, votre proposition n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenues : Mme Mathilde BORNE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER

AFFAIRE N°13 : AMENAGEMENT DURABLE - LOGISTIQUE URBAINE - CONVENTION D'EXPERIMENTATION D'UN NOUVEAU CONCEPT DE VEHICULE AVEC LE GROUPE RENAULT - AVENANT DE PROLONGATION N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n°13 : est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame FRECHE ? Pas de question. Je mets aux voix. La délibération est adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

AFFAIRE N°14 : AMENAGEMENT DURABLE - RE CYCLE & VOUS - LA GUITOUNE A VELO - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 14 : subvention à des associations de vélo. Madame FRECHE, vous voulez dire un mot ?

Julie FRECHE

Oui, s'il vous plaît, très, très rapidement, puisque c'est un joli projet qui est porté par l'association Re Cycle & Vous, dont l'objet social est de préparer à l'insertion professionnelle des personnes en recherche d'emploi. En fait, il s'agit de guitounes à vélo. Ce sont de petits ateliers de réparation itinérants, qui ont vocation à pratiquer de petites réparations, mais qui pourront se déplacer à plusieurs endroits de la Métropole. Et ça s'inscrit parfaitement dans la volonté qui est la nôtre d'investir largement tous les points du système vélo.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix la délibération. Le vote est ouvert. La délibération est adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

AFFAIRE N° 15 : AMENAGEMENT DURABLE - CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF A L'EXPLOITATION DE LA TAM - AVENANT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme F. BRAU quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme I. TOUZARD.

M. M. LEVITA quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme I. MASARLA.

Monsieur le Président

Affaire n° 15. Il s'agit de la modification du contrat de DSP à TaM. Est-ce qu'il y a des questions ? Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Dans le cadre de cette affaire, vous nous demandez de voter pour un troisième avenant sur la DSP qui lie notre Métropole à la TaM. J'attire votre attention sur le fait que les deux premiers avenants, qui avaient été votés en 2018 et 2019, n'avaient pas été très glorieux, puisqu'ils consistaient à donner une subdélégation. Donc la gestion des lignes dites « *suburbaines* » – qui sont extrêmement rentables – pour qu'elles soient captées par un opérateur privé, Transdev, sur un format SAS, plutôt qu'en direct par notre opérateur TaM. Donc on a eu tout à l'heure de belles déclarations sur la nécessaire reprise en main par les collectivités, des services publics stratégiques. Déjà évidemment pour éviter de privatiser les liens et socialiser les dettes. Et aussi – cela a été dit sur l'affaire concernant la régie d'assainissement – les opérateurs privés feront toujours mieux que nous leur métier d'actionnaire, donc par rapport à ça, il y a vraiment un enjeu.

On pense qu'il faut avoir une pleine souveraineté sur cet outil TaM, qui doit organiser les enjeux de mobilité sur notre territoire. Le changement de statut de la TaM en SPL, en société publique, et la reprise en main de ces lignes extrêmement rentables doivent être également l'objectif de ce mandat. Nous espérons donc à l'avenir non plus des avenants, mais une véritable stratégie de votre part sur le sujet.

De manière générale, on s'abstiendra sur cette affaire, car on réitère nos doutes sur cette première tranche de gratuité le week-end, qui va du coup nous coûter quand même 1 million, certes sur des pertes plus globales liées à la baisse du versement transport, mais qui s'est révélée pour nous une belle opération de communication qui n'était pas adaptée aux enjeux, notamment lié au fait qu'on est en situation de crise sanitaire. Cela a été dit plus tôt ce matin : il ne faut pas confondre vitesse et précipitation. Il aurait sans doute été plus judicieux de mettre en place une tarification au quotient familial du lundi au vendredi, notamment. Cela aurait permis à des travailleurs essentiels de récupérer du pouvoir d'achat – par exemple des travailleurs qui sont aujourd'hui payés à 84 % parce qu'en chômage partiel. Donc on voulait juste revenir là-dessus.

Dire aussi que cela pose problème, cet avenant, parce qu'il y a une baisse de 10 % aujourd'hui des abonnements, alors qu'il aurait fallu une baisse de 27 %, ce qui aurait été juste pour tous ces usagers qui, depuis des années, font l'effort de prendre les transports en commun. On aurait aussi pu profiter du deuxième confinement, en tout cas, ne pas faire de limitation de service pour les lignes de bus, avec à Montpellier, quand même, un passage en horaire de vacances sur les lignes de bus. Donc ça, c'est extrêmement malvenu selon nous de votre part, parce que cela vient rajouter des bus bondés, alors qu'il aurait fallu au contraire accélérer la cadence.

Donc tout ça, tous ces choix qui ont été faits, notamment à cette première tranche de gratuité qui, pour nous, était précipitée, mal préparée, et qui vient s'ajouter à la baisse drastique du versement transport en termes de recettes. Donc on ne va pas cautionner cette politique qui nous pose question, et qui n'est pas selon nous une réponse aux priorités, aujourd'hui, sur le territoire.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN, pour la constance de vos convictions contre la gratuité des transports.

J'indique que, dans cette DSP, il est très important de la voter pour éviter le licenciement de nos chauffeurs de tramway, de bus, puisque sinon, avec la perte de recettes liée à la baisse de fréquentation notamment pendant le premier confinement, l'entreprise est en très, très, très grande difficulté. Donc il est très important qu'il y ait un vote favorable sur cette DSP. En outre, elle prend en compte la mesure de la gratuité des transports le week-end et le choix de baisser de 10 % les abonnements. Alors, évidemment, nous pourrions toujours faire plus. C'est vrai, nous pouvons toujours faire plus. Et nous ferons d'ailleurs dans la tranche 3 la gratuité totale. Je sais qu'il y a une partie des collègues – enfin une grande majorité – qui soutiendra cette proposition.

Et je voudrais, enfin, terminer par un hommage en votre nom aux agents de la TaM, aux agents de la TaM qui n'ont jamais failli à leur mission de service public en prenant leur service – premier confinement, deuxième confinement. Dans cette DSP, nous prenons acte aussi d'une étendue des horaires de prise en charge du service, et notamment les week-ends, dès 4 heures 30 du matin, et samedi et dimanche.

Et permettez-moi de vous raconter cette anecdote qui, j'espère, viendra convaincre ceux qui s'abstiennent sur cette délibération. Quand, à 4 heures 15 du matin, j'ai croisé un agent de TaM et qui m'a dit : « *Monsieur le Maire, vous savez, quand il a été proposé par la direction de prendre le service de 4 heures 30, je me suis porté volontaire, parce que c'est un honneur d'être un agent du service public et de conduire les soignants à leur poste de travail.* » Et au CHU de Montpellier, nous avons été remerciés par les organisations syndicales qui ont dit : « *C'est quand même appréciable qu'un territoire puisse accompagner tous nos collègues, dans leurs conditions de travail, pour aller prendre en charge les patients de la pandémie.* »

Je vous propose de passer au vote, en espérant un vote unanime.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N°16 : AMENAGEMENT DURABLE - EXPLOITATION ET GESTION DES SERVICES DE TRANSPORT PUBLIC - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2019 - EXAMEN

M. A. EL KANDOUSSI quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir, le pouvoir de M. P. SAUREL accordé à M. A. EL KANDOUSSI est annulé.

Monsieur le Président

Affaire n°16. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Laurent NISON.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N°17 : AMENAGEMENT DURABLE - PARCS DE STATIONNEMENT EN OUVRAGE - DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC - RAPPORTS ANNUELS DES DELEGATAIRES RELATIFS A L'EXERCICE 2019 - EXAMEN

Monsieur le Président

Affaire n°17. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président, chers collègues, juste une rapide remarque sur cette affaire. Évidemment, on votera pour ce rapport. Mais on a une remarque d'ordre général. La multiplication des filiales et des DSP en général entraîne de l'opacité sur la gestion des parkings. Cela ne nous permet pas vraiment d'y voir plus clair. Nous, on voulait juste avoir des éléments sûrs, aujourd'hui, quelles sont les perspectives par rapport à l'évolution pour le parking Saint-Roch – dont la situation ne risque pas d'aller en s'améliorant ? Les rapports sont globalement clairs : le déménagement des lignes de la gare Saint-Roch à la gare Sud de France va s'intensifier – chose que nous regrettons évidemment. Et c'est un signe de la non-viabilité de ce parking, tel que pensé par les majorités précédentes – qui ont eu d'ailleurs le talent à la fois de penser ce parking et en même temps de prévoir sa non-viabilité économique. Quel est aujourd'hui le plan sur ce parking ? Les charges fixes sont difficilement compressibles. Comment les recettes vont pouvoir augmenter ? Est-ce que vous avez des éléments de réponse là-dessus ? Merci.

Monsieur le Président

Merci. Madame FRECHE, quelques mots, en réponse ?

Julie FRECHE

Oui, merci, Monsieur le Président. Cela me permet de dire effectivement que nous travaillons depuis déjà plusieurs semaines sur tous les parkings que nous avons effectivement sur le territoire de la Métropole, qui sont confiés aussi bien à la TaM, à EFFIA ou à Indigo. Donc nous avons initié un travail avec eux, notamment pour réaliser notre engagement de campagne, qui doit libérer 1 000 anneaux vélos sécurisés, des stationnements vélos, dans tous ces parkings, dans la Métropole, notamment autour du centre de Montpellier. Donc ce travail est actuellement en cours de finalisation et vous sera présenté très prochainement.

Monsieur le Président

Merci, Madame FRECHE. Je vous propose de mettre aux voix cette affaire. J'ouvre le vote. Le vote est ouvert. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Laurent NISON.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N°18 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE TRANSPORTS - EXERCICE 2021

Monsieur le Président

Affaire n°18 : attribution de subvention au GIHP. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? Pas de question, pas de remarque. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Emilie CABELLO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N°19 : AMENAGEMENT DURABLE - NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN MOSSON/CEVENNES - ETUDES DE PREFIGURATION - CONVENTION FINANCIERE VILLE DE MONTPELLIER/MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n°19 : les opérations ANRU ; les avenants sur les études complémentaires. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? Pas de question, pas de remarque. Je mets aux voix, Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N°20 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - SCPI PF LE GRAND PARIS - IMMEUBLE LE PARTHENA I ET II SIS 145 ET 205 RUE DE L'ACROPOLE - CONVENTION DE TIERS PAYEUR ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ACQUISITION DES LOTS DE COPROPRIETE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n°20. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques sur cette affaire ? Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°21 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE PEROLS - MODIFICATION SIMPLIFIEE N°6 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 21 : modification simplifiée sur la commune de Pérols. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N°22 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - SECTEUR ROQUEFRAISSE - RACHAT D'UNE PROPRIETE FONCIERE ACQUISE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'OCCITANIE POUR LE COMPTE DE LA METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 22 : secteur Roquefraise ; rachat de la copropriété foncière acquise par l'EPF. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N°23 : AMENAGEMENT DURABLE - DALLE DU TRIANGLE - REFECTION DE L'ALLEE JULES MILHAU A MONTPELLIER - CONVENTION D'OFFRE DE CONCOURS FINANCIER DE LA SNC DU POLYGONE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. S. COTE.

Monsieur le Président

Affaire 23 : Monsieur LAFFORGUE, sur la dalle du Triangle. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques auprès de Monsieur LAFFORGUE ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. L'affaire qui nous est proposée ici présente du coup la réfection de la dalle du Triangle à Montpellier. On ne peut évidemment qu'être d'accord avec la nécessité de refaire son revêtement, vu l'état de la dégradation de cette dalle. Il y a notamment des problèmes d'étanchéité que subissent les commerçants.

C'est l'état général de cette zone qui est en fait problématique. Il y a notamment les espaces aux alentours du centre commercial, qui étaient déjà à l'abandon depuis très longtemps. Il y a aussi les circulations qui ont été bousculées depuis la fermeture de l'ancienne mairie. C'est tout un projet d'ensemble dont, en fait, a besoin cet espace. Notamment repenser les continuités depuis l'îlot du Guesclin et l'ancienne mairie, reprendre l'esthétique de la zone, revoir les équipements, les WC par exemple, etc. Au-delà de cette allée, c'est donc une vision d'ensemble dont on a besoin.

Une chose est sûre : la Comédie, vous allez normalement en faire votre affaire, et sa réfection sera sûrement, pour votre majorité d'ailleurs. Maire bâtisseur du centre-ville, à n'en pas douter, voilà, un projet phare de votre mandat. Nous, néanmoins, la question qu'on avait, c'est : est-ce qu'on n'est pas en train de se précipiter pour financer un projet qui est mal ficelé, au bénéfice de quelques-uns ? Reprendre la surface de la dalle pour des raisons de sécurité, bien sûr, notamment si c'est vraiment de l'urgence de la sécurité des piétons dont il s'agit. Pourquoi du coup mettre des pots en fleurs, mettre des œuvres d'art, etc. ? Est-ce qu'on ne pourrait pas se concentrer sur le strict nécessaire pour éviter tout gaspillage, notamment la sécurisation piétonne, les problèmes d'étanchéité, et puis aussi équiper avec des arceaux à vélos cette zone ?

Ce qu'on comprend, c'est que l'urgence qu'on traite ici, en fait, elle est toute autre. Depuis 2017, le Directeur du Polygone souhaite que cette zone soit digne de son nouveau centre commercial rénové – il a déclaré cela à la presse à plusieurs reprises. L'urgence dont nous parlons maintenant, c'est donc de revoir l'esthétique de la zone, car il ne faut pas qu'elle fasse trop tache. Donc s'il ne s'agit que de faire plaisir au Directeur du Polygone parce que l'esthétique du lieu ne lui plaît pas, pour lui, sa grande ouverture, on pense qu'il vaut mieux qu'il prenne à sa charge l'ensemble de ces travaux.

Je m'explique. Aujourd'hui, il y a deux scénarios qu'on peut comprendre dans votre délibération : soit il va falloir tout détruire, *a posteriori*, après que ces travaux aient été faits, pour repenser la cohérence esthétique de cette zone avec le nouveau réaménagement de la Comédie ; soit on va avoir un patchwork de revêtements au centre-ville, avec des projets de réalisation qui vont être un peu désarticulés. Donc aucun des deux, moi, me convient. Donc je voterai contre ce projet. On peut, je pense, aujourd'hui, se passer de dépenses inutiles pour une place que nous devons dans tous les cas refaire dans quelques années. Il faudra *a minima* attendre les études qui définiront le projet de place pour faire ce qui est nécessaire. Il faut éviter aujourd'hui toute gabegie financière, surtout avec de l'argent de l'ensemble des communes de la Métropole. Merci.

Monsieur le Président

Oui, bon, Madame DOULAIN, comment vous le dire... Évidemment, dans cet endroit, nous allons bientôt lancer, avec Coralie MANTION et Madame FAYE à la Ville de Montpellier la ZAC Pagezy, pour essayer de traiter cet espace – qui est celui de l'ancienne mairie – pour ouvrir Antigone vers le centre historique, et opérer cette réconciliation urbaine, opérer ce lien. C'est un dossier... Je regrette qu'il ait été, hélas, pas jugé prioritaire, voire délaissé, créant le sentiment d'abandon pour lequel je partage – c'est le seul point – votre intervention. Donc on va ouvrir ce dossier-là. Laissez-nous un petit peu de temps pour que, techniquement, cela soit mené.

Ensuite, quant à la transformation de la Comédie, je vois beaucoup de critiques sur votre propos de vouloir végétaliser la Ville, mais cela semble constant. Quant à la dalle du Triangle, bon, on pourrait attendre, vous avez raison, on pourrait attendre, encore, et encore, et encore. Mais si vous avez l'occasion d'y passer, comme les 60 000 personnes qui y passent chaque jour – 60 000, hors période Covid – c'est là où le flux piéton est le plus important à Montpellier. Si vous l'observez, il est extrêmement dégradé. Un coup ici, c'est remplacé par du béton. Il y a des professionnels – vous les connaissez bien. Donc c'est un endroit qui est extrêmement dégradé.

Donc là, ce que nous proposons, c'est un dossier... Cela fait trois ans qu'il est en suspens, qu'il traîne. C'est de cofinancer, pour au moins remettre à niveau la qualité de l'espace public – qui est l'espace public le plus fréquenté. Un jour devra s'opérer une transformation plus vaste, notamment sur la partie latérale gauche, quand vous remontez vers la Comédie ou l'esplanade, qui correspond à un urbanisme daté – même s'il y a une dynamique commerciale qui joue son rôle d'animation et sur laquelle, évidemment, elle doit trouver notre soutien. Mais cette transformation-là prendra peut-être une décennie. Alors la question est : attendons-nous une décennie ou engageons-nous ces travaux, précisément dans la perspective de la transformation de la Comédie ? Là, on a une opportunité de pouvoir les faire cofinancer, d'améliorer la qualité de l'espace public.

Croyez-moi, quand je vois les coûts, c'est parfois bien moins élevé que d'autres coûts de voirie auxquels nous sommes confrontés. Donc voilà pourquoi nous prenons cette délibération. Je prends acte de votre désapprobation sur ce dossier et je lis évidemment le procès d'intention que vous voulez y faire. Mais je crois que l'ensemble des habitants de la Métropole qui utilisent cet espace, soit parce que c'est leur lieu de travail – oui, les travailleurs du Polygone, oui, les agents du service public qui se trouvent vers Antigone, oui – ou tous ceux et celles qui utilisent l'Écusson pour aller faire leurs courses, pour soutenir le commerce de proximité, seront à mon avis extrêmement sensibles au fait qu'on fasse une reprise de voirie, parce qu'actuellement, elle est quand même très dégradée.

Et c'est vrai, c'est peut-être dans cinq à dix ans qu'on pourra transformer davantage cet espace. Et là, je crois que tous les Maires qui ont ici l'expérience des travaux de voirie sont en train d'acquiescer – pour ceux qui sont à mes côtés, Monsieur CALVAT et Monsieur REVOL – ils voient bien que là, en termes de maîtrise des coûts, on est plutôt extrêmement rigoureux que dispendieux.

Je propose de passer au vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 2 voix

AFFAIRE N° 24 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 24. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques auprès de notre collègue Frédéric LAFFORGUE ? Pas de question, pas de remarque. Nous mettons aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 25 : AMENAGEMENT DURABLE - TRAVAUX DE RESEAUX SUR LA COMMUNE DE SUSSARGUES - ROUTE DE SAINT DREZERY - APPROBATION DE L'OPERATION DE TRAVAUX ET DEMANDE DE SUBVENTIONS HERAULT ENERGIES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 25. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques auprès de Monsieur LAFFORGUE ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Stéphane CHAMPAY, M. Serge DESSEIGNE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOUÏ, M. Arnaud MOYNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Joël RAYMOND, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N°26 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE GESTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LE DEBROUSSAILLEMENT DES ROUTES DEPARTEMENTALES TRANSFEREES RELEVANT DU SCHEMA DEFENSE DE LA FORET CONTRE LES INCENDIES (DFCI) - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n°26. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur LAFFORGUE ? Pas de question, pas de remarque. Je mets aux voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Geniès BALAZUN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N°27 : AMENAGEMENT DURABLE - AVENANT N°2 A LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'ATTRIBUTION DES SOUS-TRAITES D'EXPLOITATION DES LOTS DE PLAGE 1, 2 ,3 ET 4 SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - EXONERATION PARTIELLE DES EXPLOITANTS DES LOTS N°1 ET 2 - DEMANDE DE PROROGATION DE LA CONCESSION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 27. Y a-t-il des questions, des remarques sur cette affaire ? Madame NEGRET.

Véronique NEGRET

Oui, juste pour parler un petit peu de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone. Nous avons quatre concessions. Là on va, dans cette délibération, parler des deux premières concessions, qui sont du côté Palavas-les-Flots. Une de ces concessions concerne une location de jet-skis – je vous laisse imaginer ce que j'en pense. Les concessions 3 et 4 n'ont pas été renouvelées. L'une d'entre elles concerne l'association Plage'Mag, qui n'a pas pu se réinstaller, dont l'installation est remise en question pour les années qui viennent. Cette association a été reconnue d'utilité publique, parce qu'elle met à disposition pour une adhésion d'un montant dérisoire des moyens ludiques de pratiquer la mer. Ludiques, sportifs et non polluants. Donc je voudrais vraiment porter la voix de cette association pour qu'elle retrouve sa place sur la plage de Villeneuve-lès-Maguelone. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame NEGRET. Effectivement, c'est un sujet de discussion avec Monsieur le Préfet. Est-ce qu'il y a d'autres questions ou d'autres remarques ? Je mets aux voix l'affaire 27. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER

AFFAIRE N°28 : RESSOURCES - CONTRAT TERRITORIAL (2018-2021) ENTRE LA REGION OCCITANIE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PROGRAMME OPERATIONNEL 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n°28 : contrat territorial entre la Métropole et la Région. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOUL, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Joël RAYMOND, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Mikel SEBLIN, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

AFFAIRE N°29 : RESSOURCES - ÉPIDÉMIE DE COVID-19 - ÉTALEMENT DES CHARGES POUR LES DEPENSES EXCEPTIONNELLES RELATIVES A LA CRISE SANITAIRE - APPROBATION

Mme F. DOMBRE-COSTE quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme J. FRECHE.

Monsieur le Président

Affaire n°29. Il s'agit de l'étalement des charges liées à la crise Covid-19. Qui a des questions auprès de Monsieur CALVAT ? Pas de question, pas de remarque. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°30 : RESSOURCES - TARIFS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n°30 : tarifs de Montpellier Méditerranée Métropole 2021. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Oui, Monsieur DESSEIGNE.

Serge DESSEIGNE

Oui, Monsieur le Président, merci. Un petit problème : c'est que nous sommes actuellement dans une phase de mise en cohérence entre le parking du Prévost, qui dépend de la Métropole, et le parking du Pilou, qui dépend de la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone. Nous sommes en discussion pour le transfert total à la Métropole, et pour le littoral, de la question de la gestion de la plage. Nous aurons une réunion, on n'a pas pu la faire hier, mais en début-janvier. J'ai été étonné que soient déjà mis – et Madame le Maire aussi – en place les prix du parking du Prévost. C'est le point 4 de la page 15 qui nous a été proposé.

Monsieur le Président

Monsieur, c'est un sujet. Monsieur CALVAT va vous répondre.

Renaud CALVAT

Monsieur DESSEIGNE, nous avons bien conscience de cela, et c'est pour cela que ce que nous vous proposons à ce jour, c'est de reconduire à l'identique – parce que nous sommes obligés de voter les tarifs en décembre pour la préparation du budget. Mais j'ai indiqué à la commission ressources, la semaine dernière, que tout le premier semestre de l'année 2021 serait consacré à un travail sur l'ensemble des tarifs, dans le cadre aussi des contrats de réciprocité que l'on peut avoir avec nos partenaires des communautés de communes ou agglomérations voisines. Il n'y a pas que le parking du Prévost. Ce parking du Prévost, pour nous, est important, pour les raisons que vous venez d'évoquer. Nous sommes obligés de le voter aujourd'hui. C'est réglementaire. Mais nous savons que dans les six prochains mois, nous avons ce travail à faire, et nous proposerons certainement d'ici six à huit mois – ou en tout cas en septembre – des amendements à cette délibération. Cela vous convient, Monsieur DESSEIGNE ? Parfait, merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je vous propose de mettre aux voix cette délibération. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°31 : RESSOURCES - ASSOCIATION FRANÇAISE DES CORRESPONDANTS A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - ADHESION 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 31. Qui a des questions, des demandes de prise de parole auprès de Monsieur CALVAT ? Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°32 : RESSOURCES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - RECONDUCTION DES SERVICES COMMUNS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n°32. Y a-t-il des questions, des remarques auprès de Monsieur RAYMOND ? Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°33 : RESSOURCES - REFORME DES CONGES BONIFIES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n°33. Il s'agit d'une adaptation pour la collectivité à la suite d'un accord national. Y a-t-il des questions, des remarques auprès de Monsieur RAYMOND ? Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°34 : RESSOURCES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 34 : tableau des effectifs. Y a-t-il des demandes de prise de parole ou des questions auprès de Monsieur RAYMOND ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. On va voter pour ce tableau des effectifs. Mais je souhaitais vous faire part de notre profonde surprise et colère face à la situation que rencontrent aujourd'hui les 55 agents vacataires dans le réseau des médiathèques de la Métropole. Ils font partie de ces agents dévoués que nous croisons régulièrement quand nous nous rendons dans une de ces médiathèques. Ils sont au service des Montpelliérains depuis des années pour certains, et travaillent sur des contrats entre 8 et 25 heures par semaine, notamment le week-end. Ils sont souvent, il faut bien le dire, la variable d'ajustement bien utile pour le bon fonctionnement des équipements, pour faire face aux besoins, aux absences, aux urgences.

Du coup, la fin du mois d'octobre, avec la crise sanitaire, ça les a mis tout simplement au chômage, au chômage technique. Et comme ils sont les précaires parmi les précaires, on n'a pas cru utile de les rémunérer et pire, on les mène un peu en bateau depuis quelques semaines, avec soi-disant une interdiction légale de les indemniser, comme cela avait été fait lors du premier confinement. Aujourd'hui, ils s'organisent pour faire valoir leurs droits et nous souhaitons du coup exprimer notre soutien à cette dynamique.

Leurs demandes sont relativement claires et me semblent légitimes : la rémunération du mois de novembre et la garantie d'être rémunérés en cas de reconfinement – ce qui semble tout à fait logique – et puis la création évidemment, à terme, de postes à temps partiel, avec la contractualisation de ces agents vacataires. On demande du coup sur ce sujet des réponses précises, je crois qu'elles nous concernent vraiment toutes et tous, pour permettre justement à ces agents d'aborder cette fin d'année avec un peu plus de sérénité que ce qui a valu du coup dans les mois précédents. Merci pour vos éléments de réponse.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN. Les agents concernés seront réunis normalement soit dans la journée, soit demain, pour pouvoir leur apporter un certain nombre d'éléments de réponse sur une disposition qui s'est plutôt imposée à nous, de par des réglementations nationales. Et donc on essaie de trouver une solution pour l'ensemble de ces agents. Je propose de passer au vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°35 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE RESSOURCES HUMAINES - EXERCICE 2021

Monsieur le Président

Affaire n°35 : versement de la subvention au CASSC de la Métropole. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets au voix, Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Jean-François AUDRIN, Mme Michelle CASSAR, Mme Mylène FOURCADE, M. Hervé MARTIN, M. Jacques MARTINIER, M. Joël RAYMOND.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N°36 : CYCLES DE L'EAU - RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES RUE SAINT-LOUIS SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n°36. Ce sont les travaux d'assainissement de la rue Saint-Louis. Je rappelle qu'après ceux-ci, elle sera fermée au trafic de transit. Pour vous donner un ordre de grandeur, ces travaux d'assainissement, ce sont 1,1 million d'euros. La réfection de la dalle à l'entrée du Polygone pour le contribuable de la Métropole, ce sont 250 000 euros. S'il n'y a pas de question, pas de remarque, je mets aux voix, en remerciant les services de leur mobilisation sur ce dossier. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°37 : CYCLES DE L'EAU - RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES RUES DE LA VALFERE ET SAINT-SEPULCRE SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 37 : réseaux d'assainissement dans le centre historique de Montpellier, rue de la Valfère. S'il n'y a pas de demande de prise de parole, je mets aux voix.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°38 : CYCLES DE L'EAU - CONVENTION DE MANDAT POUR DES ETUDES ET TRAVAUX DE RECHERCHE D'EAU ENTRE LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION EN EAU POTABLE (SIAE) DU SALAISON ET LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT - AVENANT DE TRANSFERT A LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 38 : est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur cette affaire ? Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°39 : CYCLES DE L'EAU - SCHEMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE - RENFORCEMENT DE LA CAPACITE DE STOCKAGE DE LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ PAR LA CREATION D'UN NOUVEAU RESERVOIR - CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Y. PELLET quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme C. VASSAS-MEJRI.

Monsieur le Président

Affaire n°39. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur cette affaire ou des questions auprès de Monsieur REVOL ? Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°40 : CYCLES DE L'EAU - COMMUNE DE SAINT-DREZERY - ZAC LES MAZES - PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS RELATIF A LA DESSERTE EN EAUX USEES - AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE FINANCEMENT DES EQUIPEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n°40. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Pas de demande. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°41 : CYCLES DE L'EAU - PROJETS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE EAU - CONVENTION DE COOPERATION DECENTRALISEE AVEC L'ÉTABLISSEMENT DE COOPERATION INTERCOMMUNALE DE LA VALLEE DE L'ARGHEN AU MAROC - CONVENTION PROGRAMME ET CONVENTIONS FINANCIERES DANS LE CADRE DU PROJET DE MOBILISATION DES EAUX SOUTERRAINES POUR ZAHLE (LIBAN) - MISSION A NOUAKCHOTT (MAURITANIE) DANS LE CADRE DU PROJET KIFFA EAU - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 41. René.

René REVOL

Oui, juste quelques mots, rapidement, puisque nous relançons la coopération décentralisée à une autre échelle. D'une part en développant le fonds eau qui existe depuis 2015, avec la possibilité d'utiliser la loi OUDIN-SANTINI pour consacrer jusqu'à 1 % du budget de l'eau à la coopération décentralisée, qui est une opération essentielle pour assurer la solidarité internationale, et permettre aux hommes et aux femmes, qui vivent dans les régions où le changement climatique a encore plus d'effets que chez nous, de pouvoir trouver chez eux de quoi accéder à l'eau et à l'assainissement. D'autre part, nous élargissons ce champ de coopération à d'autres secteurs, sur lesquels nous allons travailler, qui sont hors du fonds eau, c'est-à-dire les déchets, l'agroécologie, etc. Il y a beaucoup de choses, beaucoup de chantiers qui se préparent. Je suis très heureux que cette délibération nous lance dans ce travail.

Je termine : il y a trois dossiers qui sont dans cette délibération de coopération décentralisée. Un que connaissent bien les Maires qui ont engagé ça précédemment, au Maroc – que ce soit Monsieur Joël RAYMOND ou Madame Jackie GALABRUN-BOULBES – on poursuit cette action d'aide avec la vallée de l'Argan au Maroc. Mais il y a également la deuxième ville de Mauritanie qui est concernée par une induction d'eau, notamment avec un soutien de l'État et de l'AFD (Agence Française de Développement), qui est très important, auquel le Gouvernement tient aussi – on aura l'occasion de vous en reparler. Enfin, troisièmement, cela concerne la plaine de la Bekaa, où il y a 1 million de réfugiés. On a travaillé sur ce dossier depuis des années ; il commence à aboutir. Donc la coopération décentralisée est à nouveau mise sur les rails, avec beaucoup de détermination, et je m'en félicite. Je pense que nous serons tous unanimes pour voter cette délibération.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur REVOL. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Monsieur VERA. Non ? Non, c'est peut-être une erreur. Je propose de mettre aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOU, M. René REVOL.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N°42 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PISCINE OLYMPIQUE D'ANTIGONE - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE DENOMINATION - ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n°42. Monsieur ASSAF, qui se démène pour dégager de nouvelles marges de manœuvre pour la collectivité. Salut Christian.

Christian ASSAF

Bonjour, Monsieur le Président, merci, chers collègues. Permettez-moi de présenter les affaires 42, 43, 45 et 46, qui sont toutes liées, finalement. À plusieurs reprises, vous le savez, je suis intervenu dans cet hémicycle pour vous décrire le contexte économique et financier exceptionnel que rencontrent nos clubs sportifs. Bien sûr, et vous le voyez dans vos communes, Hervé MARTIN peut le constater à la Mairie de Montpellier, pour les clubs amateurs. Mais également – et c’est ce qui nous concerne aujourd’hui – concernant les clubs d’élite, plus ou moins professionnels d’ailleurs, c’est pour cela que j’aime à les appeler « *clubs d’élite* », qui sont dans une situation catastrophique.

Donc l’idée de l’affaire n°42, avec cette question de *naming*, constitue finalement une première, puisqu’elle doit permettre également de développer cette pratique pour le Palais Bognol, ainsi que pour le stade de la Mosson, tout comme, d’ailleurs, nous l’avons fait sur le Stade Yves-du-Manoir. L’idée est simple. Ce n’est pas par idéologie que nous faisons ça. La situation, je vous le disais, économique et financière est critique pour ces clubs. Donc il nous faut trouver les moyens, dans l’urgence, de leur permettre de trouver des recettes financières supplémentaires. Je l’ai dit dans un quotidien très connu ici : nous n’avons pas de planches à billets, vous le savez. Donc il convient, soit en permettant une meilleure utilisation de l’outil par les clubs, mais aussi en leur permettant finalement de profiter de la publicité, pour leur permettre de dégager des recettes.

J’allais dire que c’est un modèle que nous éprouvons dans le cadre de cette crise, mais qui, aussi, devra nous permettre dans le moyen terme – puisque dans cette crise, finalement, il faut essayer de retirer dans le malheur ce qui peut être positif – doit nous permettre finalement d’envisager un modèle de développement économique différent pour nos clubs d’élite. En effet, nous avons la volonté affirmée de réorienter notre politique, de réinventer notre politique sportive, faire en sorte, finalement, que des sports émergents – je veux citer par exemple les sports extrêmes qui ont tenu leur e-festival, leur E-FISE récemment, avec des millions de vues à travers le monde – trouvent toute leur place dans notre Métropole. Permettre également, aujourd’hui, à de jeunes espoirs – demain, j’espère, de futurs champions – d’être accompagnés par le service des sports de la Métropole, par nous. Cela nécessite de réorienter une partie des financements de la collectivité, finalement qu’elle avait l’habitude d’attribuer depuis un certain nombre d’années. Sans pour autant oublier, négliger, détériorer l’attractivité que constituent nos clubs phares, qui rayonnent à travers la France et l’Europe.

Donc ce *naming* qui vous est proposé ici va permettre, sur la période, de ramener un peu plus de 840 000 euros, vous l’avez vu, et qui sera amené à poursuivre son développement, je le disais, avec les clubs de foot, de handball et de rugby. N’étant pas forcément nécessaire d’ailleurs que la Collectivité soit à la manœuvre – les clubs résidents de ces infrastructures pourront ou auront la possibilité de prendre directement à leur charge ce *naming* – mais il est vrai que les services de la Métropole ont une certaine expertise, acquise notamment lors du *naming* du *GGL Stadium*. Voilà s’agissant de l’affaire n°42.

L’affaire n°43 permet également de répondre à la crise économique que rencontrent nos clubs, notamment en permettant, sur les tribunes vides du fait du huis clos imposé dans les stades, au Montpellier Hérault Rugby Club de mettre en avant des partenaires bien utiles, et bien nécessaires dans la période, leur permettre une meilleure visibilité, puisque je rappelle que ces matchs sont télévisés. Enfin, vous l’avez vu : une série de subventions pour aider nos clubs, en forme d’avances, avant même le vote du budget 2021, en leur permettant d’avoir 50 % de leurs subventions qui leur sont attribuées dès à présent, pour deux raisons : d’abord parce que les clubs sportifs n’ont pas l’annualité budgétaire qui est la nôtre – les saisons, vous le savez, vont de septembre à juin – mais aussi parce que les problèmes de trésorerie sont énormes et que, plus que jamais, ils ont besoin de ces subventions.

Voilà, Monsieur le Président, mes chers collègues, un propos pas très réjouissant, mais finalement qui doit nous permettre de maintenir les ambitions de Montpellier, une Ville sportive, une Métropole sportive.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président, cher Christian, de toute votre implication dans ce contexte très difficile. Et témoignons ensemble notre soutien à nos clubs qui jouent, non pas à guichets fermés, mais en absence de public, et qui malgré tout obtiennent des résultats. Et on doit être aux côtés des dirigeants pour les accompagner dans cette période très difficile que vous avez décrite, autre conséquence de la crise. Se sont inscrits Monsieur MARTIN et Monsieur PATERNOT, et Monsieur MEUNIER. Vas-y Bruno, c’est bon.

Bruno PATERNOT

Très bien, bonjour, Monsieur le Président. Il y a la politique sportive et il y a le *naming*. C'est bien du *naming* dont on parle. Il y a l'interdiction ou les difficultés pour les joueurs et les joueuses de travailler du fait des conditions sanitaires, et il y a le *naming*. C'est du *naming* dont on veut vous parler. Ou plutôt du nommage, en bon français. Il ne s'agit pas ici de parler de politique sportive ni de soutien aux professionnels du sport – là-dessus, nous trouverons toujours des accords pleins et réels. Le nommage, c'est associer les valeurs du sport à celles de la banque, comme la Caisse d'épargne à Charleville-Mézières, à d'autres États comme l'*Emirates Stadium* à Londres, associer les valeurs du sport à la bagnole comme Skoda à Morzine en Suisse et, le plus beau, Kinder à Rouen, le *Kindarena*, outre le caractère scandaleux d'associer la malbouffe au sport, non, ce serait juste ridicule. Évitions ce ridicule-là. À Montpellier, aujourd'hui, si vous cherchez un équipement sportif, on vous envoie vers René-Bougnol, vers Pierre-de-Coubertin, vers Marcel-Cerdan.

D'ailleurs, je ne peux m'empêcher de remarquer que 91 % des équipements sportifs de la Ville portent le nom d'un homme – ce sont mes chiffres personnels. Les services pourront certainement être beaucoup plus précis et, grâce à ce constat, travailler à rééquilibrer et à faire en sorte que l'on n'ait pas que 9 % de noms de femmes pour les équipements sportifs. Quand j'étais petit, dans mes contrées nîmoises, j'allais au Stade Jean-Bouin, et ce nom a forgé mon imaginaire, m'a donné des idées sur ce qu'était le sport, les valeurs et sur mes ambitions de petit garçon à devenir quelqu'un. Aujourd'hui, les femmes n'ont pas ce référentiel, et c'est un problème.

Les Ecologistes voteront donc contre le nommage publicitaire, mais nous sommes constructifs et constructives, et nous vous alertons sur certains points. Nommer les équipements sportifs aussi avec des noms de femmes fortes. Comment s'appelle le stade de Marseille ? Non, ce n'est pas le Vélodrome, c'est le *stade Orange*. Mais l'identité marseillaise est plus forte que la pub et on arrive à l'oublier. Nous vous demandons aussi de faire attention aux partenaires choisis. Pas la malbouffe, pas les États étrangers. Enfin, vous comprendrez bien qu'en tant qu'élu à l'esthétique lumineuse, je vais avoir des exigences d'esthétique et de lumière sur ces grands panneaux. Travaillons ensemble là-dessus pour prendre l'argent mais pour minimiser son influence sur le paysage et sur nos imaginaires. Moins de publicités, mieux rémunérer, et qu'il ne gâche pas le merveilleux. Moins, Mieux, Merveilleux : 3M. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PATERNOT. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Je vous remercie, Monsieur le Président. Bien entendu je partage le point de vue selon lequel il faut que les grands clubs professionnels et d'élites arrivent à avoir leurs ressources propres, surtout si cela permet de dégager des financements pour les clubs amateurs. Je suis sûr que nous toutes et tous ici diront vouloir faire du sport un vecteur d'intégration, de cohésion sociale, de santé. Au-delà, chacun pourrait dire de quelle manière le sport peut contribuer de manière décisive à l'émancipation des pratiquantes et des pratiquants. Le sport est souvent appelé à servir de vecteur éducatif, car il est considéré comme un formidable moyen d'intégration sociale : il est un réel tremplin vers le mieux être individuel et collectif ; il est un moyen efficace d'émancipation, d'autonomisation des jeunes ; il favorise entre autres l'estime de soi, le respect des règles, la discipline, la responsabilisation, l'intégration, le goût de l'effort, le dépassement de soi ou le flirt avec les limites, c'est-à-dire la possibilité créative. Oui, nous croyons tous ici, je pense, que les activités physiques et sportives sont essentielles dans notre société, car elles participent à la nécessaire formation de l'être humain, comme le fait la culture, et plus largement tout ce qui relève de l'éducation.

Et pourtant, dans les actes, traitons-nous véritablement la question sportive comme la question culturelle, comme la question plus large de l'éducation ? Les politiques d'austérité poussent à l'économie, poussent à chercher des ressources nouvelles – comme on les qualifie quand on n'ose pas dire privées – et le *naming* est de celles-ci. Est-ce que ça tombe sur un musée ? Est-ce que ça tombe sur une école ? Non, ça tombe sur une enceinte sportive. Accepterions-nous à l'identique une marchandisation de nos espaces culturels ou de nos écoles, comme nous l'acceptons pour nos stades, et maintenant nos piscines ? Seriez-vous choqués si la médiathèque Émile Zola devenait la « *médiathèque Amazon* » ? Accepterions-nous que le musée Fabre devienne le « *musée Ripolin* », l'opéra Berlioz « *l'opéra Spotify* », que l'école Schoelcher devienne « *l'école Bic* », et Olympe-de-Gouges « *l'école Clairfontaine* » ? Et vous remarquerez que je ne cherche même pas à faire un trait d'humour sur le fait que nous nous liions à un marchand de béton, caïron et autre parpaing pour apprendre à nos enfants à nager. Si nous votons cette délibération, j'espère au moins que nos MNS apprécieront la confiance immense que, du coup, nous plaçons en eux.

D'ailleurs, cette fois nous allons plus loin que pour le stade Yves-du-Manoir, devenu *GGL Stadium*, et qui est réservé à une équipe professionnelle. Cette fois, il s'agit d'un établissement qui accueille certes une équipe d'élite, professionnelle, mais qui est aussi et surtout très largement ouvert au public. Je sais, on me rétorquera que les enseignes sportives sont souvent déjà bien tapissées d'affiches publicitaires. Mais avec le *naming*, la stratégie des entreprises privées visant à réduire le sport à une valeur marchande franchit un inquiétant palier. Par le fait même de baptiser un stade ou une piscine, une marque s'approprie de faire l'espace public. Qu'un espace public porte le nom d'une marque n'est en effet pas neutre.

Symbole de la marchandisation des stades, le *naming* pose la question de l'inscription dans l'espace public, dans la mémoire collective des marques d'entreprise. Nous sommes face à une marketisation globale de l'espace public. Nous le savons : les enceintes sportives sont des marqueurs symboliques de la Ville. Leurs noms sont des repères urbains. Jusqu'à présent, le fait de nommer une enceinte sportive était un acte participant au devoir de mémoire collective. Par la substitution des noms de personnalités historiques, on se prive de la possibilité de continuer la mémoire de celles et ceux qui ont porté les luttes et les progrès sociaux par la communauté urbaine humaine, au profit des marques. Nous sortons de l'idée du patrimoine public qui peut être utilisé pour un travail de mémoire ou de transmission culturelle, et nous entrons dans un processus de marchandisation. Si nous ne réagissons pas à propos des équipements sportifs, demain, l'ensemble de notre patrimoine urbain pourrait devenir un support à la publicité.

Le sport doit garder sa dimension culturelle. Le sport français, et en tout cas montpelliérain, doit rester populaire, étroitement lié à une histoire et un territoire. Le sport appartient à tous, et surtout pas à une marque. C'est un élément patrimonial et culturel qui nourrit un imaginaire. Débaptiser les enceintes, qu'elles portent le nom d'un quartier – Antigone – ou de figures emblématiques – Yves-du-Manoir – n'est pas une solution. Il faut au contraire entretenir une identité et promouvoir des valeurs. Les valeurs du sport n'existent que par ceux qui les portent, et nous devons collectivement les porter.

Pour conclure, et pour vous montrer mon total esprit d'ouverture, permettez-moi de citer Laurence PARISOT : « *Tout s'achète peut-être, mais tout ne doit pas être mis en vente.* » Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MARTIN. Effectivement, votre citation traduit votre esprit d'ouverture. La parole est à Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Évidemment, on souscrit à l'objectif de repenser les modèles économiques du sport. Évidemment, on témoigne notre soutien avec les acteurs du sport qui, aujourd'hui, sont confrontés à la crise. Moi aussi je me retrouve en désaccord profond sur cette affaire qui concerne le *naming* de la piscine olympique d'Antigone. Parce que – que vous le vouliez ou non – cette piscine appartient aux Montpelliérains. Cette piscine, c'est notamment le symbole pensé par vos illustres prédécesseurs Georges FRECHE et Raymond DUGRAND, du corps qui se joint à l'esprit, avec la médiathèque Émile Zola, la place Dionysos – dieu de la fête et du vin. Pour nous, aujourd'hui, on brade cet hommage à la publicité.

L'idée que la piscine olympique d'Antigone puisse porter le nom d'une entreprise d'aménagement nous fait honte. Quel est votre prochain projet ? Monsieur PATERNOT nous a fait part de plusieurs exemples un peu absurdes en France. Monsieur MARTIN – on avait nous-mêmes imaginé cette option – est-ce qu'on ne pourrait pas faire un *naming* de la médiathèque Émile Zola avec Amazon ? Évidemment, cela serait assez cohérent avec les références mythologiques, mais ce serait extrêmement honteux. Bien sûr, vous allez vous offusquer et nous dire qu'il ne faut pas confondre la symbolique d'un lieu de culture avec un lieu sportif. Mais comme le disait de manière tout à fait pertinente Monsieur PATERNOT et Monsieur MARTIN – et même, Monsieur MARTIN, déjà lors du sujet du *naming* du stade Yves-du-Manoir – on ne peut pas traiter différemment un équipement sportif d'une école, d'un hôpital, d'un musée.

Domage qu'on n'ait pas avancé sur ces sujets depuis plusieurs années. Monsieur le Président, chers collègues, il est des modes face auxquelles il est important de s'affranchir. Les noms – cela a déjà été dit – mais les noms, comme l'architecture de nos stades, de nos salles de sport, de nos salles de spectacle, sont des repères urbains de notre civilisation, au même titre que les places, les rues, les événements qu'ils accueillent. Ils participent à cette construction culturelle de notre époque. Ils sont des marqueurs. Ils ne peuvent pas être un vulgaire support à la publicité selon nous. Donc si vous voulez absolument renommer la piscine olympique Antigone par ce nom, aujourd'hui, cela ne nous convient vraiment pas, notamment parce qu'on pense qu'il y a un travail de mémoire et de transmission culturelle qui est bien plus important à faire. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN. Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Moi, j'ai entendu ce qu'ont dit Bruno et Hervé avec beaucoup de talent. Et je suis tout à fait d'accord avec eux sur les vertus du sport, que je compare régulièrement, en matière éducative et d'action sociale, à la culture. Ceci étant, on sait pertinemment qu'on n'attire pas les mouches avec du vinaigre, et que si on veut que nos jeunes et différentes générations aillent, dans l'esprit de concorde, de respect et d'engagement que représente le sport, et vers une activité ou vers une attention portée, il faut à tout prix qu'on ait des champions. Il faut qu'on ait des champions et pour ce qui est de Lattes, des championnes, avec le BLMA. Et aujourd'hui, l'économie des clubs – comme l'a très bien expliqué Christian ASSAF tout à l'heure – est mis à mal. Et si nous perdons cette identité montpelliéraine, nous risquons d'avoir des problèmes.

Aujourd'hui, le club du BLMA joue dans un palais des sports communal. Il y a deux équipes de première division dans leur sport qui jouent dans des gymnases communaux : le BLMA ici à Lattes et, chez Frédéric LAFFORGUE, à Castelnau-le-Lez, depuis quelques années maintenant, le volley-ball. Ils représentent évidemment la Métropole, puisque ce sont des clubs de la Métropole. Mais ils ne peuvent pas être pris en compte par votre délibération aujourd'hui.

En ce qui concerne Lattes, nous allons aussi nous orienter – après les réaménagements du palais des sports en palais des rencontres – vers un *naming*. Mais, ce *naming*, nous allons faire attention à un certain nombre de choses. La première chose c'est évidemment, comme l'a dit Bruno tout à l'heure, d'éviter de nommer notre palais des rencontres avec le nom d'une société qui porterait des valeurs que nous ne partageons pas – la malbouffe ou autre chose du même acabit. La deuxième chose, quand on mettra le cahier des charges en place pour le *naming* du palais des rencontres de Lattes : nous demanderons à ce que cette entreprise, au-delà de la somme qu'elle apportera pour le *naming* du stade, s'engage, par convention, auprès de la Ville et du club du BLMA dans des actions sociales de découverte du sport, à l'intérieur des quartiers ou sur des cibles de populations qui ont besoin aujourd'hui que la collectivité, à travers le sport, leur offre des capacités d'émancipation, de développement et de découverte du bien commun, de l'esprit collectif.

Alors, oui, ce *naming*, nous le ferons à Lattes. Oui, ce *naming*, nous veillerons à ce qu'il ne soit pas porté par une entreprise dont nous ne partageons pas les valeurs, mais une entreprise qui a des valeurs fortes. Et dans le *naming*, on lui demandera une implication à nos côtés, aux côtés du BLMA, pour que, sur l'ensemble des communes de la Métropole – je pense en particulier à Montpellier – le BLMA continue et développe son activité de découverte du sport et d'intégration par le sport. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Cyril. La parole est à Monsieur CALVAT, et Monsieur ASSAF, en tant que Vice-Président, apportera des éléments de réponse.

Renaud CALVAT

Monsieur le Président, chers collègues, le débat est intéressant et, même si je peux partager une partie de ce qui a pu être dit précédemment, en tant que Vice-Président aux finances, il ne se passe pas une journée sans qu'un de mes collègues vienne me demander des marges de manœuvre budgétaires pour porter leurs projets. Donc moi, je veux ici saluer la démarche du Vice-Président Christian ASSAF, qui prend toute sa part – et ce n'est pas facile – pour justement nous permettre de dégager des marges de manœuvre.

Alors, après, au-delà du nom qui peut être choisi aujourd'hui, moi je suis peut-être un petit peu encore vieille France. Quand, les années précédentes, j'accompagnais les bénévoles sportifs de Jacou pour aller voir un match du MHR, je continuais à dire « *je vais à du Manoir* » ; je ne disais pas « *je vais à l'Altrad Stadium* » – parce que pendant de nombreuses années, le stade s'était appelé *Altrad Stadium*, et ça pesait peut-être moins de problèmes à certaines personnes qui sont présentes ici, dans cet hémicycle. Juste pour dire que nous avons notre piscine Antigone – trait d'humour pour mon collègue PATERNOT : Antigone, avant d'être un quartier, c'est le nom d'une femme, c'est la fille d'Œdipe, roi de Thèbes.

Et je terminerai en disant – et je veux saluer aussi Christian sur cette question-là – qui nous avons de plus en plus de clubs dans nos villages, qui sont des clubs sportifs intercommunaux, qui ont de plus en plus des vocations métropolitaines, qui animent des bassins de vie à l'échelle de la Métropole. Je peux parler bien sûr de mes clubs sportifs dans ma commune, mais tous les Maires qui sont présents ici pourraient dire la même chose. C'est fini l'époque où il y avait un village, un club. Aujourd'hui, les clubs se sont associés, se sont rapprochés. Ils ont besoin de la Métropole. Pendant de nombreuses années, l'intercommunalité montpelliéraine ne s'est occupée que du sport d'élite – j'entends la différence, Monsieur ASSAF, entre le sport d'élite et le sport professionnel – mais maintenant, le sport de nos quartiers, le sport de nos communes, qui ont cette vocation intercommunale, qui irriguent plusieurs communes, jouent un rôle fondamental dans l'animation sociale, dans l'éducation de nos jeunes. Ces clubs-là ont besoin de l'aide de la Métropole, ont besoin du soutien de l'intercommunalité, et c'est pour cela que plus le sport d'élite pourra être autonome financièrement, plus nous pourrions dégager des marges de manœuvre budgétaires d'argent public, pour les sports de quartier, pour les clubs de quartier et pour les clubs de nos villages. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur CALVAT. Monsieur ASSAF pourra apporter quelques éléments de réponse, puis je complèterai.

Christian ASSAF

Oui, je l'ai dit, Monsieur le Président, mes collègues : ce choix n'est pas un choix idéologique. Il participe d'un plan de sauvetage – je le dis très clairement – de clubs, y compris de clubs que l'on croyait préservés. Je fais référence, là, par exemple, au football et au problème des droits TV qui surviennent maintenant. L'ensemble de nos clubs professionnels sont aujourd'hui en danger, et ce n'est pas la réponse de l'État qui peut nous aider en la matière. Donc leur permettre de trouver, de près ou de loin, des financements leur permettant de survivre et par la même occasion de dégager des marges de manœuvre pour imposer, imprimer notre propre politique sportive, c'est l'objectif.

Je voudrais juste revenir sur un petit point, répondre aux remarques bienveillantes d'Hervé MARTIN et de Bruno PATERNOT concernant le périmètre du *naming*. Au risque de vous enlever les quelques illusions qui pourraient vous rester, mon cher Bruno PATERNOT, moi aussi j'en ai au stade Jean-Bouin, à Nîmes, lorsque j'étais petit. D'ailleurs, j'avais remarqué à cette époque que, sur l'ensemble des maillots des équipes, il y avait déjà de la publicité, comme sur l'ensemble des enceintes autour du stade lui-même, c'est-à-dire que ce sont déjà des équipements, ce sont déjà des modèles économiques qui sont intimement liés à la publicité. On peut le regretter, mais c'est ainsi.

Quant à Madame Alenka DOULAIN, permettez-moi cette remarque. Je ne vais pas rentrer avec vous dans un débat que vous maîtrisez d'ailleurs peut-être mieux que moi sur le *naming*, tant vous avez fait preuve d'une certaine excellence en matière de *naming* politique dans l'entre-deux tours des élections municipales. Mais enfin, comme c'est l'esprit de Noël, je voudrais que nous méditions peut-être cette citation, non pas de Madame PARISOT, mais de Charles PEGUY, qui disait à propos des idéalistes « *ils ont les mains propres, mais ils n'ont pas de mains* ». Je vous invite à le méditer en cette période de Noël.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur ASSAF. Je voudrais le dire : je comprends et je salue d'ailleurs la teneur du débat. Nous sommes dans un moment budgétaire qui va être extrêmement compliqué – extrêmement compliqué. Il faut que, tous, nous en soyons conscients. J'ai parlé des 11 millions d'euros que nous avons à supporter par l'irresponsabilité du choix des déchets. Nous sommes dans une perte de recettes. Nous avons – et Monsieur CALVAT l'a évoqué – le souci de davantage aider le sport amateur, facteur de cohésion sociale. Et, heureusement, il se développe, et dans la ville-centre, et dans l'ensemble des communes – ou plutôt, il est déjà très développé. En rencontrant beaucoup de Maires en ma responsabilité de Président de l'intercommunalité, je vois beaucoup de demandes de projets, de soutien.

Donc il faut qu'on trouve des marges de manœuvre. Et je le dis : on ne peut pas, dans ce type d'exercice qui est le nôtre, ne pas être conscient que la responsabilité doit être partagée. Il faut trouver des marges de manœuvre.

Moi, j'entends, et je suis très attaché aux dénominations dans l'espace public, étant professeur d'histoire. J'ai ce rêve caché qui est que chacun puisse dire quelle est la signification de tel nom de rue, telle place, tel endroit, participant ainsi à la culture collective. Par exemple, sur les bords de la Comédie, il y a une municipalité qui, en hommage à la II^e République, a dénommé la rue Baudin, cet étudiant fusillé sur les barricades de la Révolution de 1848. Il y en a plein comme ça. Donc on va continuer à faire des dénominations, évidemment.

D'ailleurs, je voudrais le dire, surtout à mon ami Hervé MARTIN et à mon ami Bruno PATERNOT, la ligne 5 sera l'occasion à la fois de travailler sur une parité femmes-hommes, mais nous mettrons une station de tramway Yves-du-Manoir devant le stade, car son nom nous manque. Et de la même manière, je voudrais le dire ici, je l'ai demandé, vous voyez, là, il n'y a plus les logos de la Métropole – enfin, il y en a encore là. Mais vous voyez, sur les maillots de nos équipes, on met le logo de nos collectivités, parce que nous les finançons. On va enlever les logos des collectivités, puis on va écrire « *Montpellier Méditerranée Métropole* », quelque chose comme ça, pour que justement l'imaginaire de ceux qui supportent et soutiennent nos très belles équipes, s'identifient mieux au territoire, et nous n'allons pas remmener des batailles de logos qui ont épuisé des dirigeants et des dirigeantes du monde sportif, et souvent fait lever les yeux au ciel nos concitoyens, quand ils vivaient cela. Voilà.

Donc il faut bien qu'on assume. La proposition qui est faite par Monsieur ASSAF, moi, je le dis : il aurait bien aimé s'occuper d'autre chose, Monsieur ASSAF, que de trouver des marges de manœuvre, vraiment. C'est une très belle délégation, le sport – comme pour Monsieur MARTIN et tous les collègues qui suivent ça. Cyril en a parlé. Cela fait partie des défis et de l'exercice de la responsabilité des élus. « *Gouverner c'est choisir* ». Gouverner n'est pas renoncer. Et là, il y a des choix qui sont faits pour essayer de continuer à agir. Parce que la question qui nous est posée c'est, demain, le périmètre du service public, et donc des moyens que nous y mettons. Donc, soit nous augmentons les taux d'imposition, la taxe foncière, les ménages, et dans ce cas-là, on suit ; soit on essaie de trouver d'autres chemins. Là, il y a un autre chemin qui a été proposé par Monsieur ASSAF, qui permet de dégager des moyens. Après, je comprends, évidemment, les positions des uns et des autres, et je les respecte. Mais l'exercice de la responsabilité aujourd'hui, c'est d'aider le sport, et en particulier le sport amateur.

Je propose de passer au vote. Merci. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Nicole MARIN-KHOURY.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 18 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Serge DESSEIGNE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Clothilde OLLIER, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, Mme Isabelle TOUZARD, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. René REVOL.

AFFAIRE N°43 : ANIMATION DU TERRITOIRE - COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR - GGL STADIUM - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HERAULT RUGBY - AVENANT RELATIF AUX ESPACES MIS A DISPOSITION - AUTORISATION

Monsieur le Président

Je propose de passer... Je crois que Monsieur ASSAF a présenté les affaire 43, 44, pour essayer d'accélérer nos travaux. Évidemment, s'il y a des demandes de prise de parole, vous me le signalez. Affaire 43. Je mets aux voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenues : Mme Mathilde BORNE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 44 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ÉQUIPEMENT PATINOIRE VEGAPOLIS - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2019 - EXAMEN

Monsieur le Président

Affaire 44. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 45 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE SPORTS - EXERCICE 2020 - CONVENTION D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 45. Les Barracudas, subvention. Je mets aux voix. Donc 10 000 euros pour les Barracudas. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Nicole MARIN-KHOURY.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 46 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE SPORTS - EXERCICE 2021 - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme C. GIMENEZ.

Monsieur le Président

Affaire 46. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Christophe BOURDIN, M. Serge GUISEPPIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 47 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SOUTIEN A LA CREATION ET LA DIFFUSION CULTURELLE - ATTRIBUTIONS DES AIDES POUR LE 4EME TRIMESTRE 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 47. Il s'agit de la culture. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques auprès de Monsieur PENSO ? Fonds d'aide à la création théâtrale. Pas de question, pas de remarque. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N°48 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PARTENARIAT PEDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL ET LE THEATRE MOLIERE / SCENE NATIONALE DE SETE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. ASSAF quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme J. FRECHE.

Monsieur le Président

Affaire 48. Pas de demande de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 49 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION DE PARTENARIAT ARTISTIQUE ET PEDAGOGIQUE AVEC LE CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT INTERCOMMUNAL (CRI) DE SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 49. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Pas de demande ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N°50 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DES MANIFESTATIONS ET EVENEMENTS 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 50. Est-ce qu'il y a des demandes, des questions ? Je précise, pour ceux qui suivent sur *YouTube*, que toutes les délibérations sont préalablement examinées en commissions, où il peut y avoir débat. Affaire 50. Pas de demande de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N°51 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PROCEDURE DE RUPTURE CONVENTIONNELLE AVEC LA DIRECTRICE DE L'EPIC DU DOMAINE D'O - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 80. Est-ce qu'il y a des... ? Monsieur TRAVIER, pardon.

Bernard TRAVIER

Non, non. Monsieur le Président : 51 ou 80 ?

Monsieur le Président

51.

Bernard TRAVIER

On est bien d'accord.

Monsieur le Président

Monsieur TRAVIER, je me permets d'ailleurs de vous le dire, c'est au premier semestre que le nouveau conservatoire sera inauguré. Et comme vous avez ardemment contribué à ce projet, évidemment, vous serez pleinement à nos côtés pour marquer ce nouvel équipement culturel à l'échelle de la Métropole. Et je tiens vraiment à vous remercier, parce que tous ceux qui ont visité le lieu, je n'ai pas encore eu le temps, avec la crise, mais...

Bernard TRAVIER

Il est très beau.

Monsieur le Président

... ne cessent d'en faire l'éloge.

Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, je vous remercie. Cela me touche beaucoup, parce que je suis entré au conservatoire en 1960 et j'ai le sentiment d'y être toujours. J'étais un de ses mauvais élèves...

Monsieur le Président

Vous allez rester avec nous, merci beaucoup.

Monsieur le Président

Affaire 51 : je mets aux voix, s'il n'y a pas de question. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N°52 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ASSOCIATIONS OCCITANIE EN SCENE ET LES AMIS DU CHATEAU DE CASTRIES - ADHESION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 52, très importante pour notre amie Claudine VASSAS-MEJRI : adhérer – ce n'est pas très cher, mais c'est symbolique – à l'association des amis du château de Castries. Je mets aux voix. Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N°53 : ANIMATION DU TERRITOIRE - RENCONTRES D'AUTEURS DANS LE RESEAU DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - PRISE EN CHARGE DES FRAIS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 53, pour l'accompagnement des auteurs dans nos médiathèques. Questions, remarques ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 54 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MUSEE FABRE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES - CONVENTION DE COLLABORATION AVEC L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER 3 RELATIVE A L'ORGANISATION DU CYCLE DE CONFERENCE ' LES MERCREDIS DE L'ANTIQUITE ' 2021-2023 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 54 : partenariat entre le musée Henri Prades et cette formidable dynamique culturelle que sont les mercredis de l'Antiquité. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques auprès de Monsieur PENSO ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Hervé MARTIN, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 55 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS 2020 - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 55 : subvention à un certain nombre d'associations et une subvention d'équipement pour la commune de Vendargues dans un projet de médiathèque. S'il n'y a pas de question ou de remarques, je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 56 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PLANETOCEAN - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2019 - EXAMEN

Mme N. MARIN-KHOURY quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à Mme M. FAYE.

Monsieur le Président

Affaire 56 : rapport de la délégation de service public sur Planetocéan. Madame SERRANO, vous avez la parole.

Célia SERRANO

Merci, bonjour. Je voulais juste intervenir sur la condition animale, dans l'aquarium, justement. Je me suis enquis auprès du conservateur et j'ai trouvé un homme passionné qui m'a exposé les conditions de vie des animaux – puisqu'on a vu que dans cette délibération, il y avait quelques décès. Donc j'ai trouvé vraiment un homme prolixe et passionné sur ces questions-là, et je voulais juste apporter des informations sur ça. Chaque décès est autopsié et les raisons sont connues. Le requin marteau, en fait, est la deuxième perte seulement en treize ans d'exploitation, ce qui est toujours important – parce que j'ai vraiment vu un homme touché par ce décès-là – mais plutôt rare.

Les inspections sont annuelles et l'aquarium veille et travaille étroitement avec une équipe vétérinaire. Même si ce sont effectivement des bassins qui accueillent des animaux en captivité – ce qui m'a toujours mis, moi, la puce à l'oreille – là, j'ai vu, grâce à une équipe qui m'a vraiment ouvert ses portes, et une parole franche et honnête, qu'il ne s'agit pas d'un lieu voué aux seuls divertissements des humains. L'aquarium a un vaste programme de reproduction d'espèces en état critique en milieu sauvage. C'est le cas notamment des requins scie, où l'aquarium travaille avec celui de Brest pour prélever des gamètes et pour favoriser une reproduction.

Il est membre de plusieurs associations et jouit d'une reconnaissance par plusieurs organismes, notamment l'EAZA, qui a reconnu tout récemment leur candidature en tant qu'établissement permanent pour les manchots du Cap. Et c'est également le seul établissement au monde qui reproduit les chimères. Donc je tiens encore à remercier l'équipe qui a répondu avec passion et sans filtre à mes questions, et je suivrai cet équipement de près, avec curiosité et appétence. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame SERRANO, de votre intervention, de votre implication, et d'avoir indiqué que l'aquarium rejoint le réseau EAZA, dans lequel le zoo du Lunaret est aussi adhérent, parce qu'il s'inscrit précisément dans les enjeux de protection animale et de respect de la convention de 1970 – qui est la convention dite « *de Washington* » sur les modalités d'exposition des animaux. Et ça montre bien que l'aquarium – et il fut d'ailleurs pensé comme tel – est un lieu de culture scientifique, qui s'inscrit dans des enjeux de protection des espèces. Ce n'est pas une forme de « *disneylandisation* », si je peux utiliser ce concept cher à la géographe Sylvie BRUNEL, qui fut enseignante à l'Université Paul Valéry. Donc merci de vos propos et de vous être fait l'écho de l'ensemble des personnels qui sont très impliqués ici, dans la protection animale, dans les relations scientifiques. Quand on fait référence à Brest, c'est une référence d'ordre mondial.

Je vous propose de passer au vote. Adoptée. Avec votre intervention, Madame SERRANO, vous avez entraîné l'unanimité. Les traditionnelles abstentions, même sur une DSP, ont disparu. Bravo.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 57 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE CULTURE - EXERCICE 2021

Monsieur le Président

Affaire 57. Monsieur AUDRIN, qui nous rapporte la mise en paiement des subventions qui permettent aux différents équipements culturels de pouvoir commencer l'année. Je mets aux voix. Pas de questions ? Je mets aux voix. Excusez-moi, je vais un peu vite. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, M. Laurent JAOUL, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, Mme Sylvie ROS-ROUART, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 58 : ENVIRONNEMENT - RESSOURCES EN EAU ET AGROECOLOGIE - ÉTUDE DE BESOIN D'UNE LIGNE DE TRIAGE COLLECTIVE DE CEREALES BIO ET LEGUMINEUSES SUR LE SECTEUR OUEST DE LA METROPOLE - CONVENTION DE PROJET TUTEUR D'ETUDE D'ELEVES INGENIEURS DE L'INSTITUT AGRO DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 58. Qui a des questions ou des remarques auprès de Madame TOUZARD ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 59 : ENVIRONNEMENT - AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°M2020-284 - PARTENARIATS 2020 - AVENANT A LA CONVENTION LET'S FOOD CITIES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 59. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques auprès de Madame TOUZARD ? Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 60 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE TRANSITION ÉNERGETIQUE - EXERCICE 2021

Monsieur le Président

Affaire 60. C'est pareil : c'est une avance de subventions pour l'Agence locale de l'énergie, qui va déménager et s'installer dans de nouveaux locaux, qui est présidée par notre collègue Isabelle TOUZARD, et qui va jouer un rôle accru dans les semaines qui viennent pour accompagner, en partenariat avec la Région et puis avec l'équipe très dynamique de l'ALEC, sur la rénovation des bâtiments. Monsieur PATERNOT, vous avez la parole.

Bruno PATERNOT

Merci, Monsieur le Président. Juste pour dire que l'ALEC fait un travail formidable auprès des scolaires, des particuliers, des collectivités, que cette association est essentielle pour le travail qualitatif de l'environnement visuel, et qu'il est très important pour les écologistes de saluer cette association officiellement et publiquement, de saluer son bilan et de saluer ses projets. Il est essentiel pour nous aussi de dire quand ça va bien. Et là, ça va bien.

Monsieur le Président

Et vous allez voir, Monsieur PATERNOT, maintenant que Madame TOUZARD a repris l'ALEC – même si, avant, Jean-Luc a fait aussi un gros boulot – elle va monter en puissance, et on le verra lors du budget, où nous aurons l'occasion d'aborder les priorités du mandat autour de la rénovation du bâtiment – qui est un enjeu très important, au nom de la sobriété énergétique, la protection du pouvoir d'achat. Donc merci de vos propos, qui je crois vont toucher l'ensemble des personnes, mais qui nous rappelle notre exigence collective sur ce dossier.

Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 61 : ENVIRONNEMENT - RMCF - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2019 - EXAMEN

Monsieur le Président

Affaire 61. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Pas de question, pas de remarque. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 62 : ENVIRONNEMENT - ENEDIS-EDF - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2019 - EXAMEN

Monsieur le Président

Affaire 62 : ENEDIS-EDF. Pardon, Madame TOUZARD, vous avez la parole.

Isabelle TOUZARD

Oui, j'aurais voulu dire deux mots sur les affaires 61 – qu'on vient de voter, mais ce n'est pas grave –, 62 et 63, qui sont les CRAC, enfin les compte rendus annuels des trois concessionnaires sur l'énergie, la SERM, pour les réseaux de chaleur et de froid sur Montpellier, ENEDIS EDF pour l'électricité et GRDF pour le gaz. C'est quand même très important de rappeler que la Métropole, depuis 2015, est l'autorité organisatrice auprès des communes. Les Maires ont reçu une invitation ou vont recevoir une invitation le 14 janvier où on fera le bilan de ces concessions. C'est très important, parce que vous le savez, Monsieur le Président, on doit renouveler les concessions, notamment celle d'ENEDIS et de GRDF pour Montpellier en 2021, et qu'il y a de très gros enjeux.

On parle beaucoup, en effet, on a beaucoup parlé de l'eau en début de Conseil, mais l'électricité, on ne passe pas non plus une journée sans électricité non plus. Les enjeux sont très forts. On regarde de très très près avec les services – vous l'avez vu dans les rapports – les points cruciaux que sont la qualité des services aux usagers. On en a discuté en commission. C'était très intéressant. D'ailleurs, la commission a enrichi les critères sur l'électricité. On parle souvent de la durée annuelle des coupures d'électricité, mais ce qu'il faut qu'on regarde, ce sont les microcoupures, parce que même si elles ne durent qu'un quart de seconde, elles font de gros dégâts, maintenant qu'on utilise beaucoup internet.

Voilà, donc on a regardé ça de très près, et donc on va être très vigilants dans les négociations sur les futurs contrats, sachant que ce n'est pas facile de négocier avec des institutions comme ENEDIS et GRDF, qui sont en monopole régulé. Mais c'est comme ça. Donc je retrouverai les communes en janvier pour faire le point avec elles sur ça et préparer ces contrats de concession. Vous-même, Monsieur le Président, à l'occasion de la rencontre avec la Présidente d'ENEDIS, vous avez insisté sur certains points. Je reviens aussi sur ce que disait Julie FRECHE par rapport aux mobilités : la question énergétique, on la retrouve sur la question de la rénovation des bâtiments, comme vous le dites, mais aussi sur la question de la mobilité, et la façon dont nos réseaux vont pouvoir répondre aux défis, notamment de la ZFE, par exemple, pour la question de l'approvisionnement en gaz ou en électricité. C'est un gros sujet. Donc on a du pain sur la planche pour l'année 2021. Voilà. Mais je n'entre pas dans le détail des comptes rendus.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Isabelle. Évidemment, lors d'un Conseil de Métropole, nous allons faire un focus sur l'ensemble de ces sujets, qui sont effectivement stratégiques. La parole est à Monsieur PATERNOT.

Bruno PATERNOT

Merci Michel, François, Jacques, Édouard, Pierre – que des hommes. À tous les échelons, et quel que soit le mode d'énergie choisi, et cette intervention vaut pour les trois délibérations que nous prenons, nous n'avons que des directeurs, que des chefs d'entreprise, que des capitaines d'industrie. Et c'est un problème. C'est un problème, que les femmes soient sensibles et déléguées aux questions culturelles – je salue d'ailleurs la ministre Roselyne BACHELOT, qui en ce moment perd tous ses arbitrages – et que les hommes, eux, soient puissants et soient chefs d'entreprises des énergies.

Et je veux vous dire que le rapport que nous votons nous empapaoute avec beaucoup d'énergie – avec beaucoup d'ENGIE. L'État fait en sorte que nous soyons perdants, et l'État fait en sorte que les hommes soient au pouvoir. Le monopole d'ENGIE et ses choix – notamment l'investissement dans le changement des compteurs Linky – pèsent très fortement sur notre collectivité en millions d'euros, et comme le soulignait Isabelle, nous ne pouvons pas y faire grand-chose. Nous devons remarquer les questions d'inégalité femmes hommes, notamment aux postes de décision à chaque instant, et nous ne devons pas les faire passer, jamais.

Vous le savez, Monsieur le Président, Monsieur le Directeur Général des Services, Messieurs les Directeurs de Cabinet, Messieurs les neuf Directeurs Généraux Adjointes, les Ecologistes ont des propositions pour rééquilibrer les pouvoirs, et je tiens ici à remercier Mesdames KNAPP, LE VANNIER, PAUL, BAUS, VICENTE, UGUEN, qui sont toutes les petites mains de la Métropole et qui ont préparé les bilans, qui ont rédigé les dossiers et qui nous permettent de respecter les lois – bien que celles-ci soient un peu scélérates. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur PATERNOT. Moi, je voudrais aussi joindre aux remerciements d'avoir un exécutif paritaire à la Métropole – ce que la loi ne pose pas, mais ce qui a été une exigence partagée par tous. La question de féminisation sont des questions extrêmement importantes et je vous prie de croire que Monsieur le Directeur Général des Services s'y emploie. Et je voudrais saluer sans exclusif tous ceux et celles, celles et ceux qui ont rédigé l'ensemble de ces rapports.

Je propose de passer au vote sur l'affaire 62. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N°63 : ENVIRONNEMENT - RESEAU DE DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2019 - EXAMEN

Monsieur le Président

Affaire 63. Pas de demande de prise de parole ? On passe au vote. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Julien MIRO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 64 : ENVIRONNEMENT - CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF A L'EXPLOITATION DU MARCHE D'INTERET NATIONAL (MIN) - AVENANT N°11 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 64. Madame TOUZARD, allez-y.

Isabelle TOUZARD

En fait, là, nous allons voter un avenant à la convention, enfin au contrat de concession avec la SOMIMON pour l'exonération de loyers des entreprises qui sont locataires à la SOMIMON – comme on l'a fait à d'autres occasions. Là, je suis peut-être un peu en avance. C'était pour l'affaire suivante, le compte rendu d'activité de la SOMIMON.

Monsieur le Président

Vas-y, vas-y.

Isabelle TOUZARD

C'est juste pour dire que le compte rendu intervient dans une année particulière, qui va être celle où on va élaborer, finaliser le schéma directeur du MIN, du marché-gare. Vous savez, Monsieur le Président, comment cet outil, cet équipement est important pour la politique agroécologique et alimentaire de la Ville. L'approvisionnement de la Ville : quel rôle fondamental il a joué pendant le confinement. La Ville de Montpellier, la Métropole ont été les plus rapides en France pour faire face aux grosses préoccupations d'approvisionnement en circuits courts qui ont émergé dans les premières semaines du confinement. Et cela a été grâce à tous les outils mis en place dans le cadre de la P2A préalablement – le référencement de tous les acteurs des circuits courts, de tous les producteurs qu'on avait sous la main, tout près – et de tout le travail qui est fait avec la SOMIMON dans le cadre des circuits courts. Il faut savoir que le marché-gare de Montpellier est quand même assez original, à ce point de vue. C'est assez rare encore. Les marchés-gares, les marchés internationaux sont souvent beaucoup plus orientés vers l'import-export au niveau des grossistes et les filières longues. Voilà, donc des gros enjeux – j'y reviens – sur le schéma directeur qu'on va élaborer. On reviendra vers le Conseil à cette occasion.

Et surtout, deuxième élément important, c'est la réflexion que nous menons, en lien aussi avec la ZFE et Julie sur la question de logistique urbaine, où là aussi on a un bijou au sein de la Ville. Une situation, vous le savez, qui est très originale et particulière. Il va falloir qu'on regarde de très près. Donc juste attirer l'attention du Conseil à l'occasion de ce rapport sur les enjeux qu'on a courant 2021 avec le MIN. Et je remercie beaucoup Marie, nouvelle Présidente du marché-gare, avec qui on travaille bien sur ces sujets.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole ? Je mets aux voix l'affaire 64, et, vous l'aurez compris, 65. Isabelle a bien posé les enjeux. Effectivement, l'importance du marché-gare, notamment lors du premier confinement. Et sur d'autres sujets. Affaire adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 65 : ENVIRONNEMENT - MARCHE D'INTERET NATIONAL (MIN) - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2019 - EXAMEN

Monsieur le Président

Affaire 65, s'il n'y a pas d'autres demandes de prise de parole, je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 66 : HORS COMMISSION - INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX DE CASTRIES - ACQUISITION DU TERRAIN D'ASSIETTE ET PASSATION D'UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LE GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE DU DOMAINE DE FERRIERES - LIEUDIT LES ARBOUSIERS - PARCELLE CADASTREE D163 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme E. LLORET quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. J. RAYMOND.

Mme R. TIKOUK quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. M. REYNAUD.

Monsieur le Président

Affaire 66. C'est une délibération qui s'impose à nous puisque c'est la fermeture du troisième casier de Castries, qui a été prise par le précédent exécutif, et donc pour lequel nous sommes – j'ai vu que François voulait s'exprimer – pour lequel nous sommes tenus de trouver un accord avec le propriétaire de ce terrain. Je voudrais remercier Renaud CALVAT qui a négocié âprement pour les intérêts de la Collectivité.

Donc j'ouvre le débat là-dessus. Monsieur CALVAT est prêt à y répondre. Monsieur VASQUEZ.

François VASQUEZ

Merci, Président. Je voulais tout d'abord remercier justement Renaud CALVAT pour les négociations qu'il a entamées afin d'économiser sur le rachat de ce terrain. Il s'est beaucoup investi là-dessus et évidemment qu'il récupère un bilan catastrophique qui était cette gestion des déchets – notamment ces problèmes dont on vient de parler. Mais le problème pour nous, c'est que la fermeture de cette décharge avait déjà une addition : c'étaient les 11 millions d'euros. Et là, on vient y ajouter 2,6 millions supplémentaires qui, à notre avis, auraient pu être évités, parce que nous avons des investissements qui sont nécessaires. Nous avons des budgets qui sont très contraints et nous pensons que cette dépense de rachat est trop coûteuse. Donc ne pas l'acquérir maintenant, l'acquérir à un moindre coût ; en tous les cas, voilà, cet achat nous pose problème, et c'est pour cela, c'est en cela que nous n'adhérons pas au rachat, en fait, de la décharge de Castries.

Monsieur le Président

Merci François. La parole est à Monsieur CALVAT pour répliquer.

Renaud CALVAT

Merci, Monsieur VASQUEZ, pour vos remerciements, et je sais qu'ils sont sincères. Et on a très souvent échangé sur cette question-là. On pouvait imaginer quelle a été notre réaction, quand nous sommes arrivés en juillet et qu'on a vu qu'à côté des 11 millions d'euros en frais de fonctionnement chaque année, il fallait aussi rajouter la question des pénalités. Nous sommes dans un État républicain, avec des règles, avec le droit qui s'applique, avec des contrats qui ont été signés par des femmes et des hommes qui étaient aux responsabilités avant nous, et qui, malgré tout, s'imposent juridiquement à nous.

Donc nous étions devant une situation complexe : soit on continuait à louer le terrain pendant trente ans, et dans trente ans, on n'était propriétaire d'aucun foncier, mais on aurait payé pendant trente ans ; soit on achetait le terrain aujourd'hui. Une partie de la somme, une partie des 2,6 millions que nous allons dépenser sera dépensée en investissement – donc c'est une bonne chose pour la collectivité – et surtout nous devenons propriétaire d'un terrain que nous espérons pouvoir valoriser. On en a discuté lorsque vous êtes venu à Jacou. J'en parle souvent à Madame le Maire de Castries qui est aussi très facilitatrice sur cette question-là. Ce n'est pas simple pour les élus de ce secteur-là. Je pense que c'est une bonne chose aujourd'hui de l'acheter.

Je vous remercie aussi pour ce que vous avez dit, parce que vous savez très bien que ce sont 2,6 millions aujourd'hui, mais si nous n'étions pas intervenus, c'était plus, c'étaient plutôt 3 millions. Donc comme vous le savez – et je vous l'ai dit – je n'ai cessé que de trouver des marges de manœuvre financières pour que vous puissiez porter votre projet du zéro déchet. Vous avez besoin de marges de manœuvre, Monsieur le Vice-Président. Grâce à notre négociation – bien sûr, vous m'avez remercié, mais vous me permettez d'y associer Monsieur MERLIAUD et Monsieur NYS, parce que nous avons travaillé tous les trois sur cette question-là – nous nous dégageons quelques marges de manœuvre supplémentaires. Donc merci aux agents qui ont travaillé à mes côtés. Bien évidemment, j'aurais préféré me passer de cette délibération, comme tout le monde, mais nous sommes dans un cadre de droit, républicain. Il vaut mieux l'acheter aujourd'hui que de payer un loyer à perte pendant trente ans.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur CALVAT, pour ces explications. S'il n'y a pas d'autres prises de parole, je vous propose de passer au vote. Vous aurez bien compris qu'on ne votera pas avec enthousiasme, mais voilà. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 9 voix

Ont voté contre : Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 7 voix

Se sont abstenus : Mme Mathilde BORNE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOU, Mme Eliane LLORET, Mme Véronique NEGRET, M. Joël RAYMOND, M. Jean-Pierre RICO.

AFFAIRE N° 67 : ENVIRONNEMENT - TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - MANDAT COMPLEMENTAIRE POUR LA REALISATION DE L'UNITE DE METHANISATION AMETYST - CRAC 2019 - AVENANT N°4 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 67. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. Jean-Pierre RICO

AFFAIRE N°68 : SOLIDARITES - VILLES ET TERRITOIRES OCCITANIE - MISE EN PLACE D'UNE DEMARCHE EVALUATIVE EXPERIMENTALE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 68 : adhésion à Villes et territoires Occitanie. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N°69 : SOLIDARITES - AVENANTS N°2 AUX CONVENTIONS D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE TAXES FONCIERES SUR LES PROPRIETES BATIES (TFPB) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 69. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques, des demandes de prise de parole ? C'est l'abattement sur la taxe foncière bâtie pour les organismes de logement social. Pas de question, pas de remarque. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Clara GIMENEZ, Mme Eliane LLORET, M. Hervé MARTIN, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N°70 : SOLIDARITES - DELEGATION DU SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES ET DU CREMATORIUM - SAEML SFMA - TARIF GENERAL 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 70 : rapport du délégataire du service funéraire. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. On va évidemment voter pour ce rapport. On avait quelques remarques. On a examiné évidemment en détail le rapport annuel sur l'exploitation des services funéraires produit par le délégataire – délégataire d'un service public assez douteux depuis 2015. On rappelle à ce sujet que Georges FRECHE avait pris la décision en 1979 – une décision courageuse – en créant un service municipal des pompes funèbres, pour accompagner au mieux les familles des défunts et les préserver de la voracité de certains acteurs du secteur marchand sur les services funéraires. En mai 2012, la majorité socialiste, sous la présidence de Monsieur MOURE, a décidé de détricoter ce service public et de le passer en DSP. DSP qui a été définitivement votée en 2015 et avec le soutien de la quasi-totalité de cette Assemblée. Or la Chambre Régionale des Comptes, dans un rapport relativement accablant, en 2017, observait un ensemble de dysfonctionnements relativement graves et pointait l'incompréhensible choix de déléguer le service extérieur des pompes funèbres et le crématorium, alors que la régie était largement bénéficiaire. Elle ajoutait que l'excédent généré par l'activité justifiait une baisse des tarifs proposés pour les habitants de cette Ville, ce qui n'a pas été le cas. Elle notait enfin l'explosion des cas d'accident du travail touchant les salariés depuis le passage en DSP. Cette DSP a été conclue pour quinze ans, donc il nous reste dix ans à payer pour cette erreur potentielle de mode de gestion.

Malgré cela, nous devons tout faire pour améliorer le service, et c'est notre devoir.

Monsieur le Président, vous avez en 2012, défendu avec votre majorité ce passage en DSP. Est-ce qu'on peut avoir un point sur ce qui a été fait depuis 2017, par rapport aux mesures, par rapports à ces dysfonctionnements ? Et quels sont ceux, éventuellement, à venir pour 2021 ? Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

Monsieur CALVAT va vous apporter un élément de réponse sur une appréciation qui est sensiblement différente.

Renaud CALVAT

Madame DOULAIN, je vais vous répondre sur un aspect technique. Je ne vous parlerai pas de la gestion précédente par la SEM, le service funéraire de Grammont, puisque ni Monsieur DELAFOSSE, ni moi, n'étions dans l'exécutif. Là, nous sommes sur le rapport qui concerne l'année 2019. Je vous parlerai en revanche du choix qui a été à l'origine, il y a presque dix ans maintenant, de confier ce service-là à une SEM.

Je vous rappelle juste que ce service-là est dans le champ concurrentiel, ce qui est différent de la gestion de l'eau, puisque vous, vous n'avez pas le choix quand vous ouvrez le robinet : c'est le service public qui vous amène l'eau. En revanche, quand vous êtes confronté à des moments terribles dans votre vie, c'est la loi, c'est ainsi : le service est concurrentiel. Donc il a été décidé à l'époque, à l'unanimité de l'ensemble à la fois des représentants du personnel, des responsables des agents de la régie, des élus de tous bords politiques confondus, de pouvoir proposer, à côté des grandes entreprises – je ne vais pas les citer ici, bien évidemment, vous le comprenez, mais des grandes entreprises – qui œuvrent dans le champ concurrentiel, et c'est la loi, c'est la loi, de l'accompagnement des familles dans les deuils et dans les décès. On ne parle pas des cimetières ; on est vraiment sur deux choses totalement différentes. Il a été décidé de proposer, à côté du champ purement privé, purement concurrentiel, un service qui soit un service assumé en DSP et par une SEM. Ce qui laisse quand même, et c'est la loi, la liberté à chaque habitant de la Métropole de faire appel à la SEM de la Métropole qui a obtenu le marché ou à un autre opérateur privé. Quand vous êtes confronté à un décès dans votre famille ou dans votre entourage proche, vous avez le choix de faire appel à l'opérateur que vous voulez.

Si nous n'avions pas fait cela il y a quelques années, aujourd'hui, nous n'aurions que des opérateurs privés. Nous avons souhaité avoir un opérateur qui puisse être une SEM, avec donc d'autres missions, avec un cahier des charges établi par la puissance publique. Je ne me prononcerai pas sur la gestion de ces dernières années. Je connais bien ce dossier. C'est notre regretté ami Jean-Marcel CASTET – l'ancien Maire de Jacou, qui était apprécié de toutes et tous ici – qui l'a porté. C'est pour ça que vous comprenez que j'en parle avec un peu d'émotion aussi. Je ne parle pas de la gestion de l'institution ces dernières années. J'ai pu, moi, présider la SEM entre 2012 et 2014 – lorsque Jean-Marcel CASTET est décédé. Mais après, je n'ai plus eu de responsabilité. Donc je ne vous parle pas de ce qu'a pu dire le rapport ou de ce qui s'est passé dans l'institution. Je parle de ce qui a été à l'origine de la création. Et c'était une bonne chose. C'était pour, justement, éviter que seul le champ concurrentiel et privé puisse être proposé aux familles qui rencontrent des moments aussi difficiles qui sont le deuil.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur CALVAT, pour ces explications. Je vous propose donc de passer au vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 71 : SOLIDARITES - COMPLEXE FUNERAIRE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE RELATIF A L'EXERCICE 2019 - EXAMEN

Monsieur le Président

Affaire 71. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

**AFFAIRE N°72 : SOLIDARITES - LOGEMENT - OBSERVATOIRE LOCAL DES LOYERS (OLL)
- ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Affaire 72. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole, des questions ? Je mets aux voix l'affaire 72. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yvon PELLET, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

**AFFAIRE N°73 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX -
RESIDENCE « LE CLOS DE LA LICORNE », RUE ANTOINE REDIER A CASTRIES - GARANTIE
D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Monsieur le Président

De l'affaire 73 à l'affaire 81, ce sont des traditionnelles garanties d'emprunts. Je vous propose de les passer, à moins qu'il n'y ait des demandes de prise de parole, de les passer. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur une de ces affaires, de la 73 à la 81 ?

Coupure du son.

Monsieur le Président

Voilà, on espère que notre problème technique est réglé pour terminer notre session. Je suis désolé. Il paraît qu'à la Métropole de Lyon, ils ont eu exactement le même souci – qui a duré très, très longtemps. On voit certains collègues qui tchattent. Les votes sur les garanties d'emprunts. On entend. Si on entend, on peut peut-être, dans ce cas-là... Il n'y a pas de souci. Je sais qu'il y en a certains à qui je ne manquerai pas. On ouvre les votes sur la 73. Mes chers collègues, ce sont les garanties d'emprunts. Et je vous propose de les passer rapidement. Affaire 73 : j'ouvre le vote. Allez, on tient le rythme. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel CALVO, Mme Eliane LLORET.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

**AFFAIRE N° 74 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX -
RESIDENCE ART CAMPUS - 235 AVENUE PAUL BRINGUIER A MONTPELLIER - GARANTIE
D'EMPRUNT A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE
METROPOLE, ACM HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Affaire 74. J'ouvre le vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 75 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 17 LOGEMENTS LOCATIF SOCIAUX - RESIDENCE « CLINIQUE SAINT-JEAN » - 36 AVENUE BUISSON BERTRAND A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, ACM HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 75. J'ouvre le vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 76 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « NEW 123 » - AVENUE DE PALAVAS A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SOCIETE FDI FONCIERE - DELIBERATION N°14969 DU 2 NOVEMBRE 2017 - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 76. J'ouvre le vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N°77 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « IMPULSE », 1 RUE FRANÇOIS MIREUR A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 77 : garantie d'emprunts. J'ouvre le vote, merci. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Eliane LLORET.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N°78 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LORCAËE » - 705 RUE DE SAINT-HILAIRE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ACM HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 78. J'ouvre le vote. On ouvre le vote, pour la 78, s'il vous plaît. Allez, on y est presque, mes chers collègues, on y est presque. 78 : adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 79 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 32 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LA COUSTAUE », CHEMIN DE LA COUSTAUE A SAINT JEAN DE VEDAS - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

On ouvre le vote pour la 79. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel CALVO, Mme Eliane LLORET.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 80 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 90 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LA FABRIQUE » - LOTISSEMENT "LA FABRIQUE" A FABREGUES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire 80. On ouvre le vote, s'il vous plaît. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 81 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RESIDENCE « SIMONE VEIL », ZAC DES SAUREDES LOT V A CASTRIES - GARANTIE D'EMPRUNTS A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 81. Adoptée. Merci.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 82 : ATTRACTIVITE - SOCIETE D'ACCELERATION DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE (SATT) AXLR - VERSEMENT DU SOLDE D'UN APPORT EN COMPTE COURANT - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 82. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je vous vois tous. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur la 82 ? Allez, on y va, on ouvre le vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 83 : ATTRACTIVITE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION FRENCH TECH MEDITERRANEE - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 83 : partenariat avec l'association French Tech. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Pas de demande de prise de parole. Je vous propose de passer aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Hind EMAD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 84 : ATTRACTIVITE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION IDATE - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 84 : subvention à l'IDATE. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? J'ouvre le vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, Mme Hind EMAD, M. Arnaud MOYNIER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 85 : ATTRACTIVITE - ZAC CHARLES MARTEL EXTENSION - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION

*M. B. PATERNOT quitte définitivement la séance et laisse un pouvoir à M. M. REYNAUD.
M. R. REVOL quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.*

Monsieur le Président

Affaire 85. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Oui, Monsieur Serge DESSEIGNE. Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, sur la ZAC Charles Martel.

Serge DESSEIGNE

Merci, Monsieur le Président. Je sais qu'il est tard – cela fait depuis 9 heures et quart qu'on est là, mais bon – sur la ZAC Charles Martel, il n'y a pas de problème. La question à poser sur cette ZAC, va être un problème de...

Coupure du son.

Serge DESSEIGNE

...Nous allons rencontrer la SERM sur ces questions-là, parce qu'il y a un problème de volonté d'amélioration des espaces naturels pour avoir de la perméabilité sur les sols...

Coupure du son.

Serge DESSEIGNE

...Et il y avait un autre point à soulever, par rapport à cette ZAC. On a ESAT Peyreficade qui est sur notre commune, qui envisage son positionnement sur cette extension de la ZAC. Et ça nous paraît important de pouvoir envisager cet aménagement-là. Mais ça demandera sans doute un travail de liaison qui est très importante. Ce sont quand même beaucoup de salariés et beaucoup de travaux avec les entreprises de proximité. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur DESSEIGNE. C'est bien noté. Il y a Madame NEGRET qui souhaite dire un mot.

Véronique NEGRET

Oui, merci. L'aménagement de cette ZAC nous fait aussi penser que notre station d'épuration – pour revenir sur ce sujet-là – va être vite en sous-capacité. Elle a une capacité de 12 000 équivalents habitants ; nous sommes 10 300. Je sais que dans les projections, l'extension de la ZAC a été prise en compte. Mais il n'empêche qu'on s'interroge quand même véritablement sur la capacité de cette STEP qui, à notre avis, va vite être atteinte. Merci.

Monsieur le Président

Merci, c'est bien noté. On aura l'occasion, quand, au premier semestre, on ira sur chaque commune faire un point sur les dossiers, d'apporter des réponses sur ces points-là. Je propose de passer au vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N°86 : ATTRACTIVITE - CITE INTELLIGENTE - STRATEGIE DE CITOYENNETE NUMERIQUE - PASS NUMERIQUE - CONVENTION AVEC L'AGENCE NATIONALE DE LA COHESION DES TERRITOIRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 86 : Cité intelligente. Cela fera aussi l'objet d'un focus lors d'un Conseil. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Pas de demande de prise de parole ? Je mets au vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 87 : ATTRACTIVITE - CITE INTELLIGENTE - APPELS A PROJETS INNOVANTS ET EXPERIMENTATIONS AU SERVICE DE LA VILLE - AVENANT N°2 A LA CONVENTION SUR UN PROGRAMME DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 87 : avenant à la convention. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? J'ouvre le vote, pour la 87. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Mathilde BORNE.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 88 : ATTRACTIVITE - CONTRAT DE PLAN ÉTAT REGION 2015-2020 - DELIBERATION POUR UNE ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER POUR LE PROJET BNIF - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 88. Il s'agit du CPER 2015-2020. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? OK. Je propose de passer au vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, M. Arnaud MOYNIER, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 89 : ATTRACTIVITE - PACTE METROPOLITAIN D'INNOVATION - AVENANT N°3 A LA CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER POUR LE PROJET REDSAIM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 89 : pacte métropolitain d'innovation. C'est en lien avec l'Université. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Madame SERRANO.

Célia SERRANO

Merci. Juste, nous allons rester vigilants sur ces questions de conditions animales au sein de ces deux projets – l'affaire 88 et 89. Sur la 89, nous votons aussi pour cette délibération, car nous faisons confiance à Florence BRAU pour améliorer le bien-être animal dans ce projet spécifiquement, et développer de nouvelles pratiques au sein de l'Université. C'est important et, au niveau éthique, c'est assez complexe, mais voilà, nous sommes vigilants et nous travaillons de concert. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame SERRANO. Travail de concert avec l'ensemble du territoire. Affaire 89 : je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, M. Arnaud MOYNIER, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 90 : ATTRACTIVITE - CORUM - PALAIS DES CONGRES - OPERA - ZENITH SUD - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE A L'EXERCICE 2019 - EXAMEN

Monsieur le Président

Affaire 90 : rapport du délégué Montpellier Events. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Situation évidemment très compliquée liée à la Covid-19. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christian ASSAF.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 91 : ATTRACTIVITE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 91 : aide au congrès, justement. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Mohed ALTRAD, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Serge GUISEPPIN, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Luc SAVY, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

AFFAIRE N° 92 : ATTRACTIVITE - ASSOCIATION OCCITANIE EUROPE - ADHESION - DESIGNATION DE REPRESENTANTS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 92 : Occitanie Europe. C'est une association très importante qui nous fédère pour aller chercher des fonds européens. Et à ce titre, je propose la candidature de Madame HART et comme suppléant notre collègue, Frédéric LAFFORGUE. Madame TOUZARD, vous avez la parole.

Isabelle TOUZARD

Juste deux mots, Monsieur le Président, pour dire que, vraiment, enfin, enfin, on peut avoir ce partenariat avec Europe Occitanie. On a des équipes à la Métropole, dans la direction de Monsieur BLASCO notamment, qui, je pense, pourront mettre à profit pleinement cette nouvelle opportunité qu'on va avoir, et enfin la Métropole pourra être très innovante, pourra prétendre et être plus offensive sur tout ce qui est financements européens. Donc merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup de le souligner, Madame TOUZARD. Il y a beaucoup d'argent à Bruxelles, ce que nous devons mobiliser. Madame HART, un petit mot aussi ?

Clare HART

Un tout petit mot, rapide. Merci beaucoup Isabelle pour ce soutien. Un appel à toutes et tous pour aller chercher des projets. On a une équipe exceptionnelle au DICOSIG avec Fabien BLASCO, qui mène cela de mains de maître. Donc vraiment, n'hésitez pas. Et puis en accédant à Occitanie Europe, on est tout nouveau dans la grande famille territoriale avec la Région, le Département, ainsi que d'autres collectivités pour travailler de concert, puisque l'union fera la force au niveau de l'Europe. Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame HART. Et je crois qu'on va mettre aux voix votre désignation. Adoptée.

Il est proposé en plus de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Occitanie Europe, de désigner deux personnes, un titulaire et un suppléant, élus ou techniciens, pour représenter la Métropole au sein de l'association.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (unanimité requise).

A l'issue d'un vote à main levée, cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Monsieur le Président propose les candidatures de :

*Titulaire : Mme C. HART
Suppléant : M. F. LAFFORGUE*

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 93 : ATTRACTIVITE - ASSOCIATION OCCITANIE COOPERATION - ADHESION - DESIGNATION DE REPRESENTANTS - APPROBATION

Monsieur le Président

Là, c'est l'association Occitanie Coopération, et nous proposons Madame HART, et en suppléante Madame RIBOT. Je mets aux voix. On ouvre le vote. Adoptée.

Il est proposé en plus de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Occitanie Coopération, de désigner deux personnes, un titulaire et un suppléant, élus ou techniciens, pour représenter la Métropole au sein de l'association.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (unanimité requise).

A l'issue d'un vote à main levée, cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Monsieur le Président propose les candidatures de :

Titulaire : Mme C. HART

Suppléante : Mme C. RIBOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 94 : ATTRACTIVITE - RELATIONS INTERNATIONALES - AFFECTATION DE SUBVENTIONS 2020 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 94 : subventions à des associations dans le cadre des relations internationales. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, M. Cyril MEUNIER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N°95 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - EXERCICE 2021

Monsieur le Président

Affaire 95. Il s'agit d'anticiper les financements pour l'office de tourisme, la MLJ, dont je tiens à saluer son nouveau Président, François RIO, que nous avons désigné, notre collègue Maire de Saint Jean de Védas. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, Mme Véronique BRUNET, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Eliane LLORET, M. Hervé MARTIN, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

AFFAIRE N°96 : HORS COMMISSION - REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL DE METROPOLE - MANDAT 2020-2026 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 96 : règlement intérieur du Conseil de Métropole. Est-ce qu'il y a des observations ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Juste, sur cette affaire, moi, je compte m'abstenir. Évidemment, cela nous semble positif de faire un toilettage du règlement intérieur pour, déjà, faire en sorte qu'il respecte la loi. Cependant, on regrette un petit peu que le débat soit aussi relayé en fin de Conseil. Voilà, on tire un peu sur la corde... Pourtant, je pense que c'est très important de se mettre d'accord sur les règles, pour que les échanges au sein de cette Assemblée se passent bien. Donc je vais quand même un peu livrer mon analyse, rapidement, sur ce qui est positif et ce qui est négatif dans cette nouvelle proposition de règlement intérieur que vous nous faites.

Une très bonne nouvelle : c'est déjà la modulation des indemnités en cas d'absence. Cette modulation est extrêmement importante. On y est très favorable. Autre bonne nouvelle : c'est le paragraphe sur les amendements. Il est très clair et cela laisse l'espoir sur votre capacité à nous permettre de soumettre nos propositions d'amendement, ce qui n'a pas toujours été forcément le cas aussi côté Conseil municipal. Et on peut également se réjouir du droit de proposition qui a été rajouté, qui devrait nous permettre à l'avenir, à tous les conseillers métropolitains, d'inscrire des affaires à l'ordre du jour.

Sur les petits points qui posent quand même problème : vous avez enlevé la mention de la deadline de cinq jours pour recevoir les convocations dans le cadre du travail de commission. Ça nous semble problématique, parce que, vous me direz, les commissions, on est quand même assez nombreux dedans – ça peut aller jusqu'à une soixantaine d'élus, avec notamment des élus qui sont des communes de la Métropole, mais qui ne sont pas forcément élus métropolitains. Pour l'instant, on a reçu parfois des centaines de pages deux jours avant. Alors on se doute bien que pour l'instant c'est parce que ce n'est pas facile de tenir les délais. Mais pour nous c'est quand même important, au moins, de se donner collectivement comme cap d'essayer de respecter ces cinq jours. Pour pouvoir tout simplement lire les affaires et puis pouvoir poser les questions. Parce que s'il n'y a pas ces espaces de débat et d'échange en commission, si les gens n'ont pas le temps de préparer leurs questions, leurs éléments à mettre au débat, cela risque d'être un petit peu pauvre en termes d'échanges. Donc on pense que cela ne serait pas forcément très favorable.

Autre chose : sur la durée des interventions, on pense que c'est favorable de mettre une limite dans le temps par affaire, 5 minutes. Par contre, ce qu'on souhaiterait, c'est qu'on puisse avoir une sorte de droit de réplique, comme c'est le cas aujourd'hui à l'Assemblée nationale, qui permet aussi que, si vous faites une réponse et qu'elle n'est pas satisfaisante ou, entre guillemets, qu'elle ne répond pas à l'ensemble des éléments qui étaient pointés dans l'intervention, de pouvoir aussi relancer. C'est ce qui fait la richesse des débats. Aujourd'hui, ils arrivent à la faire à l'Assemblée nationale, ils sont 600. À mon avis, ce serait tout à fait faisable, tout en respectant, éventuellement, les 5 minutes maximum par intervention.

Sinon, de manière générale, on pointe un peu une faiblesse qu'on a trouvée dans notre règlement intérieur qui, clairement, ne change pas la donne : c'est sur le lien entre notre Assemblée et les citoyens de la Métropole. Il n'y a rien qui est mis sur la possibilité d'inscription à l'ordre du jour par des citoyens, ce que pourtant votre majorité préconisait – en tout cas côté Conseil municipal – pendant la campagne. On le sait, vraiment, cette Métropole, c'est une boîte noire, c'est éloigné, les gens ne comprennent pas forcément comment cela fonctionne. C'est notre devoir aussi. On a six ans pour tenter de rapprocher notre institution des habitants de ce territoire.

Et ce qui fait le lien avec mon dernier point, concernant le passage de 15 à 20 vice-présidences, comme la loi l'autorise. Du coup, cela nous semble évidemment intéressant. On peut néanmoins s'interroger sur le fait qu'il y a une absence... Malgré l'augmentation du nombre de vice-présidences au sein de notre Métropole, il n'y a personne qui est en charge, justement, de la démocratie métropolitaine. Juste, cela m'a rappelé qu'à Poitiers, aujourd'hui, la Maire de Poitiers, Léonore MONCOND'HUY – déjà, elle ne cumule pas la présidence, la Mairie, de la Ville centre, et la présidence de l'Agglo – a pris la Vice-Présidence en charge d'aligner les questions de participation citoyenne au Grand Poitiers. Voilà, je me suis dit : le jour où, à Montpellier, le Maire de la ville-centre, au sein de la Métropole, se consacrera juste à animer la démocratie métropolitaine... En attendant ce jour, on va s'abstenir sur ce règlement intérieur, même si on trouve qu'il y a des éléments intéressants dedans. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN, de vos propos, qui constatent que vous avez la liberté de vous exprimer pleinement dans cette Assemblée. Merci d'avoir relevé que nous mettons une sanction pour les élus qui ne sont pas assidus au Conseil de Métropole. C'est une nouveauté. Nous le faisons au Conseil municipal. D'ailleurs, c'est votre tête de liste qui essuie la jurisprudence, Monsieur ALTRAD, puisque ça s'applique au Conseil municipal, et je l'invite à pouvoir venir. Vous avez fait campagne avec lui et vous êtes entrée dans ce Conseil sur sa liste. C'était votre droit. D'ailleurs, je vous avais proposé une autre alliance : de devenir élue en charge de la démocratie participative et de l'animation citoyenne. Vous avez fait un autre choix. Il vous appartient. Il est tout aussi respectable de votre point de vue.

Sur ce règlement, c'est la loi. On doit, au terme des six mois, le délibérer. Évidemment, il y a des choses à améliorer. Je vous remercie d'éviter tout faux procès. À la veille des commissions, bien sûr que nous, on souhaite informer préalablement l'ensemble des élus qui siègent dans ces commissions. Donc le but n'est pas de dire : on va envoyer la veille pour le lendemain. C'est d'essayer d'avoir du temps, pour les services, pour bien préparer les documents. Il n'y a aucune malveillance de ce côté-là, comme d'ailleurs sur beaucoup de sujets.

Je trouve d'ailleurs très blessant de parler de boîte noire en parlant de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est sûr que cette intercommunalité a souffert ces derniers temps de clivages au sein de cette instance. On essaye de l'apaiser, tout en étant très respectueux du point de vue des uns et des autres – le vôtre, par exemple. Et il y a bien sûr des points d'amélioration et des enjeux de mise en débat qui doivent être forts, notamment sur des compétences liées à la mobilité. Nous aurons l'occasion d'en parler. Donc aujourd'hui nous adoptons ce règlement.

Et merci d'avoir relevé le choix politique qui est le nôtre de faire que, quand on n'honore pas son mandat en siégeant, nous supprimons l'indemnité de moitié – c'est-à-dire le maximum de ce que la loi nous autorise. Et j'espère qu'un jour, la loi changera : quand un élu ne remplit pas sa mission, il ne doit plus bénéficier de son indemnité.

Je propose de passer au vote. Et je remercie tous les élus qui votent favorablement le règlement qui supprime de moitié les indemnités des élus absents. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenues : Mme Mathilde BORNE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 97 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS

Monsieur le Président

Affaire 97 : représentations du Conseil de Métropole. Je vais aller vite, parce que... Que les collègues m'excusent. Là, on traite les collègues de Montpellier, donc ce sont des élus représentant la Ville de Montpellier principalement.

Je vous propose de passer aux voix.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (unanimité requise). Il met au vote cette proposition.

A l'issue d'un vote à main levée, cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations des instances internes et organismes extérieurs suivants :

ORGANISMES	REPRESENTATIONS
Commission d'Appel d'Offres SA3M	Nicole MARIN-KHOURY
Collège de déontologie	<i>Direction des Affaires Juridiques</i> Benjamin DI GRAZIA (titulaire) Roxane ROBERT (suppléante) <i>Pôle Ressources Humaines et relations Sociales</i> Laurence BONNET (titulaire) Lucas VERCHER (suppléant) <i>Secrétariat Général</i> Laurent CHALVIDAN (titulaire) Pauline REDONDIN (suppléant)
Domaine d'Ô	<i>2 représentants de l'administration</i> Le Directeur Général des Services Le Directeur Général Adjoint à la Culture
Collèges	<i>Représentations</i> <i>Titulaire</i> <i>Suppléant</i>
Collège Arthur Rimbaud (Cévennes)	<i>Sophiane MANSOURIA</i> <i>Christophe BOURDIN</i>

ORGANISMES	REPRESENTATIONS
Collège Camille Claudel (Centre)	<i>Marie MASSART</i> <i>François VASQUEZ</i>
Collège Clémence Royer (Centre)	<i>Tasnime AKBARALY</i> <i>Séverine SAINT MARTIN</i>
Collège Clemenceau (Centre)	<i>Bruno PATERNOT</i> <i>Marie MASSART</i>
Collège Croix d'Argent	<i>François VASQUEZ</i> <i>Yves BARRAL</i>
Collège Fontcarrade (Centre)	<i>Mikel SEBLIN</i> <i>Roger-Yannick CHARTIER</i>
Collège François Rabelais (Mosson)	<i>Mikel SEBLIN</i> <i>Clara GIMENEZ</i>
Collège Gérard Philipe (Prés d'Arènes)	<i>Nicole MARIN-KHOURY</i> <i>François VASQUEZ</i>
Collège Jeu de Mail (Hôpitaux Facultés)	<i>Agnès SAURAT</i> <i>Christian ASSAF</i>
Collège Joffre (Centre)	<i>Boris BELLANGER</i> <i>Michel ASLANIAN</i>
Collège Les Aiguerelles (Prés d'Arènes)	<i>Mikel SEBLIN</i> <i>Roger-Yannick CHARTIER</i>
Collège Les Escholiers de la Mosson (Mosson)	<i>Christophe BOURDIN</i> <i>Clare HART</i>
Collège Les Garrigues (Mosson)	<i>Clare HART</i> <i>Christophe BOURDIN</i>
Collège Marcel Pagnol (Croix d'Argent)	<i>Nicole MARIN-KHOURY</i> <i>Yves BARRAL</i>
Collège Simone Veil (Cévennes)	<i>Christian ASSAF</i> <i>Michel ASLANIAN</i>

LYCEES	REPRESENTATIONS
	<i>Titulaire Suppléant</i>
BTP CFA de l'Hérault (Mosson)	Christian ASSAF Manu REYNAUD
Cité Scolaire Françoise Combes (Centre)	Fanny DOMBRE-COSTE
Etablissement Régional d'Enseignement Adapté Jean-Jacques Rousseau - EREA - (Cévennes)	Hind EMAD Maryse FAYE
Lycée Agricole Frédéric Bazille - Agropolis (Hôpitaux-Facultés)	Agnès SAURAT Christian ASSAF
Lycée Georges Clemenceau (Centre)	Bruno PATERNOT Clara GIMENEZ
Lycée Jules Guesde (Cévennes)	Clara GIMENEZ Marie MASSART
Lycée Joffre (Centre)	Charles SULTAN Julie FRECHE
Lycée Jean Mermoz (Centre)	Hervé MARTIN Tasnime AKBARALY
Lycée général et technologique Jean Monnet (Mosson)	Sébastien COTE Clara GIMENEZ
Lycée hôtelier Georges Frêche (Port Marianne)	Emilie CABELLO Laurent NISON
Lycée des Métiers de l'éco-construction et du bâtiment Léonard de Vinci (Mosson)	Véronique BRUNET Hind EMAD
Lycée professionnel Jules Ferry (Cévennes)	Radia TIKOUK Véronique BRUNET
Lycée des Métiers Pierre Mendès-France (Port Marianne)	Manu REYNAUD Hervé MARTIN

A l'issue d'un vote électronique, ces désignations et la présente délibération sont adoptées à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

AFFAIRE N° 98 : HORS COMMISSION - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE MISSION ET DE REPRESENTATION DES AGENTS ET DES ELUS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET DES FRAIS DE DEPLACEMENT ET D'ACCUEIL DE PERSONNALITES EXTERIEURES INVITEES - MODIFICATIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 98 : prise en charge des frais de mission et représentation des agents élus de notre Métropole. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je propose donc de mettre aux voix. Allez. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Monsieur le Président

Je vous remercie tous et toutes pour cette séance en visio. Je voudrais particulièrement remercier tout le service Assemblées et les services techniques, qui ont rendu possibles ces travaux. Vous souhaitez évidemment, dans les conditions qui sont les nôtres, de très bonnes fêtes. Et nous nous retrouvons l'an prochain – enfin peut-être un petit peu dans les jours qui viennent encore pour certains. Et vous souhaiter un bon repos, de bonnes fêtes et nous nous retrouvons l'année prochaine en Conseil municipal. Encore une fois, merci à l'ensemble des services qui se sont mobilisés pour cette session.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15h30.